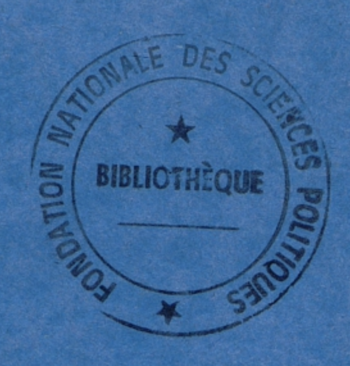
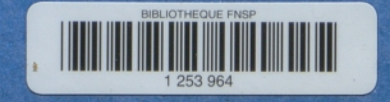


MG
1



FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE



BIBLIOTHEQUE FNSP
1 253 964

Miloutin N. MILOIKOVITCH
Elève de l'Ecole des Sciences Politiques
(Section: Finances publiques)

LE COMMERCE EXTERIEUR

et la

POLITIQUE COMMERCIALE DE LA SERBIE

DEPUIS 1906 jusqu'à NOS JOURS

-BIBLIOGRAPHIE-

Ministère de l'Agriculture, du commerce et de l'Industrie:
La SERBIE à l'EXPOSITION UNIVERSELLE de 1911 à Turin. (Belgrade,1911 en français).

Les COMPTES-RENDUS GENERAUX sur l'ECONOMIE NATIONALE de I907,I908 et I909.

DEUX COMPTES-RENDUS sur l'EMPLOI du CREDIT EXTRAORDINAIRE de 500.000 francs affectés à la RECHERCHE de débouchés pour le COMMERCE EXTERIEUR. (Belgrade,I907-08).

Ministère des Finances Serbe:
Le TARIF GENERAL de I9IO. (Belgrade,I9IO).

RECUEIL des traités de COMMERCE conclus entre la SERBIE et les autres PAYS. (Belgrade,I908).

STATISTIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR du Royaume de SERBIE pour I9IO. (Belgrade,I911 en français).

Le traité de COMMERCE de I9IO entre la SERBIE et l'AUTRICHE-HONGRIE. (Belgrade,I911 en français).

M. Dr M.A. Todorovitch:
La GUERRE DOUANIERE ENTRE LA SERBIE et l'AUTRICHE-HONGRIE depuis I906-I9IO. (Belgrade,I911).

COMPTE-RENDU sur les marchés italiens de BETAIL. (Belgrade,I91D).

Le CONTRAT RAMPONI-VOLPATI (Belgrade,I911).

K. Stoyanovitch, ancien Ministre de l'Agriculture,du Commerce et de l'Industrie:
La SITUATION ECONOMIQUE de la SERBIE depuis l'occupation jusqu'à l'annexion de la BOSNIE-HERZEGOVINE (de I878 et I908) (Belgrade,I909).

Les DISCOURS et ESSAIS POLITIQUES et ECONOMIQUES I et II. (Belgrade,I9IO-11).

-BIBLIOGRAPHIE-

M. Douchan Pantich:
Le COMMERCE EXTERIEUR et la POLITIQUE COMMERCIALE de la SERBIE INDEPENDANTE. La période de I878-92. (Belgrade, I9I0).

Club parlementaire des Radicaux:
Le traité de I908 entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie - Discours réunis. (Belgrade, I908).

J. Jibatchek, Ingénieur:
Le PROJET de CHEMIN de FER DANUBE-NICHE-MER ADRIATIQUE. (Belgrade, I908).

Dr M. A. Nintchitch:
La SERBIE avant les traités de COMMERCE. (Belgrade, I902).

L'UNION DOUANIERE entre la SERBIE et la BULGARIE. (Belgrade, I904).

D^{r} Jv. Zlatarov:
Le Comité SERBO-BULGARE pour le RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE entre la SERBIE et la BULGARIE. (Sophie, I9II).

Tous les livres de l'édition de Belgrade sont en Serbe, sauf ceux que j'ai fait suivre de la mention "En français".- Le livre de M. Zlatarov est en Bulgare.

Je dois une reconnaissance particulière à un de mes amis qui m'a aidé dans mon travail: c'est M. Ratchitch Miloch, Secrétaire au Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, et ancien élève de l'Ecole, qui m'a indiqué et procuré presque toute la bibliographie mentionnée.

J'ai évité les citations et les renvois aux pages des livres, parceque le sujet est très vaste et complexe, et que mon travail risquait de s'étendre par trop, et sans grand avantage .

-TABLE des MATIERES-

-TABLE des MATIERES-

-INTRODUCTION-

Jusqu'au commencement du XIXème siècle, les Serbes se trouvaient sous la domination tyrannique des Turcs. Tout progrès de civilisation et de culture était absolument entravé par ce règne des destructeurs orientaux. La culture et les richesses acquises dans les siècles de création et de prospérité nationale de l'Etat serbe détruites par les envahisseurs, la pauvreté générale et la dépression morale régnèrent dans tous les pays serbes. Ce fut le résultat d'un assujettissement tyrannique de cinq siècles pendant lesquels les Turcs firent table rase de tout. Ce fut aussi en cet état économique et politique que commença la grande oeuvre de la libération nationale et la constitution du nouvel Etat serbe.

Pour avoir une vue d'ensemble de la Renaissance de la Serbie et de son développement économique général au XIXème siècle, et pour faire bien comprendre le sujet que je me suis proposé de traiter, il est nécessaire d'exposer tout d'abord les périodes du développement économique et politique, et les phases de production nationale avant l'année 1906. Les premières périodes conventionnelles et la législation douanière pendant cette époque ne sont pas moins intéressantes et nécessaires pour qui veut suivre avec attention la continuité du progrès économique réalisé avec tant de difficultés de toutes sortes.

Dans le développement économique et politique de la Serbie reconstituée, il y a deux grandes périodes bien distinctes: celle qui va depuis la suppression de la domination turque jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1878, et celle qui s'étend de cette date mémorable à nos jours.

Dans la première période, l'élevage était la branche principale de la production nationale: l'abondance des forêts l'a beaucoup favorisé, et les revenus en étaient suffisants pour satisfaire les besoins très limités du paysan serbe. Les porcs étaient l'espèce principale de l'élevage, puis venaient les moutons et les animaux de la race bovine, tandis que les chèvres et les chevaux n'occupaient que le second rang.

L'agriculture dans cette période était moins importante, tant au point-de-vue de la quantité que de la qualité de la production. L'élevage et l'agriculture étaient tout-à-fait primitifs à cette époque. L'agriculture ne servait qu'à la nourriture de la population indigène qui

-INTRODUCTION-

Jusqu'au commencement du XIXème siècle, les Serbes se trouvaient sous la domination tyrannique des Turcs. Tout progrès de civilisation et de culture était absolument entravé par ce règne des destructeurs orientaux. La culture et les richesses acquises dans les siècles de création et de prospérité nationale de l'Etat serbe détruites par les envahisseurs, la pauvreté générale et la dépression morale régnèrent dans tous les pays serbes. Ce fut le résultat d'un assujettissement tyrannique de cinq siècles pendant lesquels les Turcs firent table rase de tout. Ce fut aussi en cet état économique et politique que commença la grande oeuvre de la libération nationale et la constitution du nouvel Etat serbe.

Pour avoir une vue d'ensemble de la Renaissance de la Serbie et de son développement économique général au XIXème siècle, et pour faire bien comprendre le sujet que je me suis proposé de traiter, il est nécessaire d'exposer tout d'abord les périodes du développement économique et politique, et les phases de production nationale avant l'année 1906. Les premières périodes conventionnelles et la législation douanière pendant cette époque ne sont pas moins intéressantes et nécessaires pour qui veut suivre avec attention la continuité du progrès économique réalisé avec tant de difficultés de toutes sortes.

Dans le développement économique et politique de la Serbie reconstituée, il y a deux grandes périodes bien distinctes: celle qui va depuis la suppression de la domination turque jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1878, et celle qui s'étend de cette date mémorable à nos jours.

Dans la première période, l'élevage était la branche principale de la production nationale: l'abondance des forêts l'a beaucoup favorisé, et les revenus en étaient suffisants pour satisfaire les besoins très limités du paysan serbe. Les porcs étaient l'espèce principale de l'élevage, puis venaient les moutons et les animaux de la race bovine, tandis que les chèvres et les chevaux n'occupaient que le second rang.

L'agriculture dans cette période était moins importante, tant au point-de-vue de la quantité que de la qualité de la production. L'élevage et l'agriculture étaient tout-à-fait primitifs à cette époque. L'agriculture ne servait qu'à la nourriture de la population indigène qui

était dispersée et très peu nombreuse. Les terres de labour étaient très restreintes par des forêts étendues. Les modes de production et les ustensiles agricoles étaient presque primitifs. La vie économique et sociale était encadrée dans les Zadrougas, collectivités familiales, qui existent encore de nos jours en certaines contrées de la Serbie. On sait que cette organisation est favorable à l'indépendance respective des familles, mais qu'elle se prête très mal au développement de la production. Les capitaux étaient rares et insignifiants. Les moyens de communications étaient dans un état déplorable. Les produits fabriqués n'étaient achetés que par la population urbaine, peu nombreuse.

Les seuls articles d'exportation étaient le bétail et les cuirs. Pas même de traces de relations politiques et commerciales réglées avec d'autres Etats européens. La législation douanière était représentée par le seul tarif de I864, qui taxait de 3% ad valorem la plupart des produits introduits du dehors.

Sans grandes communications avec le dehors, imbu des usages vieillis, vivant en Zadrougas et satisfaisant la plupart de ses besoins par ses propres produits, l'agriculteur serbe était content et ne se sentait pas poussé vers une production améliorée et plus intense. L'exportation réduite contribuait au maintien de cet état de choses.

Un peu avant le commencement de la deuxième période, l'agriculture s'améliore, la population augmente, les terres de labour s'étendent de plus en plus à mesure que les vastes forêts disparaissent, mais l'élevage est en décroissance. Les communications deviennent l'objet d'une attention incessante du Gouvernement. Les Zadrougas disparaissent, lentement mais constamment, et les familles isolées ne peuvent plus subvenir à tous leurs besoins par leurs propres produits. Les villes deviennent plus nombreuses et plus grandes. Les produits fabriqués font l'objet indispensable de consommation pour leurs habitants. La circulation des capitaux prend une part plus importante dans les échanges et les entreprises. Les produits de l'agriculture dépassent les besoins de la population et trouvent des débouchés en dehors du pays, notamment en Autriche-Hongrie et en Turquie.

En entrant dans la deuxième période; la Serbie présentait cet état de choses: l'agriculture progressait, mais l'élevage décroissait. Il est naturel que, vu le degré du développement économique, le commerce extérieur de la Serbie ait été au commencement très faible; mais à mesure que le progrès général s'est accusé, le commerce extérieur est devenu de plus en plus important. Avec la nouvelle période, la Serbie se trouve dans des conditions nouvelles de production et de commerce international. La situation politique de la Serbie a changé: d'un pays vassal, elle est devenue un Etat indépendant en I878, et par là, elle a obtenu la possibilité d'acquérir l'autonomie de sa politique économique

Dès qu'elle a acquis cette autonomie après le Congrès de Berlin de 1878, elle est obligée d'établir des relations commerciales avec les autres pays, et alors commence la première phase de la deuxième grande période économique et politique.

De toutes les relations économiques et politiques de la Serbie, les plus importantes sont celles avec sa puissante voisine, l'Autriche-Hongrie. Ces relations avaient attiré de tous temps les soins et l'attention, non seulement du Gouvernement Serbe, mais encore ceux de la nation tout entière: aussi ont-elles eu une très grande influence sur le développement économique de la Serbie.

Mais les intérêts des deux pays étaient tout-à-fait contraires les uns aux autres, et la puissance économique et politique de l'Autriche-Hongrie était de beaucoup supérieure à celle de la Serbie qui n'était qu'au commencement de son développement. Cette supériorité de l'Autriche-Hongrie se manifeste déjà au Congrès de Berlin qui a imposé à la nouvelle Principauté indépendante le maintien des Capitulations et du statu quo commercial antérieur, l'obligation de régler ses relations commerciales avec sa puissante voisine sur la base la plus intime, et de conclure éventuellement une union douanière avec elle. Le but de l'Autriche-Hongrie était, bien entendu, de saisir la Serbie dans son étreinte de Moloch économiquement d'abord, puis politiquement. Comme ce danger était évident, le Gouvernement d'alors de la Serbie, de même que le Parlement, repoussèrent tout projet d'union douanière, et n'acceptèrent que la négociation d'un traité de commerce. C'était le premier signe du conflit austro-serbe qui, après beaucoup de péripéties, trouva, en 1906, sa pleine expression.

Conformément aux stipulations du traité de Berlin, après avoir engagé des pourparlers inutiles avec l'Autriche Hongrie, la Serbie a fait appel aux autres Gouvernements européens, le 1er Mars 1879, pour régler ses relations commerciales avec leurs pays. Cet appel se bornait à la demande de conventions temporaires jusqu'à ce que des traités définitifs eussent été faits.

C'est l'Angleterre qui répondit la première, dès le 5 Mars, et on aboutit à une convention temporaire . Elle ne contenait que la clause de la nation la plus favorisée. Immédiatement après l'Angleterre, les autres pays ont conclu les mêmes conventions: l'Italie le 8 Mars, la Russie le 19 Mars; la Suisse le 26 Juillet, et la Belgique le 23 Octobre 1879.

Toutes ces conventions étaient de courte durée, mais elles laissaient à la Serbie les mains libres dans sa politique commerciale. Elles présentaient pour le nouvel Etat indépendant une double utilité, à la fois politique et économique, en lui permettant de se soustraire, d'abord aux obligations imposées par le traité de Berlin, et d'orienter son exportation d'après la clause de la nation la

Dès qu'elle a acquis cette autonomie après le Congrès de Berlin de 1878, elle est obligée d'établir des relations commerciales avec les autres pays, et alors commence la première phase de la deuxième grande période économique et politique.

De toutes les relations économiques et politiques de la Serbie, les plus importantes sont celles avec sa puissante voisine, l'Autriche-Hongrie. Ces relations avaient attiré de tous temps les soins et l'attention, non seulement du Gouvernement Serbe, mais encore ceux de la nation tout entière: aussi ont-elles eu une très grande influence sur le développement économique de la Serbie.

Mais les intérêts des deux pays étaient tout-à-fait contraires les uns aux autres, et la puissance économique et politique de l'Autriche-Hongrie était de beaucoup supérieure à celle de la Serbie qui n'était qu'au commencement de son développement. Cette supériorité de l'Autriche-Hongrie se manifeste déjà au Congrès de Berlin qui a imposé à la nouvelle principauté indépendante le maintien des Capitulations et du statu quo commercial antérieur, l'obligation de régler ses relations commerciales avec sa puissante voisine sur la base la plus intime, et de conclure éventuellement une union douanière avec elle. Le but de l'Autriche-Hongrie était, bien entendu, de saisir la Serbie dans son étreinte de Moloch économiquement d'abord, puis politiquement. Comme ce danger était évident, le Gouvernement d'alors de la Serbie, de même que le Parlement, repoussèrent tout projet d'union douanière, et n'acceptèrent que la négociation d'un traité de commerce. C'était le premier signe du conflit austro-serbe qui, après beaucoup de péripéties, trouva, en 1906, sa pleine expression.

Conformément aux stipulations du traité de Berlin, après avoir engagé des pourparlers inutiles avec l'Autriche-Hongrie, la Serbie a fait appel aux autres Gouvernements européens, le 1er Mars 1879, pour régler ses relations commerciales avec leurs pays. Cet appel se bornait à la demande de conventions temporaires jusqu'à ce que des traités définitifs eussent été faits.

C'est l'Angleterre qui répondit la première, dès le 5 Mars, et on aboutit à une convention temporaire. Elle ne contenait que la clause de la nation la plus favorisée. Immédiatement après l'Angleterre, les autres pays ont conclu les mêmes conventions: l'Italie le 8 Mars, la Russie le 19 Mars; la Suisse le 25 Juillet, et la Belgique le 25 Octobre 1879.

Toutes ces conventions étaient de courte durée, mais elles laissaient à la Serbie les mains libres dans sa politique commerciale. Elles présentaient pour le nouvel Etat indépendant une double utilité, à la fois politique et économique, en lui permettant de se soustraire, d'abord aux obligations imposées par le traité de Berlin, et d'orienter son exportation d'après la clause de la nation la

plus favorisée, ce qu'il ne pouvait pas faire auparavant. De toutes les grandes puissances, il n'y a que l'Allemagne et la France qui ne répondirent pas à l'appel du Gouvernement serbe.

Il était naturel que ce succès, si petit qu'il fût, indisposât l'opinion publique et le Gouvernement en Autriche-Hongrie. Ce dernier protesta même, et ce fut le commencement du premier conflit, auquel le Gouvernement serbe répondit qu'il était prêt à négocier. Les négociations au sujet du chemin de fer transversal serbe à peine commencées, la Serbie conclut son premier traité d'amitié et de commerce avec la Grande-Bretagne, le 26 Janvier I880, traité qui fut ratifié le 6 Mai de cette même année. Ce traité a servi plus tard comme base pour la conclusion des traités avec les autres pays.

Après beaucoup de difficultés, la convention de chemin de fer, tant attendue, fut ratifiée le 26 Mars I880. En même temps, le Gouvernement autrichien donna son assentiment écrit d'entamer les négociations au sujet du traité de commerce. D'après cette promesse, le Gouvernement serbe était appelé aux négociations le 11 Juin I880, mais des difficultés, sinon un conflit, suivirent immédiatement, à cause d'une exigence exagérée de l'Autriche. Le Gouvernement de Vienne demandait au Gouvernement de Belgrade la reconnaissance de droit de la clause de la nation la plus favorisée, avant même de conclure le traité. Il basait sa prétention sur le traité austro-turc de I862. Cette prétention découlait de l'art.27 du traité de Berlin, qui imposait à la Serbie le statu quo commercial, c'est-à-dire le maintien des traités conclus par la Porte, et vu le traité anglo-serbe de I880. Les difficultés s'aggravaient de plus en plus, et peu s'en est fallu qu'une rupture n'ait eu lieu. Le Gouvernement libéral-national de Jovan Ristitch partisan de l'idée d'émancipation économique, tomba à cause de cette question, et le Gouvernement progressiste de Pirotchanatz, avec la confiance du roi Milan, accepta la demande de Vienne. Les négociations régulières commencèrent et aboutirent à la conclusion du premier traité de commerce austro-serbe du 24 Avril I88I. Ce traité fut complété par une convention vétérinaire (6/IV I88I), et plus tard par une convention consulaire (6/IV I88I), une convention d'aide juridique réciproque (6/IV I88I), et une convention de navigation (22/II I882). Comme toutes ces conventions datent de cette époque difficile et troublée, elles ont le caractère d'une situation particulièrement privilégiée pour l'Autriche-Hongrie.

Ce premier groupe de conventions et de traités de commerce comprend aussi la conclusion de traités avec les Etats-Unis, et d'autres pays européens. Cette phase prend fin en I891.

Tous ces traités et conventions contiennent la clause de la nation la plus favorisée et ont pour caractère général la politique libérale et conventionnelle imposée par le traité de Berlin, dont les stipulations furent observées à la lettre par les hommes d'Etat Serbes. On est

plus favorisée, ce qu'il ne pouvait pas faire auparavant. De toutes les grandes puissances, il n'y a que l'Allemagne et la France qui ne répondirent pas à l'appel du Gouvernement serbe.

Il était naturel que ce succès, si petit qu'il fût, indisposât l'opinion publique et le Gouvernement en Autriche-Hongrie. Ce dernier protesta même, et ce fut le commencement du premier conflit, auquel le Gouvernement serbe répondit qu'il était prêt à négocier. Les négociations au sujet du chemin de fer transversal serbe à peine commencées, la Serbie conclut son premier traité d'amitié et de commerce avec la Grande-Bretagne, le 26 Janvier 1880, traité qui fut ratifié le 6 Mai de cette même année. Ce traité a servi plus tard comme base pour la conclusion des traités avec les autres pays.

Après beaucoup de difficultés, la convention de chemin de fer, tant attendue, fut ratifiée le 26 Mars 1880. En même temps, le Gouvernement autrichien donna son assentiment écrit d'entamer les négociations au sujet du traité de commerce. D'après cette promesse, le Gouvernement serbe était appelé aux négociations le 11 Juin 1880, mais des difficultés, sinon un conflit, suivirent immédiatement, à cause d'une exigence exagérée de l'Autriche. Le Gouvernement de Vienne demandait au Gouvernement de Belgrade la reconnaissance de droit de la clause de la nation la plus favorisée, avant même de conclure le traité. Il basait sa prétention sur le traité austro-turc de 1862. Cette prétention découlait de l'art.37 du traité de Berlin, qui imposait à la Serbie le statu quo commercial, c'est-à-dire le maintien des traités conclus par la Porte, et vu le traité anglo-serbe de 1880. Les difficultés s'aggravaient de plus en plus, et peu s'en est fallu qu'une rupture n'ait eu lieu. Le Gouvernement libéral-national de Jovan Ristitch partisan de l'idée d'émancipation économique, tomba à cause de cette question, et le Gouvernement progressiste de Pirotchanatz, avec la confiance du roi Milan, accepta la demande de Vienne. Les négociations régulières commencèrent et aboutirent à la conclusion du premier traité de commerce austro-serbe du 24 Avril 1881. Ce traité fut complété par une convention vétérinaire (6/IV 1881), et plus tard par une convention consulaire (6/IV 1881), une convention d'aide juridique réciproque (6/IV 1881), et une convention de navigation (22/II 1882). Comme toutes ces conventions datent de cette époque difficile et troublée, elles ont le caractère d'une situation particulièrement privilégiée pour l'Autriche-Hongrie.

Ce premier groupe de conventions et de traités de commerce comprend aussi la conclusion de traités avec les Etats-Unis, et d'autres pays européens. Cette phase prend fin en 1891.

Tous ces traités et conventions contiennent la clause de la nation la plus favorisée et ont pour caractère général la politique libérale et conventionnelle imposée par le traité de Berlin, dont les stipulations furent observées à la lettre par les hommes d'Etat Serbes. On est

tente même de conclure qu'une vraie politique économique n'existait pas en Serbie au commencement de la deuxième grande période, tant elle était absorbée par les questions de politique extérieure et intérieure. La politique conventionnelle était bien accueillie dans le jeune État indépendant, tandis que le libre-échange trouvait de plus en plus d'adversaires, quoique les traités conclus ne continsent aucune trace de protection de la production nationale.

Sa situation politique et économique dictait à la Serbie de mener une politique commerciale autonome aussi bien que conventionnelle. Mais ce fut après avoir conclu les traités les plus importants que le nouveau royaume fit son premier tarif autonome le 5 Juin I883, lequel avait un champ d'application limité. En effet il ne servit comme base de négociation que pour trois traités de commerce; avec la Turquie, la Roumanie et le Monténégro. Plus tard, l'applicationsen fut faite vis-à-vis de la Bulgarie.

Ce système du premier groupe des traités de commerce a duré jusqu'au 25 Juin I893, jour de l'expiration du traité serbo-allemand, ce traité par lequel la Serbie paya si cher la suppression des Capitulations et du statu quo économique imposés par le traité de Berlin.

La plupart des traités de commerce du deuxième groupe furent conclus en I892-93: le traité austro-serbe le 9 Août I892, celui avec l'Allemagne le 2I Août I892, avec la Russie le 28 Octobre I893, avec l'Angleterre et la Belgique (conventions provisoires), le 10 Juillet I893. Les autres conventions et traités furent signés en I894(avec la Grèce), I897(avec la Bulgarie), I899(avec la Turquie), etc. Le deuxième tarif autonome fut établi en I893.

Au point-de-vue économique, le deuxième groupe de traités de commerce ne diffère que très peu du premier. D'un autre côté, il y a une différence sensible entre le tarif de I893 et celui de I883, car les droits ad valorem de ce dernier sont remplacés par des droits spécifiques élevés dans le premier, et le nombre de spécialisations est augmenté considérablement. Les droits élevés n'ont eu qu'un but purement fiscal: on n'a guère pensé à la protection de la production nationale.

Quoiqu'on ait fait un petit essai en Serbie pour éviter l'intimité trop grande des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie, le traité austro-serbe de I892 contenait aussi les clauses du trafic de frontière avec des droits différentiels, même pour les produits industriels. Ce trafic de frontière, très large et très intime, favorisait, d'une part l'importation exclusive des produit industriels autrichiens en Serbie aux dépens de l'industri nationale et de celle des autres pays; d'autre part les animaux et les céréales serbes entraient en Autriche-Hongrie sans difficultés, grâce au trafic-frontière, même après les majorations des droits du tarif général austro-hongrois de I887. Ainsi la clause de la nation la plus favorisée n'était pas atteinte et tout de même les relations commerciales réciproques entre la Serbie et l'Autri-

che-Hongrie étaient particulièrement privilégiées. Cela répondait parfaitement au but de la politique commerciale austro-hongroise, c'est-à-dire à l'assujettissement économique de la Serbie par la Monarchie voisine. Nous verrons plus tard combien cette politique était fatale pour le développement économique de notre pays.

A la conclusion du traité de commerce austro-serbe de 1892 étaitt jointe une convention vétérinaire. Les deux conventions vétérinaires de 1881 et 1892 ont été considérées comme de grands avantages économiques pour la Serbie, puisqu'elles stipulaient l'importation libre des animaux et des produits d'animaux pendant les périodes normales, et devaient faciliter cette importation pendant les périodes de maladies contagieuses sur les animaux en Serbie. Elles étaient donc de puissantes armes pour l'Autriche-Hongrie, laquelle s'en est toujours servi pour protéger ses marchés ou peser sur la politique de la Serbie.

Parmi les autres traités, celui du 21 Août 1892 avec l'Allemagne, est le plus important. Celle-ci a obtenu les mêmes conventions que l'Autriche-Hongrie en dehors du trafic de frontière, tandis que la Serbie n'a obtenu aucune concession pour les céréales, dont la protection était déjà très accentuée en Allemagne.

Les autres traités et conventions du deuxième groupe contiennent la clause de la nation la plus favorisée et sont presque les mêmes que les traités du premier groupe.

Résumons, d'une façon générale, la situation économique et politique de la Serbie à la fin des deux phases de la deuxième grande période, qui a commencé après le Congrès de Berlin de 1878.

A la finddu XIXème siècle et au début du XXème; la Serbie était en proie à une lutte de politique intérieure qui durait depuis plus de vingt ans. En 1903 on a coupé court à cette stérile et abominable lutte, et depuis 1904, la Serbie a commencé à avoir une politique nationale plus accentuée. Ce fut comme un réveil de la nation serbe, qui a montré une plus grande activité dans le domaine de la politique nationale.

Sur le terrain économique, le Royaume serbe se trouvait dans un état de stagnation. La prospérité économique laissait beaucoup à désirer.

L'agriculture, la branche principale de la production nationale, progressait très lentement, quoique d'une façon constante. L'industrie minière n'avait pas encore atteint le développement qu'elle aurait dût atteindre vu la diversité et la richesse des gisements miniers en Serbie; on ne pouvait qu'espérer pour l'industrie minière un florissant avenir. La grande industrie proprement dite ne se trouvait qu'à ses débuts, et le marché serbe était toujours tributaire des industries étrangères, spécialement celles de l'Autriche-Hongrie, pour la presque totalité de sa consommation des produits fabriqués.

Le commerce intérieur n'avait subi aucune transformation accentuée: l'instruction commerciale, les modes de

transactions et la circulation des capitaux étaient restés dans une stagnation routinière; le développement des moyens de communications n'avait pas encore pris l'étendue nécessaire. Le commerce extérieur avait toujours des proportions modestes: le nombre des Etats avec qui la Serbie était en relations commerciales était encore restreint, le nombre des articles qui figuraient dans son commerce extérieur était relativement limité.

Enfin les finances de l'Etat serbe étaient dans un désordre assez accentué, quoique les gouvernements qui se succédaient assez rapidement ne désespérassent point.

Les causes générales de cet état de choses en Serbie étaient nombreuses et assez complexes; on peut les ranger en trois catégories:

1°- La situation géographique. La Serbie est un pays continental et très loin de grandes routes. Elle est traversée par une seule grande voie de communications allant de l'Autroche-Hongrie vers l'Orient, et cette voie n'était pas un débouché suffisant et tout-à-fait libre pour susciter un grand développement économique. Des autres voies, le Danube est très détourné et favorable seulement à l'exportation des céréales. La ligne de chemin de fer vers Salonique n'était presque pas employée parcequ'on ignorait les marchés vers lesquels elle conduisait, et aussi parcequ'elle était très mal exploitée. Vers la Mer Adriatique, il n'existe aucune voie, même de nos jours, et cette direction serait pourtant la plus courte et la plus favorable pour le trafic extérieur de la Serbie.

La production nationale, au cas même où elle se serait développée à un haut degré, tant en qualité qu'en quantité, n'aurait donc pas pu s'écouler suffisamment, faute de débouchés et de liaisons directes avec les grands marchés européens. D'autre part, le marché local était très peu étendu.

2°- La seconde cause est d'ordre historique. L'invasion turque a fait table rase de tout, et le XIXème siècle a été employé à une restauration politique et économique. Cette restauration, au point-de-vue politique, a été assez rapide, tandis qu'au point-de-vue économique elle a été très lente et difficile. La faible exploitation des richesses du sol et du sous-sol favorisait peu l'accumulation des capitaux et ne suscitait guère le développement des moyens de communications. La production nationale s'en était trouvée très réduite. La très forte concurrence étrangère s'y ajoutait pour retarder la prospérité économique de la Serbie, ce qui était tout-à-fait contraire à la richesse naturelle de ce pays et à l'intelligence et aux capacités de sa population.

3°- La troisième cause était le voisinage malheureux, presque funeste, de l'Autriche-Hongrie, qui n'était pas très prospère, elle aussi, et dont les intérêts économiques et politiques allaient à l'encontre de ceux de la Serbie.

Pendant une période de plus de 25 ans, l'Autriche-Hongrie a su utiliser sa puissance politique et économique

vis-à-vis de la Serbie, d'une façon très dangereuse, et à peine perceptible à première vue. Avec des traités adroitement conclus et des tarifs favorables aux matières premières et aux produits bruts de l'agriculture, elle a attiré vers ses marchés toute la production nationale, sans lui permettre de chercher des débouchés ailleurs, tandis qu'elle a réussi à s'arroger, presque à elle seule toute l'importation en Serbie,des produits fabriqués.Par cette façon d'agir, elle a maintenu la production serbe au plus bas degré et l'a réduite à deux seules branches: l'agriculture et l'élevage.

Le premier traité de commerce austro-serbe de 1881 a ouvert la porte toute grande à l'exportation des produits agricoles serbes, ceux mêmes qui n'auraient pas trouvé d'acheteurs sur d'autres marchés. La conséquence en fut que le producteur serbe ne songea plus à chercher d'autres débouchés sur des marchés qui se seraient montrés plus exigeants que le marché autrichien. C'est aussi la raison pour laquelle il a manqué d'initiative pour perfectionner ses modes de production. Avec chaque nouveau traité, le Gouvernement austro-hongrois a lié de plus en plus les producteurs serbes à ses marchés, réussissant enfin à éloigner la Serbie de toutes les voies commerciales et ne lui en laissant qu'une seule libre: celle qui mène vers Budapest et Vienne, et, à cette voie, il a mis une barrière qui était levée ou abaissée arbitrairement, entravant ainsi la liberté de l'importation serbe. C'était un moyen puissant pour s'arroger, non seulement des concessions économiques, mais même des concessions politiques.

Pendant cette période de plus de 25 ans, l'Autriche-Hongrie a réussi à conquérir aux dépens de l'activité économique de la Serbie, les marchés serbes pour son industrie à assujettir ses marchés par ses capitaux, et à faire croire aux exportateurs comme aux importateurs serbes,que la Serbie ne pouvait pas exister sans des relations conventionnelles avec elle. C'était par cette façon d'agir et par la force des choses que l'Autriche-Hongrie avait une sorte de monopole sur l'exportation et l'importation, car elle avait réussi à absorber toute l'exportation serbe et à placer ses produits exportés sur les marchés de la Serbie.

Ces relations commerciales extraordinaires, préparées par la Monarchie voisine lors du Congrès de Berlin et soutenues après pendant plus de 25 ans, ont trouvé leur expression dans les tarifs différentiels réciproques introduits dans les stipulations du trafic de frontière qui était très intime. Ces stipulations excluaient le droit de la nation la plus favorisée pour les autres pays. On a ainsi créé des relations très intimes entre les deux Monarchies, et tout-à-fait aux dépens de la prospérité économique de la Serbie. C'est là que se trouvaient les germes de la consolidation d'une relation exceptionnelle qui ressemblait beaucoup à celle de la métropole vis-à-vis de sa colonie.

Les Gouvernements autrichiens ne se bornaient pas à ce domaine d'action. Chaque fois, lorsqu'ils donnaient des concessions économiques, ils demandaient aux dirigeants de la Serbie, comme rançon, des concessions politiques disproportionnées; c'est comme cela qu'un des reproches les plus légitimes faits à la politique du Roi Milan, était la convention politique secrète[1] qui était conclue avec l'Autriche-Hongrie au commencement de l'année I88I, comme compensation aux concessions économiques de cette dernière, et qui a soulevé tant de récriminations indignées de toute la nation. Cette convention secrète allait droit à l'encontre de l'indépendance et des aspirations légitimes du Royaume serbe, et montrait mieux que toute autre où visait la politique commerciale du puissant voisin.

Tout cela prouve que les relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie ont eu la plus grande influence sur le développement économique si peu satisfaisant de la Serbie.

Ces vérités étaient si évidentes, même frappantes, que les hommes d'Etat serbes, voire même la nation toute entière, se sont aperçus de tous les dangers politiques et économiques qui les menaçaient, et ont commencé à concevoir de plus en plus qu'il fallait lutter. Ils ont même fait tous les efforts possibles pour résister à ces influences désastreuses, mais en vain jusqu'alors.

C'est dans cet esprit des conceptions qu'arrive l'époque du troisième renouvellement des traités de commerce avec les pays qui étaient en relations conventionnelles avec la Serbie.

1- La stipulation principale de cette convention fatale est la garantie que la Monarchie voisine a donnée à l'existence de la dynastie Obrénovitch, pour que la Serbie renonçât à toute aspiration vers la Bosnie-Herzégovine, et qu'aucun traité de commerce ne soit conclu sans la permission préalable de Vienne.

Les Gouvernements autrichiens ne se bornaient pas à ce domaine d'action. Chaque fois, lorsqu'ils donnaient des concessions économiques, ils demandaient aux dirigeants de la Serbie, comme rançon, des concessions politiques disproportionnées; c'est comme cela qu'un des reproches les plus légitimes faits à la politique du Roi Milan, était la convention politique secrète[1] qui était conclue avec l'Autriche-Hongrie au commencement de l'année 1881, comme compensation aux concessions économiques de cette dernière, et qui a soulevé tant de récriminations indignées de toute la nation. Cette convention secrète allait droit à l'encontre de l'indépendance et des aspirations légitimes du Royaume serbe, et montrait mieux que toute autre où visait la politique commerciale du puissant voisin.

Tout cela prouve que les relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie ont eu la plus grande influence sur le développement économique si peu satisfaisant de la Serbie.

Ces vérités étaient si évidentes, même frappantes, que les hommes d'Etat serbes, voire même la nation toute entière, se sont aperçus de tous les dangers politiques et économiques qui les menaçaient, et ont commencé à concevoir de plus en plus qu'il fallait lutter. Ils ont même fait tous les efforts possibles pour résister à ces influences désastreuses, mais en vain jusqu'alors.

C'est dans cet esprit des conceptions qu'arrive l'époque du troisième renouvellement des traités de commerce avec les pays qui étaient en relations conventionnelles avec la Serbie.

1- La stipulation principale de cette convention fatale est la garantie que la Monarchie voisine a donnée à l'existence de la dynastie Obrénovitch, pour que la Serbie renonçât à toute aspiration vers la Bosnie-Herzégovine, et qu'aucun traité de commerce ne soit conclu sans la permission préalable de Vienne.

NOUVELLE ERE DANS LA POLITIQUE COMMERCIALE ET LES TRANSFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR DE LA SERBIE DEPUIS 1906

CHAPITRE I

La RUPTURE des RELATIONS COMMERCIALES avec l'AUTRICHE-HONGRIE

Le deuxième groupe des traités de commerce que la Serbie avait conclus avec les autres pays, a duré jusqu'en 1903, et dès 1904 le Gouvernement serbe a voulu commencer les négociations de renouvellement de ces traités de commerce.

En ce temps-là, l'Autriche-Hongrie n'était pas encore prête à commencer les négociations. C'est pourquoi elle n'a pas accepté les propositions serbes à ce sujet.

Cependant, cette année-là, la Serbie a reçu des propositions en vue du renouvellement de traité de commerce de la part de l'Allemagne, qui a conclu la plupart de ces nouveaux traités. L'Allemagne nous a fait savoir assez que le refus de ses propositions aurait fatalement la conséquence de ne pas conclure un traité de commerce avec elle. La Serbie n'a donc pas eu d'autre choix que d'accepter les propositions allemandes, puisqu'il lui importait beaucoup de conserver le riche marché allemand, d'autant plus que l'Allemagne absorbait, non seulement une partie considérable de notre exportation, mais aussi une grande quantité des produits serbes passés par l'intermédiaire de l'Autriche-Hongrie.

Les négociations serbo-allemandes aboutirent à la conclusion du traité de commerce le 29 Novembre 1904, qui ne fut en réalité que le traité du 21 Août 1892, modifié par ces négociations.

Les gouvernements successifs serbes n'ont pas rencontré d'autres difficultés dans les négociations de traités de commerce avec les autres pays, à l'exception de l'Autriche-Hongrie. Les conclusions de traités de commerce se suivirent d'une année à l'autre . La Serbie a d'abord conclu deux traités: le 1er Janvier 1905 avec le Monténégro et le 28 Mai 1906 avec la Turquie. La plupart des traités

NOUVELLE ERE DANS LA POLITIQUE COMMERCIALE
ET LES TRANSFORMATIONS DU COMMERCE
EXTERIEUR DE LA SERBIE DEPUIS 1906

CHAPITRE I

La RUPTURE des RELATIONS COMMERCIALES avec l'AUTRICHE-HONGRIE

Le deuxième groupe des traités de commerce que la Serbie avait conclus avec les autres pays, a duré jusqu'en 1903, et dès 1904 le Gouvernement serbe a voulu commencer les négociations de renouvellement de ces traités de commerce.

En ce temps-là, l'Autriche-Hongrie n'était pas encore prête à commencer les négociations. C'est pourquoi elle n'a pas accepté les propositions serbes à ce sujet.

Cependant, cette année-là, la Serbie a reçu des propositions en vue du renouvellement de traité de commerce de la part de l'Allemagne, qui a conclu la plupart de ces nouveaux traités. L'Allemagne nous a fait savoir assez que le refus de ses propositions aurait fatalement la conséquence de ne pas conclure un traité de commerce avec elle. La Serbie n'a donc pas eu d'autre choix que d'accepter les propositions allemandes, puisqu'il lui importait beaucoup de conserver le riche marché allemand, d'autant plus que l'Allemagne absorbait, non seulement une partie considérable de notre exportation, mais aussi une grande quantité des produits serbes passés par l'intermédiaire de l'Autriche-Hongrie.

Les négociations serbo-allemandes aboutirent à la conclusion du traité de commerce le 29 Novembre 1904, qui ne fut en réalité que le traité du 21 Août 1892, modifié par ces négociations.

Les gouvernements successifs serbes n'ont pas rencontré d'autres difficultés dans les négociations de traités de commerce avec les autres pays, à l'exception de l'Autriche-Hongrie. Les conclusions de traités de commerce se suivirent d'une année à l'autre. La Serbie a d'abord conclu deux traités: le 1er Janvier 1905 avec le Monténégro et le 28 Mai 1906 avec la Turquie. La plupart des traités

furent conclus en 1907: le 5 Janvier avec la France, le 19 Janvier avec l'Italie, le 17 Février avec la Grande-Bretagne, le 4 Mars avec la Roumanie, le 11 Mars avec la Suisse, le 10 Avril avec la Russie, le 11 Avril avec la Suède, et le 24 Avril avec la Belgique.

Il ne restait donc que trois pays avec lesquels la Serbie n'était pas, à cette époque, en relations commerciales: l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, et la Grèce. Avec ces pays, la série des traités de commerce serait complète. Mais les relations commerciales serbo-bulgares étaient réglées par une entente réciproque sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. Le commerce réciproque entre la Grèce et la Serbie n'était pas important, et par conséquent l'existence d'un traité de commerce n'était nullement indispensable. D'un autre côté, la Serbie était en relations commerciales conventionnelles avec les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. En fin de compte, c'est l'Autriche-Hongrie qui est restée le dernier pays, en même temps que le principal, avec lequel la Serbie n'a pas eu de relations commerciales normales.

Le deuxième traité de commerce austro-serbe de 1892 expirait en 1903. Sa validité fut prolongée par un accord des deux Gouvernements; jusqu'à la fin de 1905.

Mais avant de renouveler le traité de commerce austro-serbe, les hommes d'Etat de la Serbie ont voulu entreprendre la réalisation de l'Union douanière avec la Bulgarie. Lors de la conclusion des deuxièmes traités de commerce austro-serbe et serbo-allemand de 1892, on a très bien compris en Serbie que les difficultés du prochain renouvellement des traités de commerce seraient de plus en plus insurmontables, après l'inauguration d'une politique protectioniste de la plupart des pays européens. La situation devenait menaçante pour l'indépendance économique de la Serbie, pays encore très faible sous ce rapport. On a donc songé chez nous à créer des conditions plus favorables pour la lutte économique qu'on devait attendre. L'Union douanière serbo-bulgare[1] dont le terrain était déjà préparé en était un des plus puissants moyens, et le Gouvernement de M. Pachitch de 1905 a voulu la réaliser. C'était d'autant plus facile que nous étions toujours en excellentes relations commerciales.

Quoique la Bulgarie ait été dans une situation beaucoup plus favorable que la Serbie, au point-de-vue du commerce extérieur, elle a eu aussi des raisons sérieuses pour s'associer à ce mouvement de lutte économique contre Budapest et Vienne, où la Serbie jouait le rôle de l'avant-garde. Les Gouvernements de Belgrade et de Sofia ont nommé leurs délégués qui se sont réunis à Belgrade, et ont abouti (9/VII 1905) à un traité d'Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie. Dans l'art. 19 et dernier, les délégués ont exprimé le désir que ce traité fut ratifié le plus tôt possible à Belgrade. Il ne restait donc plus aux

1- Ce sujet sera traité aussi amplement que possible dans le Chapitre IV; ici, je n'exposerai que les grandes lignes.

Parlements serbe et bulgare qu'à exécuter les ratifications
D'un autre côté, les pourparlers pour commencer les négocáations du nouveau traité de commerce ont été entrepris entre les Gouvernements serbe et autrichien. On s'accorda; les délégués serbes s'en allèrent à Vienne, et les négociations commencèrent (I/XI 1905). Pendant ce temps, l'Union douanière serbo-bulgare approchait de sa réalisation. Le Gouvernement de Sophie saisit le Parlement dudit traité d'Union douanière.

Le Gouvernement de Vienne mit son opposition catégorique auprès du Gouvernement serbe à tout projet d'Union douanière serbo-bulgare, aussitôt qu'il l'apprit.

Habitué à demander, à chaque occasion, des rançons à sa faible voisine, le Gouvernement autrichien fit savoir aux délégués qu'avant de continuer les négociations, déjà très difficiles, il exigeait que la Serbie renonce à l'Union douanière avec la Bulgarie. A Belgrade, on fut surpris de cette exigence inconsidérée. Le Gouvernement était mal préparé à riposter, tandis que le traité de commerce de 1892 avait expiré, et l'on ne maintenait des relations commerciales que d'après le provisorium. L'alternative du Gouvernement serbe était délicate; d'une part la révolte unanime de l'opinion publique et le renoncement à une oeuvre nationale tant désirée, d'autre part la perspective d'une rupture des relationsccommerciales avec l'Autriche-Hongrie. Les Autrichiens et les Hongrois se croyaient beaucoup plus forts et considéraient les forces économiques de la Serbie comme insignifiantes, dérisoires. Le Gouvernement serbe, d'un autre côté, n'étant pas préparé, craignait l'inégalité de la lutte qui serait la conséquence d'une rupture des relations commerciales. Mais le renoncement à la réalisation de l'Union douanière serbo-bulgare aurait été trop dur, sans compter les réclamations de l'opinion publique. Alors, le Gouvernement serbe déclina l'exigence du Gouvernement autrichien. Celui-ci suspendit les négociations commencées, le 10 Janvier 1906, et la frontière entre les deux pays fut fermée pour tout le trafic et le transit réciproques.

Une situation inconnue jusqu'alors surgit pour le commerce serbe. Le coup était très fort et inattendu. Le Gouvernement de Belgrade se trouvait fort embarrassé, et il ne savait de quel côté se tourner. Il s'empressa de mettre fin, tout au commencement, à cet état de choses qui pouvait, pensait-on alors, avoir des conséquences économiques fatales pour la Serbie, et on renonça à l'Union douanière avec la Bulgarie. Le Gouvernement de l'Autriche-Hongrie fut informé de cette décision, et le 18 Février de la même année, les négociations se renouvelèrent, après quarante jours d'interruption. Un modus vivendi fut établi le 3 Mars, pour éviter des pertes des deux côtés.

Ces négociations renouvelées eurent la même base qu'au début, mais elles ne durèrent pas longtemps: le 5 Juin, les délégués serbes étaient rappelés par leur Gouvernement, le modus vivendi était abrogé (24 Juin), et la frontière fermée pour la deuxième et dernière fois.

Parlements serbe et bulgare qu'à exécuter les ratifications.

D'un autre côté, les pourparlers pour commencer les négociations du nouveau traité de commerce ont été entrepris entre les Gouvernements serbe et autrichien. On s'accorda; les délégués serbes s'en allérent à Vienne, et les négociations commencérent (I/XI 1905). Pendant ce temps, l'Union douaniére serbo-bulgare approchait de sa réalisation. Le Gouvernement de Sophie saisit le Parlement dudit traité d'Union douaniére.

Le Gouvernement de Vienne mit son opposition catégorique auprés du Gouvernement serbe à tout projet d'Union douaniére serbo-bulgare, aussitôt qu'il l'apprit.

Habitué à demander, à chaque occasion, des rançons à sa faible voisine, le Gouvernement autrichien fit savoir aux délégués qu'avant de continuer les négociations, déjà trés difficiles, il exigeait que la Serbie renonce à l'Union douaniére avec la Bulgarie. A Belgrade, on fut surpris de cette exigence inconsidérée. Le Gouvernement était mal préparé à riposter, tandis que le traité de commerce de 1892 avait expiré, et l'on ne maintenait des relations commerciales que d'aprés le provisorium. L'alternative du Gouvernement serbe était délicate; d'une part la révolte unanime de l'opinion publique et le renoncement à une oeuvre nationale tant désirée, d'autre part la perspective d'une rupture des relationscommerciales avec l'Autriche-Hongrie. Les Autrichiens et les Hongrois se croyaient beaucoup plus forts et considéraient les forces économiques de la Serbie comme insignifiantes, dérisoires. Le Gouvernement serbe, d'un autre côté, n'étant pas préparé, craignait l'inégalité de la lutte qui serait la conséquence d'une rupture des relations commerciales. Mais le renoncement à la réalisation de l'Union douaniére serbo-bulgare aurait été trop dur, sans compter les réclamations de l'opinion publique. Alors, le Gouvernement serbe déclina l'exigence du Gouvernement autrichien. Celui-ci suspendit les négociations commencées, le 10 Janvier 1906, et la frontiére entre les deux pays fut fermée pour tout le trafic et le transit réciproques.

Une situation inconnue jusqu'alors surgit pour le commerce serbe. Le coup était trés fort et inattendu. Le Gouvernement de Belgrade se trouvait fort embarrassé, et il ne savait de quel côté se tourner. Il s'empressa de mettre fin, tout au commencement, à cet état de choses qui pouvait, pensait-on alors, avoir des conséquences économiques fatales pour la Serbie, et on renonça à l'Union douaniére avec la Bulgarie. Le Gouvernement de l'Autriche-Hongrie fut informé de cette décision, et le 18 Février de la même année, les négociations se renouvelérent, aprés quarante jours d'interruption. Un modus vivendi fut établi le 3 Mars, pour éviter des pertes des deux côtés.

Ces négociations renouvelées eurent la même base qu'au début, mais elles ne durérent pas longtemps: le 5 Juin, les délégués serbes étaient rappelés par leur Gouvernement, le modus vivendi était abrogé (24 Juin), et la frontiére fermée pour la deuxiéme et derniére fois.

Cetterupture des relations commerciales a duré jusqu'à la mise en vigueur du nouveau traité de commerce conclu avec beaucoup de difficultés en 1910 (le 11 Janvier 1911). La deuxième interruption des négociations a eu pour cause la demande injustifiée du Gouvernement autrichien exprimée dans le promemorium de sa déclaration le 5/IV, concernant les fournitures de l'armée et des chemins de fer du Royaume serbe.

A cette époque la Serbie a fait un emprunt de 150 millions de francs, pour l'armement et la construction de chemins de fer. Le Gouvernament autrichien exigeait que l'industrie austro-hongroise soit le seul fournisseur de l'Etat serbe dans les adjudications ouvertes de la part de ce dernier, pour toutes les industries européennes. Mettre le sort de son armement entre les mains de son ennemi éventuel, et céder la fourniture du matériel des chemins de fer à une industrie inférieure et coûteuse eut été une grande imprudence de la part du Gouvernement serbe. Il l'a très bien compris, et refusa cette exigence mal fondée du Gouvernement de Vienne. Celui-ci riposta par l'interruption des négociations commencées de nouveau, et par l'abrogation du modus vivendi. A Belgrade, on a accepté avec résignation cette rupture des relations, et tous les efforts se tournèrent pour parer ce coup de Vienne et pour trouver de nouvelles voies et de nouveaux débouchés pour le commerce extérieur de la Serbie.

Alors commença la guerre douanière, avec toutes ses atrocités. A part des tarifs prohibitifs, on se servait des deux côtés de mesures rigoureuses d'entrave pour les commerces réciproques.

Quand l'Autriche-Hongrie eut réussi à écarter les Serbes de toutes les autres productions que l'agriculture, et à les maintenir au plus bas degré de production, quand elle nous eut éloignés de toutes les autres voies et marchés commerciaux, elle a offert, lors des premières négociations, un tel traité de commerce qui excluait l'importation serbe des matières premières et produits bruts agricoles de ses marchés, tandis qu'elle exigeait des privilèges, sinon une espèce de monopole de fait, pour son industrie, aux dépens de l'industrie nationale. Son intention était d'amener la Serbie dans une situation économique inextricable, et de la forcer à racheter, au prix de son indépendance politique et son avenir économique, des concessions pour son exportation; après quoi, viendraient de nouvelles rançons.

Il était naturel que la Serbie repousse ces propositions absolument inacceptables, même si une guerre douanière éclatait. Tout l'y amenait: l'expérience de 25 ans, les soucis pour sa prospérité économique et sa dignité nationale. En outre on savait que les pays agricoles subissent plus facilement une guerre douanière que les pays industriels. La Roumanie en est un excellent exemple, et, comme elle, la Serbie est sortie régénérée de cette guerre douanière austro-serbe qu'elle était inévitablement forcée d'accepter, car c'était la seule solution logique

Cetterupture des relations commerciales a duré jusqu'à la mise en vigueur du nouveau traité de commerce conclu avec beaucoup de difficultés en 1910 (le 11 Janvier 1911). La deuxième interruption des négociations a eu pour cause la demande injustifiée du Gouvernement autrichien exprimée dans le promemorium de sa déclaration le 5/IV, concernant les fournitures de l'armée et des chemins de fer du Royaume serbe.

A cette époque la Serbie a fait un emprunt de 150 millions de francs, pour l'armement et la construction de chemins de fer. Le Gouvernement autrichien exigeait que l'industrie austro-hongroise soit le seul fournisseur de l'Etat serbe dans les adjudications ouvertes de la part de ce dernier, pour toutes les industries européennes. Mettre le sort de son armement entre les mains de son ennemi éventuel, et céder la fourniture du matériel des chemins de fer à une industrie inférieure et coûteuse eut été une grande imprudence de la part du Gouvernement serbe. Il l'a très bien compris, et refusa cette exigence mal fondée du Gouvernement de Vienne. Celui-ci riposta par l'interruption des négociations commencées de nouveau, et par l'abrogation du modus vivendi. A Belgrade, on a accept avec résignation cette rupture des relations, et tous les efforts se tournèrent pour parer ce coup de Vienne et pour trouver de nouvelles voies et de nouveaux débouchés pour le commerce extérieur de la Serbie.

Alors commença la guerre douanière, avec toutes ses atrocités. A part des tarifs prohibitifs, on se servait des deux côtés de mesures rigoureuses d'entrave pour les commerces réciproques.

Quand l'Autriche-Hongrie eut réussi à écarter les Serbes de toutes les autres productions que l'agriculture, et à les maintenir au plus bas degré de production, quand elle nous eut éloignés de toutes les autres voies et marchés commerciaux, elle a offert, lors des premières négociations, un tel traité de commerce qui excluait l'importation serbe des matières premières et produits bruts agricoles de ses marchés, tandis qu'elle exigeait des privilèges, sinon une espèce de monopole de fait, pour son industrie, aux dépens de l'industrie nationale. Son intention était d'amener la Serbie dans une situation économique inextricable, et de la forcer à racheter, au prix de son indépendance politique et son avenir économique, des concessions pour son exportation; après quoi, viendraient de nouvelles rançons.

Il était naturel que la Serbie repousse ces propositions absolument inacceptables, même si une guerre douanière éclatait. Tout l'y amenait: l'expérience de 25 ans, les soucis pour sa prospérité économique et sa dignité nationale. En outre on savait que les pays agricoles subissent plus facilement une guerre douanière que les pays industriels. La Roumanie en est un excellent exemple, et, comme elle, la Serbie est sortie régénérée de cette guerre douanière austro-serbe qu'elle était inévitablement forcée d'accepter, car c'était la seule solution logique

et imminente des conflits économiques de deux monarchies arrivées au paroxisme.

Le commerce extérieur des deux pays a beaucoup souffert de cette rupture des relations, mais celui de l'Autriche-Hongrie a été plus affecté. La Serbie a fait des afforts incroyables pour sauver son exportation, et y a très bien réussi, tandis que l'industrie autrichienne a perdu un de ses meilleurs débouchés. Les importations des autres pays se sont substituées à celles de l'Autriche-Hongrie. Ce changement sera exposé avec tous les détails au chapître II. Il faut le constater dès maintenant, comme il faut constater aussi les pertes considérables des producteurs austro-hongrois. Plusieurs fabriques durent arrêter leurs productions, beaucoup de commerçants virent leurs affaires dans une grande souffrance. Sauf les agrariens, tout-le-monde se plaignait de plus en plus. Le Gouvernement autrichien s'imaginait que la Serbie serait amenée à la ruine économique, et quand il a vu qu'il s'était trompé, il n'a cherché que les moyens de renouveler les négociations pour réparer sa faute grave.

Alors les négociations interrompues se renouvelèrent pour la troisième fois le 9 Juin 1907. Le Ministre de l'Autriche-Hongrie à Belgrade, dans sa note du 8 Mars 1907, a fait connaître au Gouvernement serbe son désir de renouveler les négociations sur une base tout-à-fait nouvelle. Le Gouvernement serbe y répondit par un assentiment immédiat, bien que le commerce serbe avait commencé à trouver des débouchés nouveaux tout-à-fait favorables pour son développement.

Pendant ces dernières négociations, il n'a été fait que des concessions sur le terrain exclusivement économique sans aucune promesse pour les questions qui ne concernent pas directement la politique commerciale.

Mais les conditions économiques et générales étaient tout-à-fait changées, dans les deux pays également:

1°- D'abord, le mouvement agraire était très puissant à cette époque-là en Autriche-Hongrie. Il était comme une répercussion du même mouvement en Allemagne. La protection agraire inaugurée par l'Allemagne depuis l'année 1890 a trouvé sa pleine expression au tarif de 1902, qui a visé surtout les produits qui intéressent le plus les producteurs serbes: les blés et les bestiaux. Le traité austro-allemand du 21 Janvier 1905 était manifestement dirigé contre l'importation autrichienne des produits agricoles. La convention vétérinaire ennexée au traité ne permettait un trafic libre des bestiaux et de leurs produits qu'apparemment; au fond, par des mesures extraordinaires et beaucoup de spécialisations, elle l'effaçait totalement. Au surplus cette convention prohibait, dans le trafic autrichien, les bestiaux de provenance étrangère. Par conséquent l'Autriche-Hongrie a dû réduire son exportation des animaux; et par là n'a pu maintenir le rang d'importation qu'elle occupait avant. Elle ne pouvait non plus rester l'intermédiaire pour les exportations de provenance étrangère, ce qu'elle était jusqu'alors pour la plupart des produits serbes.

Influencés par le mouvement agraire de l'Allemagne, les agrariens austro-hongrois s'élevèrent de plus en plus. Aux élections qui eurent lieu entre la deuxième et la troisième négociation austro-serbe, ils se trouvèrent très renforcés: ils ont obtenu 297 mandats sur le total de 400 au Reichstag. C'était une majorité qui avait une influence prépondérante sur le Gouvernement.

Pour toutes ces raisons, dans les négociations austro-serbes, il ne pouvait pas être question de l'importation serbe des animaux vivants, et c'était la plus grande concession que le Gouvernement austro-hongrois pouvait faire à la Serbie.

2°- Depuis la première rupture, le Gouvernement et les exportateurs serbes ont fait des efforts incessants pour trouver de nouveaux débouchés pour l'exportation serbe, et y ont très bien réussi. L'exportation des animaux de la race bovine s'est dirigée vers l'Egypte, Malte, l'Italie, la France et la Suisse, par la voie de Salonique. Les porcs vivants, ou la viande de porcs, par la même voie, ont trouvé un écoulement assez satisfaisant sur les marchés de l'Italie, de Malte, de la France et de l'Espagne. Parmi les pays qui sont devenus les nouveaux importateurs des céréales serbes, les plus importants sont l'Allemagne et la Belgique. L'exportation des céréales avait une nouvelle destination, deux voies se sont présentées: par le Danube vers le grand marché roumain, Braïla, et par les chemins de fer bulgares vers Varna. De ces deux ports, les céréales serbes se sont dirigées vers les grands marchés européens.

Les résultats obtenus par ce changement étaient satisfaisants. L'exportation des animaux de la race bovine a atteint à peu près le même chiffre qu'autrefois; au lieu d'un seul marché, on en a trouvé plusieurs; la qualité médiocre des exportations antérieures était améliorée sensiblement par les exigences des nouveaux marchés. L'exportation des porcs n'a pas donné des résultats tout-à-fait satisfaisants, mais elle était compensée par l'exportation de la viande et des produits de porcs, beaucoup plus rémunératrice, et qui a créé une nouvelle industrie des abattoirs de plus en plus florissante. Le déficit qui se manifestait dans l'exportation du bétail fut compensé par un excédent dans l'exportation des céréales, car sa valeur s'était augmentée très sensiblement par les relations qu'elle a trouvées facilement avec les marchés de l'Europe occidentale dès que les marchés de l'Autriche-Hongrie ont été fermés pour elle. L'exportation des fruits permettait d'espérer un développement notable, tant au point-de-vue de valeur que de qualité. L'intermédiaire de l'Autriche-Hongrie était tout-à-fait exclu.

La grande industrie serbe n'existait pas à cette époque, mais la plupart des entreprises industrielles actuelles naquirent ou se développèrent sensiblement après la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie. On pourrait dire qu'une sorte de mouvement industriel se dessina malgré toutes les difficultés presque insurmontables.

Puisque l'importation austro-hongroise des produits fabriqués était presque prohibée, les autres pays prirent sa place, principalement l'Allemagne. Les traités de commerce étaient conclus ou en voie de se conclure avec d'autres pays qui trouvèrent le champ libre grâce à l'absence de la concurrence austro-hongroise. L'industrie de l'Autriche-Hongrie, qui était auparavant la maitresse sur les marchés serbes, était complètement refoulée par les tarifs très élevés, presque prohibitifs, de la douane serbe.

3°- L'opinion publique et celle des intéressés des deux Monarchies était complètement changée aussi. Tandis que les producteurs agraires ne se plaignaient point, et avaient même toutes raisons d'etre satisfaits, les industriels et les commerçants de Budapest et de Vienne portaient plainte officiellement par leurs représentants à leurs Gouvernements respectifs. Les consommateurs s'y associèrent, car la vie devenait de plus en plus chère, faute des importations des produits serbes et des autres pays balkaniques.

Les pertes et les sacrifices du côté de la Serbie étaient grands, mais ils n'atteignaient pas les proportion que l'on supposait en Autriche-Hongrie, et étaient réduits très vite au minimum, grâce aux efforts de toute la nation serbe. L'émancipation économique est devenue l'oeuvre nationale qui a réuni toutes les actions et toutes les bonnes volontés. On se sentait de plus en plus fort, et on croyait fermement à une victorieuse issue du conflit. Une conception nouvelle s'établissait: c'est que la Serbie pouvait se passer de l'Autriche-Hongrie si celle-ci ne voulait pas faire des concessions pour concessions.

Ces trois conditions nouvelles n'étaient pas inconnues des Gouvernements de Vienne et de Belgrade. Le Gouvernement de Vienne changea de dispositions et de vues devant cet état de choses, concevant mieux où se trouvaient les intérêts de l'Autriche-Hongrie. D'autre part le Gouvernement Serbe voulait, à part les transformations nouvelles de son commerce, conserver de bonnes relations commerciales avec la Monarchie voisine, car ces relations auraient ajouté beaucoup au nouvel essor économique de la Serbie, sans être indispensables comme autrefois. En gardant les débouchés nouveaux si difficilement conquis, la production nationale aurait gagné beaucoup en retrouvant son ancien écoulement, dans des conditions bien plus favorables.

Alors le Gouvernement austro-hongrois prit l'initiative et saisit le Gouvernement serbe d'une proposition de continuation des négociations interrompues, ce que celui-ci accepta. Les délégués serbes partirent de nouveau pour Vienne, et les négociations recommencèrent le 9 Juin 1907, pour ne durer que jusqu'au 15 Juillet. Elles continuèrent du 10 Octobre au 9 Décembre de la même année; les fêtes de Noël les interrompirent jusqu'au 26 Décembre, et depuis cette date, les négociations con-

Puisque l'importation austro-hongroise des produits fabriqués était presque prohibée, les autres pays prirent sa place, principalement l'Allemagne. Les traités de commerce étaient conclus ou en voie de se conclure avec d'autres pays qui trouvèrent le champ libre grâce à l'absence de la concurrence austro-hongroise. L'industrie de l'Autriche-Hongrie, qui était auparavant la maîtresse sur les marchés serbes, était complètement refoulée par les tarifs très élevés, presque prohibitifs, de la douane serbe.

3° - L'opinion publique et celle des intéressés des deux Monarchies était complètement changée aussi. Tandis que les producteurs agraires ne se plaignaient point, et avaient même toutes raisons d'être satisfaits, les industriels et les commerçants de Budapest et de Vienne portaient plainte officiellement par leurs représentants à leurs Gouvernements respectifs. Les consommateurs s'y associèrent, car la vie devenait de plus en plus chère, faute des importations des produits serbes et des autres pays balkaniques.

Les pertes et les sacrifices du côté de la Serbie étaient grands, mais ils n'atteignaient pas les proportion que l'on supposait en Autriche-Hongrie, et étaient réduits très vite au minimum, grâce aux efforts de toute la nation serbe. L'émancipation économique est devenue l'oeuvre nationale qui a réuni toutes les actions et toutes les bonnes volontés. On se sentait de plus en plus fort, et on croyait fermement à une victorieuse issue du conflit. Une conception nouvelle s'établissait: c'est que la Serbie pouvait se passer de l'Autriche-Hongrie si celle-ci ne voulait pas faire des concessions pour concessions.

Ces trois conditions nouvelles n'étaient pas inconnues des Gouvernements de Vienne et de Belgrade. Le Gouvernement de Vienne changea de dispositions et de vues devant cet état de choses, concevant mieux où se trouvaient les intérêts de l'Autriche-Hongrie. D'autre part le Gouvernement Serbe voulait, à part les transformations nouvelles de son commerce, conserver de bonnes relations commerciales avec la Monarchie voisine, car ces relations auraient ajouté beaucoup au nouvel essor économique de la Serbie, sans être indispensables comme autrefois. En gardant les débouchés nouveaux si difficilement conquis, la production nationale aurait gagné beaucoup en retrouvant son ancien écoulement, dans des conditions bien plus favorables.

Alors le Gouvernement austro-hongrois prit l'initiative et saisit le Gouvernement serbe d'une proposition de continuation des négociations interrompues, ce que celui-ci accepta. Les délégués serbes partirent de nouveau pour Vienne, et les négociations recommencèrent le 9 Juin 1907, pour ne durer que jusqu'au 15 Juillet. Elles continuèrent du 10 Octobre au 9 Décembre de la même année; les fêtes de Noël les interrompirent jusqu'au 26 Décembre, et depuis cette date, les négociations con-

tinuèrent d'une façon constante, en aboutissant, le Ier Mars 1908, au traité de commerce qui différait tout-à-fait des précédents, et dont je parlerai dans le chapître II.

Le Gouvernement serbe s'empressa de la faire voter par la Scoupchtina (Chambre des Députés serbe), qui fut saisie du projet de loi du traité dès le 12 Mars. Le Gouvernement autrichien ne pouvait agir de même.

Les critiques de ce traité abondèrent en Serbie, mais elles étaient aussi violentes en Autriche et en Hongrie, et surtout en ce dernier pays, qui est un pays essentiellement agricole. En Serbie, on reprochait au traité, d'abord de ne pas contenir la convention vétérinaire permettant l'exportation libre des animaux vivants; les tarifs austro-hongrois pour les céréales serbes étaient très élevés, et allaient même jusqu'à la prohibition. Puis les critiques étaient très vives contre les stipulations de la note autrichienne réglant l'exportation en Autriche-Hongrie de la viande. Ce furent surtout les mesures particulièrement rigoureuses et le contingent d'animaux à exporter qui soulevèrent le plus de reproches, car ce contingent n'atteignait pas le chiffre des exportations d'autrefois, quand les relations commerciales étaient régulières. Enfin, ce contingent même n'était pas prévu dans le traité, mais par la note annexée au traité du Ministre des Affaires étrangères, M. de Aehrental; on donnait d'autre part un accès assez libre aux produits de l'industrie austro-hongroise.

Malgré tout, le traité fut voté par la Scoupchtina, sans difficultés, et dans un court délai.

Du côté de l'Autriche-Hongrie, ni les industriels ni les agrariens n'étaient contents, mais les plaintes des premiers étaient beaucoup plus faibles. Les industriels trouvaient que les concessions données de la part de la Serbie pour leur industrie, étaient non seulement insuffisantes, mais que la protection serbe était très forte. Les agrariens étaient beaucoup plus exclusifs, par principe et par raisons spéciales; ils prétendaient que leurs intérêts étaient atteints par la permission donnée à la Serbie pour l'importation des animaux; que l'Autriche-Hongrie a donné de grandes concessions aux producteurs serbes aux dépens de l'agriculture austro-hongroise.

Enfin les Hongrois ont toujours utilisé les ratifications des Conventions commerciales pour obtenir des concessions économiques et politiques dans leur lutte avec Vienne. Le traité qu'a conclu la Serbie en 1908 eut le même sort, puisqu'ils s'y opposèrent sérieusement. La façon dont les revendications de Budapest étaient écoutées à Vienne prouve bien ce que les traités antérieurs étaient conclus entre la Serbie et l'"Autriche-Hongrie", tandis que le dernier traité de commerce a été conclu entre la Serbie, l'"Autriche et la Hongrie".

Le traité de 1908 a donc rencontré une grande opposition dans les deux parties de la Monarchie, et le Gouvernement de Vienne ne pouvait pas réaliser sa ratification. Mais cependant le traité fut mis en vigueur provisoirement vers la moitié d'Aout de cette année.

Alors survint encore l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le 24 Septembre 1904, qui a provoqué tant d'émotion dans la nation serbe toute entière. Les relations politiques entre Belgrade et Vienne sont devenues de plus en plus difficiles en s'aggravant de jour en jour; on s'attendait à chaque instant à la déclaration de la guerre, bien que les relations diplomatiques ne soient pas interrompues.

Le Gouvernement serbe continuait à faire tous les efforts possibles pour maintenir et étendre davantage les nouvelles relations commerciales, tout en concentrant ses soucis sur la situation politique. Grâce au bon accueil du Gouvernement turc, dont les sentiments envers la Serbie étaient excellents, celle-ci pouvait donner le plus grand essor à son commerce extérieur, et se procurer des armes et des munitions pour ses vifs préparatifs de guerre, en utilisant presque librement la voie de Salonique.

Pour le commerce austro-hongrois vient s'ajouter encore une très grave difficulté: son commerce et son industrie étaient boycotés dans tout l'Empire turc. Les autres industries, spécialement celle de l'Allemagne, prirent leur place en Turquie, comme elles l'avaient fait déjà en Serbie.

Tous ces évènements politiques d'un côté, et les exigences des agrariens de l'autre, ont agi sur le Gouvernement austro-hongrois de telle sorte qu'il abrogea au commencement du mois de Mars I909, le traité conclu en I908, et mis en vigueur provisoirement.

Vers la fin du mois de Mars I909, la Serbie devait capituler sur la question de l'annexion de la Bosnie-Herségovine. Les tensions politiques entre elle et sa voisine ennemie cessèrent pour faire place à des relations de plus en plus normales.

Au point-de-vue économique, la situation restait la même au cours de l'année I909. La Serbie achevait l'oeuvre de son émancipation économique de l'Autriche-Hongrie. Elle a conclu presque tous les traités avec les autres pays. Ses relations conventionnelles étaient définitivement établies, d'abord par la proclamation des tarifs joints au traité de commerce austro-hongrois de I908 comme des tarifs minima, et puis au commencement de l'année I9I0, par l'établissement du <u>tàrif général avec les droits maxima et minima.</u>

L'Autriche-Hongrie n'a réussi, d'autre part, à faire supprimer le boycot turc que vers la fin de cette année, et avec beaucoup de difficultés.

Au cours de l'année I9I0, le prix des denrées alimentaires, et spécialement de la viande, augmentèrent considérablement en Autriche-Hongrie. L'importation de la viande de l'Argentine n'a que médiocrement réussi. Les protestations des consommateurs s'élevèrent de plus en plus, et d'imposants meetings eurent lieu à plusieurs reprises, à Vienne, à Budapest et dans la plupart des grandes villes autrichiennes.

L'industrie et le commerce y souffraient encore à un degré assez important. Les protestations et les pétitions des corporations et institutions industrielles et commerciales ont été renouvelées à plusieurs reprises auprès des deux

Gouvernements de Vienne et de Budapest.

A la fin, après tous ces évènements, le Gouvernement de Vienne se décida, vers le milieu de l'année 1910, à recommencer, pour la quatrième et dernière fois, les négociations d'un traité de commerce. Il était temps qu'en Autriche-Hongrie se forme la conviction que ce traité était aussi nécessaire, sinon davantage, pour eux que pour nous.

Pour employer un raisonnement de M. Arnauné, il s'agissait, avant tout, pour l'Autriche-Hongrie, de savoir exactement si notre pays pouvait se passer des marchandises austro-hongroises et trouver dans les pays tiers, des débouchés pour ses propres produits; et puisque les menaces économiques sont réciproques, puisque la guerre de tarifs est dommageable aux deux parties et qu'elle se termine, tôt ou tard par un arrangement, mieux vallait une transaction immédiate.

Enfin, pour l'amélioration des relations politiques, entre les deux pays qui restaient encore très réservés, il fallait rétablir les relations commerciales normales et faire cesser la guerre douanière très onéreuse pour les deux parties.

Ce fut l'Autriche-Hongrie qui, de nouveau, prit l'initiative: son Ministre à Belgrade, M. le Comte Forgach prévint le Gouvernement serbe de la disposition de son Gouvernement à reprendre les négociations d'un traité de commerce. Le Gouvernement serbe y répondit immédiatement.

Les délégués des deux pays se réunirent à Belgrade et leurs négociations aboutirent au traité de commerce austro-serbe, le 27 Juillet 1910, qui n'était autre que celui du 1er Mars 1908 avec quelques modifications.

D'abord, le texte du traité même, de son annexe C, et du protocole final, n'était que légèrement modifié. Mais l'annexe A, se rapportant aux droits d'entrée en Serbie et l'échange de notes concernant le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux, ont eu des modifications profondes dont je parlerai plus loin. Le procès-verbal de parafe a obtenu quatre paragraphes nouveaux dont le paragraphe 11, chap. E, est important; il édifie le réglement concernant le traitement douanier et vétérinaire du gros bétail et des porcs à importer de Serbie, et ne permet les modifications de ce réglement qu'avec le consentement de la Serbie. Enfin, le texte de ce réglement est joint à l'ensemble du traité de 1910.

La modification du tarif A des droits d'entrée en Serbie, en 1910, est tout-à-fait aux dépens du commerce et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie. Mais elle était la conséquence logique des phénomènes et des conditions nouvelles de la politique commerciale de la Serbie.

Le 26 Avril 1910, donc avant la conclusion du traité austro-serbe, le tarif général serbe, avec les droits maxima et minima, est mis en vigueur. La base primordiale des droits minima établis pour la première fois en 1909, était le tarif du traité austro-serbe de 1908. Mais dans l'établissement définitif du tarif général du 26 Avril 1910, environ 167 droits minima, tirés du traité de 1908, étaient

Gouvernements de Vienne et de Budapest.

A la fin, après tous ces événements, le Gouvernement de Vienne se décida, vers le milieu de l'année 1910, à recommencer, pour la quatrième et dernière fois, les négociations d'un traité de commerce. Il était temps qu'en Autriche-Hongrie se forme la conviction que ce traité était aussi nécessaire, sinon davantage, pour eux que pour nous.

Pour employer un raisonnement de M. Arnauné, il s'agissait, avant tout, pour l'Autriche-Hongrie, de savoir exactement si notre pays pouvait se passer des marchandises austro-hongroises et trouver dans les pays tiers, des débouchés pour ses propres produits; et puisque les menaces économiques sont réciproques, puisque la guerre de tarifs est dommageable aux deux parties et qu'elle se termine, tôt ou tard par un arrangement, mieux vallait une transaction immédiate.

Enfin, pour l'amélioration des relations politiques, entre les deux pays qui restaient encore très réservés, il fallait rétablir les relations commerciales normales et faire cesser la guerre douanière très onéreuse pour les deux parties.

Ce fut l'Autriche-Hongrie qui, de nouveau, prit l'initiative: son Ministre à Belgrade, M. le Comte Forgach prévint le Gouvernement serbe de la disposition de son Gouvernement à reprendre les négociations d'un traité de commerce. Le Gouvernement serbe y répondit immédiatement.

Les délégués des deux pays se réunirent à Belgrade et leurs négociations aboutirent au traité de commerce austro-serbe, le 27 Juillet 1910, qui n'était autre que celui du 1er Mars 1908 avec quelques modifications.

D'abord, le texte du traité même, de son annexe C, et du protocole final, n'était que légèrement modifié. Mais l'annexe A, se rapportant aux droits d'entrée en Serbie et l'échange de notes concernant le trafic des animaux, des matières brutes et des produits d'animaux, ont eu des modifications profondes dont je parlerai plus loin. Le procès-verbal de parafe a obtenu quatre paragraphes nouveaux dont le paragraphe 11, chap. E, est important; il édifie le règlement concernant le traitement douanier et vétérinaire du gros bétail et des porcs à importer de Serbie, et ne permet les modifications de ce règlement qu'avec le consentement de la Serbie. Enfin, le texte de ce règlement est joint à l'ensemble du traité de 1910.

La modification dustarif A des droits d'entrée en Serbie, en 1910, est tout-à-fait aux dépens du commerce et de l'industrie de l'Autriche-Hongrie. Mais elle était la conséquence logique des phénomènes et des conditions nouvelles de la politique commerciale de la Serbie.

Le 26 Avril 1910, donc avant la conclusion du traité austro-serbe, le tarif général serbe, avec les droits maxima et minima, est mis en vigueur. La base primordiale des droits minima établis pour la première fois en 1909, était le tarif du traité austro-serbe de 1908. Mais dans l'établissement définitif du tarif général du 26 Avril 1910, environ 167 droits minima, tirés du traité de 1908, étaient

majorés: la plupart de 20-50%, beaucoup de 50-100%, et un certain nombre jusqu'à 200% et plus.

Le tarif A du traité austro-serbe de 1910 contient environ 54 abaissements des droits minima du tarif général serbe de 1910/. Mais en réalité, ces 54 abaissements sont sensiblement au-dessus des droits du tarif joint au traité austro-serbe de 1908. L'Autriche-Hongrie gagnait avec eux relativement au tarif général serbe de 1910, mais c'était toujours une perte sèche pour elle relativement au traité de commerce conclu en 1908.

Enfin, le tarif A du traité austro-serbe de 1910 comporte aussi environ 29 vrais abaissements des droits en comparaison des droits minima du tarif général serbe de 1910 et des droits jadis acquis par le tarif du traité austro-serbe de 1908.

D'un autre côté, la modification du contingent des animaux que la Serbie pourra importer en Autriche-Hongrie annuellement,, et qui est contenu dans l'échange des notes des délégués, aura une très grande importance pour le commerce extérieur de la Serbie.

Le passage e de l'article IV de la note de M. Forgach, annexée au traité austro-serbe du 27 Juillet 1910, prévoit que le nombre total des animaux que la Serbie pourra importer annuellement, en état de viande, ne peut dépasser pour les bêtes bovines 15000 pièces, et pour les porcs 50000 pièces. Tandis que le contingent prévu dans la note semblable du traité austro-serbe de 1908, atteignait les chiffres de 35000 pour les bêtes bovines et 70000 pour les porcs. L'écart est donc considérable.

Le Gouvernement de Vienne était forcé d'agir ainsi par la poussée agrarienne, et la Serbie devait accepter le contingent, même modique de la note du traité de 1910. Non seulement elle n'y perdait pas relativement beaucoup, mais tout en protégeant ses industries principales, elle gagnait avec le rétablissement des relations commerciales avec les marchés austro-hongrois, le nombre des animaux exportés s'accrut de ces chiffres, et une nouvelle industrie importante de préparation de la viande se développa dans le pays.

Je traiterai plus amplement et au point-de-vue de la production et du commerce serbe, ces modifications profondes du tarif A des notes annexées au traité de commerce austro-serbe de 1910, dans le chapitre suivant. Ici, je me suis borné à les mentionner en général.

La ratification du traité de commerce austro-serbe conclu le 27 Juillet 1910 fut facilement faite au Parlement serbe. Ce ne fut pas sans difficultés que le Gouvernement austro-hongrois réussit à le ratifier vers la fin de l'année de conclusion.

La mise en vigueur fut établie des deux côtés le 16 Janvier 1911, et les deux parties s'empressèrent de l'appliquer.

C'est donc après trois ans de guerre douanière que les relations conventionnelles entre les deux monarchies se rétablirent avec tant de difficultés et tant de luttes.

A la fin, on en est venu à croire que le traité de commerce austro-serbe se conclut, plus en considération politique de voisinage, que de nécessités expresses économiques, comme c'était le cas auparavant.

C'est donc après trois ans de guerre douanière que les relations conventionnelles entre les deux monarchies se rétablirent avec tant de difficultés et tant de luttes.

A la fin, on en est venu à croire que le traité de commerce austro-serbe se conclut, plus en considération politique de voisinage, que de nécessités expresses économiques, comme c'était le cas auparavant.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DOUANIERE DE LA SERBIE

A - Les Tarifs de Douanes

Le dernier tarif général en vigueur est celui du 3I Mars I904, qui était amendé d'abord par la loi du 9 Mars I909. Jusqu'ici il ne contenait que les droits maxima applicables vis-à-vis des pays avec lesquels on n'avait pas eu de traité de commerce. Les droits minima étaient introduits dans le tarif général, d'après l'autorisation législative, par les oukazes du 10 Avril et du 11 Novembre I909. Enfin le dernier amendement était fait par la loi du 24 Mars I9I0 qui forme définitivement le tarif de douane mis en vigueur le 26 Avril I9I0.

Les discussions parlementaires du tarif fondamental du 3I Mars I904 et de toutes les lois citées n'ont attiré beaucoup l'attention des députés, malgré l'insistance de quelquesuns parmi eux. C'était le même cas qu'autrefois, puisque le principal intérêt de tous était d'établir des traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie, intérêt autour duquel avaient toujours été menées les luttes politiques les plus véhémentes. Les autres traités et, sans beaucoup d'exagération, les tarifs de douane étaient plutôt l'occupation et la tâche des Gouvernements seuls.

Si on ne peut regretter cette façon d'agir dans les périodes antérieures, il y a des raisons particulières de la regretter beaucoup plus pour ce dernier tarif, qui devait être une arme très forte de la politique commerciale de la Serbie au commencement du XXème siècle et qui, par conséquent, exigeait une étude profonde et très minutieuse. D'abord la politique commerciale de la plupart des pays européens, inaugurée à cette époque, a créé une situation très difficile pour le commerce extérieur de la Serbie. Puis il était à prévoir que le renouvellement du troisième groupe de traités de commerce serait une base tout-à-fait nouvelle, puisque tous les pays se sont placés au point-de-vue de protection de leurs productions nationales. Ce nouvel état de choses n'excluait pas l'éventualité que la Serbie fut amenée à ne pouvoir conclure de nouveaux traités. En ce cas, il ne lui restait qu'à accepter la situation imposée ou à lutter. Il lui fallait donc un tarif assez fort pour protéger

sa production et son commerce extérieur, et pour pouvoir lütter en cas de besoin.

Le tarif de la loi douanière du 31 Mars I904 se composait de deux parties: l'une, de beaucoup plus grande, contenait les tarifs d'entrée, l'autre ceux de sortie. La partie des tarifs d'entrée avait, à la promulgation de la loi, des droits maxima auxquels s'ajoutèrent, en I909, des droits minima.

Les droits maxima sont applicables aux pays avec lesquels la Serbie n'est pas en relations conventionnelles, et les droits minima y étaient inscrits après, et sont de deux catégories:

a- Les droits des tarifs spéciaux joints aux traités de commerce conclus de I904 à I908.

b- Les droits spécifiques abaissés ultérieurement par la décision du Gouvernement et après l'accord avec la commission parlementaire spéciale de cinq membres; cet abaissement peut aller, en général, jusqu'à 40% du taux des droits maxima, mais pour les machines agricoles jusqu'à 60%, pour les matières premières ou demi-ouvrées jusqu'à 60% aussi, et enfin pour la France, l'Italie et la Turquie, cet abaissement peut aller au-delà de 60%.

L'article Ier de la loi règle encore l'imposition des marchandises par des taxes et des impôts équivalents à ceux des marchandises du pays. Puis les marchandises de transit sont exemptes de droits.

Des 24 articles de la loi, je n'examinerai que les principaux et les plus intéressants:

Or, l'article 6 énumère 30 catégories d'exemptions.

L'article 7 exempt des droits, les marchandises ou les matières premières mises en admission temporaire en Serbie; d'un autre côté, il ne permet pas l'exportation des matières premières ou demi-ouvrées, en vue d'une transformation industrielle à l'étranger.

L'article I2 règle la surtaxation de 200% ou jusqu'à la concurrence de la valeur des marchandises des pays qui traitent les marchandises serbes d'une façon inégale; les marchandises exemptes des droits payeraient des droits spécifiques de 100%. Ces surtaxations seraient appliquées par décision du Conseil des Ministres, mais la Sanction du Parlement doit être demandée à la première session, s'il ne siège pas à ce moment-là.

L'article 13 autorise le Gouvernement à majorer les droits pour les marchandises étrangères primées ou privilégiées, jusqu'à la concurrence des primes ou privilèges.

L'article 23/a annule les droits minima du traité austro-serbe de I908 inscrits d'après l'art.I de la loi du 9 Mars I909. Seuls restent les droits minima de ce traité qui ne sont pas modifiés par la loi du 24 Mars I9I0.

Enfin l'article 24/a déclare la mise en vigueur de l'ensemble de la loi le jour de sa publication au Journal Officiel ("Srpske Noviné"), c'est-à-dire le 26 Avril I9I0.

Le tarif d'entrée est très spécialisé, car il compte 670 énumérations, et encore chaque numero contient plusieurs spécialisations. A la fin du tarif, on a mis quatre observations générales sur la distinction de finesse des marchandises.

sa production et son commerce extérieur, et pour pouvoir lütter en cas de besoin.

Le tarif de la loi douanière du 31 Mars 1904 se composait de deux parties: l'une, de beaucoup plus grande, contenait les tarifs d'entrée, l'autre ceux de sortie. La partie des tarifs d'entrée avait, à la promulgation de la loi, des droits maxima auxquels s'ajoutèrent, en 1909, des droits minima.

<u>Les droits maxima sont applicables aux pays avec lesquels la Serbie n'est pas en relations conventionnelles</u>, et les droits minima y étaient inscrits après, et sont de deux catégories:

a- Les droits des tarifs spéciaux joints aux traités de commerce conclus de 1904 à 1908.

b- Les droits spécifiques abaissés ultérieurement par la décision du Gouvernement et après l'accord avec la commission parlementaire spéciale de cinq membres; cet abaissement peut aller, en général, jusqu'à 40% du taux des droits maxima; mais pour les machines agricoles jusqu'à 60%, pour les matières premières ou demi-ouvrées jusqu'à 60% aussi, et enfin pour la France, l'Italie et la Turquie, cet abaissement peut aller au-delà de 60%.

L'article Ier de la loi règle encore l'imposition des marchandises par des taxes et des impôts équivalents à ceux des marchandises du pays. Puis les marchandises de transit sont exemptes de droits.

Des 24 articles de la loi, je n'examinerai que les principaux et les plus intéressants:

Or, l'article 6 énumère 30 catégories d'exemptions.

L'article 7 exempt des droits, les marchandises ou les matières premières mises en admission temporaire en Eerbie; d'un autre côté, il ne permet pas l'exportation des matières premières ou demi-ouvrées, en vue d'une transformation industrielle à l'étranger.

L'article 12 règle la surtaxation de 200% ou jusqu'à la concurrence de la valeur des marchandises des pays qui traitent les marchandises serbes d'une façon inégale; les marchandises exemptes des droits payeraient des droits spécifiques de 100%. Ces surtaxations seraient appliquées par décision du Conseil des Ministres, mais la Sanction du Parlement doit être demandée à la première session, s'il ne siège pas à ce moment-là.

L'article 13 autorise le Gouvernement à majorer les droits pour les marchandises étrangères primées ou privilégiées, jusqu'à la concurrence des primes ou privilèges.

L'article 23/a annule les droits minima du traité austro-serbe de 1908 inscrits d'après l'art.I de la loi du 9 Mars 1909. Seuls restent les droits minima de ce traité qui ne sont pas modifiés par la loi du 24 Mars 1910.

Enfin l'article 24/a déclare la mise en vigueur de l'ensemble de la loi le jour de sa publication au Journal Officiel ("Srpske Novine"), c'est-à-dire le 26 Avril 1910.

Le tarif d'entrée est très spécialisé, car il compte 670 énumérations, et encore chaque numéro contient plusieurs spécialisations. À la fin du tarif, on a mis quatre observations générales sur la distinction de finesse des marchandises.

Le tarif de sortie ne compte que cinq énumérations, avec des droits très faibles sur l'exportation des cuirs de moutons et de chèvres, des cornes, des sabots, des vieux chiffons, des résidus de cuirs , des résidus et des vieux produits de métaux.

Enfin, à l'ensemble de la loi, est joint le réglement de la tare promulguée par la direction de la douane, le I5 Septembre I907, et qui est encore en vigueur.

D'une façon générale, le tarif du 31 Mars I904 et toutes ces modifications ont un caractère autant fiscal que protecteur. La protection de la production nationale est surtout accentuée pour l'industrie du sucre, de la bière, du ciment, des cuirs et des bois. C'étaient les industries dont la prospérité a des conditions favorables en Serbie. Il y a encore la protection d'une autre industrie dont le développement était à prévoir: c'est l'industrie du papier. Beaucoup d'autres branches de la production nationale ont obtenu la possibilité de résistance à la concurrence étrangère. Au point-de-vue purement fiscal, les droits élevés du tarif se rapportent surtout aux objets de luxe, comme les soieries, les objets en or ou en argent, les pierres précieuses, etc.

Avec les droits maxima et minima, le tarif général est devenu en même temps une arme pour les périodes non conventionnelles, et la base des négociations de traités de commerce. Ce tarif représente donc la base d'un nouveau système des droits protecteurs progressifs au profit du développement économique de la Serbie.

Si on ne peut prétendre que ces tarifs sont meilleurs, au moins ils sont justifiables pour les pays qui, comme la Serbie, ont à développer leur industrie et à lutter contre la concurrence étrangère beaucoup plus puissante. En ce cas, les droits élevés ne peuvent qu'être utiles au point-de-vue de la protection, et en même temps au point-de-vue fiscal, bien entendu pour un certain temps, et pendant le développement progressif de la production nationale.

B - Le troisième groupe des traités de commerce de I904 - I908

Les traités autres que celui avec l'autriche-Hongrie.

Les traités de commerce conclus entre I904 et I908 ont quatre caractéristiques principales:

D'abord c'était la première fois que la Serbie concluait des traités de commerce avec les autres pays avant d'avoir conclu celui avec l'Autriche-Hongrie. C'était à cause de deux raisons:

1°- Les relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie étaient principales pour la Serbie, et très intimes.

2°- Les autres pays, par là, obtenaient, avec la clause de la nation la plus favorisée, tous les bénéfices du traité austro-serbe.

Cette pratique était assez justifiée, car on a exclu

Le tarif de sortie ne compte que cinq énumérations, avec des droits très faibles sur l'exportation des cuirs de moutons et de chèvres, des cornes, des sabots, des vieux chiffons, des résidus de cuirs, des résidus et des vieux produits de métaux.

Enfin, à l'ensemble de la loi, est joint le règlement de la tare promulguée par la direction de la douane, le 15 Septembre 1907, et qui est encore en vigueur.

D'une façon générale, le tarif du 31 Mars 1904 et toutes ces modifications ont un caractère autant <u>fiscal que protecteur</u>. La protection de la production nationale est surtout accentuée pour l'industrie du sucre, de la bière, du ciment, des cuirs et des bois. C'étaient les industries dont la prospérité a des conditions favorables en Serbie. Il y a encore la protection d'une autre industrie dont le développement était à prévoir: c'est l'industrie du papier. Beaucoup d'autres branches de la production nationale ont obtenu la possibilité de résistance à la concurrence étrangère. Au point-de-vue purement fiscal, les droits élevés du tarif se rapportent surtout aux objets de luxe, comme les soieries, les objets en or ou en argent, les pierres précieuses, etc.

Avec les droits maxima et minima, le tarif général est devenu en même temps une arme pour les périodes non conventionnelles, et la base des négociations de traités de commerce. Ce tarif représente donc la base d'un nouveau système des droits protecteurs progressifs au profit du développement économique de la Serbie.

Si on ne peut prétendre que ces tarifs sont meilleurs, du moins ils sont justifiables pour les pays qui, comme la Serbie, ont à développer leur industrie et à lutter contre la concurrence étrangère beaucoup plus puissante. En ce cas, les droits élevés ne peuvent qu'être utiles au point-de-vue de la protection, et en même temps au point-de-vue fiscal, bien entendu pour un certain temps, et pendant le développement progressif de la production nationale.

B - Le troisième groupe des traités de commerce de 1904 - 1908

<u>Les traités autres que celui avec l'Autriche-Hongrie</u>.- Les traités de commerce conclus entre 1904 et 1908 ont quatre caractéristiques principales:

D'abord c'était la première fois que la Serbie concluait des traités de commerce avec les autres pays avant d'avoir conclu celui avec l'Autriche-Hongrie. C'était à cause de deux raisons:

1°- Les relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie étaient principales pour la Serbie, et très intimes.

2°- Les autres pays, par là, obtenaient, avec la clause de la nation la plus favorisée, tous les bénéfices du traité austro-serbe.

Cette pratique était assez justifiée, car on a exclu

la possibilité d'aller, dans les concessions faites aux autres pays, au-delà de celles qu'on devait faire, à l'Autriche-Hongrie. Et vice-versa, on a évité les cas où celle-ci aurait profité des concessions qu'on aurait été disposé à faire par la voie de spécialisation des tarifs courants, aux autres pays. Mais les conditions de renouvellement du troisième groupe de traités de commerce étaient complètement changées. La Serbie a agi comme elle était obligé de le faire, et les conséquences en étaient très favorables, car les relations commerciales normales avec les autres pays lui ont beaucoup facilité la lutte économique avec sa puissante voisine.

La deuxième caractéristique des traités de 1906-1908 se rapporte aux tarifs joints aux textes de la loi. Quoique dictés seulement par les nécessités commerciales, les traités des périodes antérieures ne contenaient, de règle, que la première partie; les tarifs joints n'existaient point dans certains traités (avec la Suède, le Danemark, la Roumanie, la Russie) et là même où elle existait, cette partie était réduite à un petit nombre d'articles, puisque la clause de la nation la plus favorisée la faisait à peu près inutile. Après le traité de commerce austro-serbe, cette forme des traités est restée appliquée pour le troisième groupe, quoique la nécessité des tarifs joints aux traités surgit dans les dernières négociations, en l'absence du traité austro-hongrois: la Serbie a voulu avoir les mains complètement libres pour ses négociations avec l'Autriche-Hongrie.

Troisièmement, les nouveaux traités contiennent la stipulation du tribunal arbitral en cas de différends surgis sur l'interprétation ou l'application des dispositions des traités. La valeur pratique de cette nouvelle stipulation n'a pu être appréciée, mais en tous cas, on pourrait attendre de bons résultats du tribunal arbitral, en supposant qu'ils ne soient pas ébranlés par certaines réserves dans la constitution du tribunal.

Enfin, presque tous ces traités de commerce étaient exigés par les nécessités du commerce. La Serbie a très peu de traités de "courtoisie internationale" que les Etats concluent comme signe d'amitié malgré les relations commerciales très faibles ou presque nulles. Parmi les traités serbes, les seuls qu'on puisse mettre dans cette catégorie sont ceux avec le Danemark et la Suède.

En me bornant seulement à l'examen de ces quatre caractéristiques principales qui méritent un intérêt particulier, je dois faire ressortir encore une fois la clause de la nation la plus favorisée que tous ces traités contiennent.

<u>Le traité de 1908-1910 avec l'Autriche-Hongrie.</u>— Sans entrer dans les détails du traité austro-serbe de 1908-1910 je me suis proposé de n'examiner que ses principales stipulations, et les plus caractéristiques.

La première stipulation (article I) est la pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les

la possibilité d'aller, dans les concessions faites aux autres pays, au-delà de celles qu'on devait faire à l'Autriche-Hongrie. Et vice-versa, on a évité les cas où celle-ci aurait profité des concessions qu'on aurait été disposé à faire par la voie de spécialisation des tarifs courants, aux autres pays. Mais les conditions de renouvellement du troisième groupe de traités de commerce étaient complètement changées. La Serbie a agi comme elle était obligé de le faire, et les conséquences en étaient très favorables, car les relations commerciales normales avec les autres pays lui ont beaucoup facilité la lutte économique avec sa puissante voisine.

La deuxième caractéristique des traités de 1904-1905 se rapporte aux tarifs joints aux textes de la loi. Quoique dictés seulement par les nécessités commerciales, les traités des périodes antérieures ne contenaient, de règle, que la première partie; les tarifs joints n'existaient point dans certains traités (avec la Suède, le Danemark, la Roumanie, la Russie) et là même où elle existait, cette partie était réduite à un petit nombre d'articles, puisque la clause de la nation la plus favorisée la faisait à peu près inutile. Après le traité de commerce austro-serbe, cette forme des traités est restée appliquée pour le troisième groupe, quoique la nécessité des tarifs joints aux traités surgit dans les dernières négociations, en l'absence du traité austro-hongrois: la Serbie a voulu avoir les mains complètement libres pour ses négociations avec l'Autriche-Hongrie.

Troisièmement, les nouveaux traités contiennent la stipulation du tribunal arbitral en cas de différends surgis sur l'interprétation ou l'application des dispositions des traités. La valeur pratique de cette nouvelle stipulation n'a pu être appréciée, mais en tous cas, on pourrait attendre de bons résultats du tribunal arbitral, en supposant qu'ils ne soient pas ébranlés par certaines réserves dans la constitution du tribunal.

Enfin, presque tous ces traités de commerce étaient exigés par les nécessités du commerce. La Serbie a très peu de traités de "courtoisie internationale" que les Etats concluent comme signe d'amitié malgré les relations commerciales très faibles ou presque nulles. Parmi les traités serbes, les seuls qu'on puisse mettre dans cette catégorie sont ceux avec le Danemark et la Suède.

En me bornant seulement à l'examen de ces quatre caractéristiques principales qui méritent un intérêt particulier, je dois faire ressortir encore une fois la clause de la nation la plus favorisée que tous ces traités contiennent.

Le traité de 1908-1910 avec l'Autriche-Hongrie.- Sans entrer dans les détails du traité austro-serbe de 1908-191 je me suis proposé de n'examiner que ses principales stipu lations, et les plus caractéristiques.

La première stipulation (article I) est la pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les

territoires des Parties contractantes, avec la clause de la nation la plus favorisée. Cette stipulation était aussi contenue dans les traités antérieurs..

La deuxième chose, la plus importante de toutes, ce sont les tarifs A et B annexés au traité. Comme je l'ai dit dans le chapître précédent, le tarif A annexé au traité contient les droits élevés protecteurs sur l'importation de presque tous les articles austro-hongrois en Serbie. Cette protection va jusqu'à la prohibition pour certains articles, comme le sucre, certains cuirs, bois façonnés, etc. Mais c'est la seule compensation pour la prohibition des céréales et des animaux de provenance serbe à l'entrée en Autriche-Hongrie, comme nous le verrons tout-à-l'heure.

Or, le tarif B des droits à l'entrée en Autriche-Hongrie ne contient que 27 positions, mais elles embrassent tous les produits principaux qu'exporte la Serbie. Ces droits sont très élevés pour les fruits, et même prohibitifs pour les céréales (pour le froment 6f,30 par 100 K.,le seigle 5,80, l'orge 2,80, l'avoine 4,80, le maïs 2,80) et pour les viandes au-delà du contingent prévu dans la note annexée du traité (pour la viande fraiche 30 f. et pour la viande préparée 45 f. par 100 K.).

Par conséquent, trois articles principaux de l'exportation serbe seront presque exclus des marchés austro-hongrois. Ici, la poussée agrarienne obtient sa plus forte expression, et le Gouvernement de Vienne était forcé d'agir ainsi, parcequ'il voulait se dédommager pour la protection serbe et contenter ses agrariens. La Serbie perdait beaucoup, sans pouvoir être compensée par les droits protecteurs à l'entrée, surtout en ce qui concerne l'exportation des animaux. Heureusement, l'exportation des céréales a trouvé de nouveaux débouchés, comme nous le verrons plus tard. Loins d'ètre complètement exclus des marchés austro-hongrois, les fruits serbes ont aussi trouvé de nouveaux débouchés très favorables. Il ne nous reste que l'exportation des animaux et de leurs produits où la perte était encore évidente et considérable pour la Serbie.

L'importation des animaux en Autriche-Hongrie n'est pas réglée par la convention vétérinaire, comme c'était le cas avec les deux premiers traités de commerce austro-serbes de I882 et I893. L'importation, et même le transit des animaux et de leurs produits sont prévus dans la note Ière annexée au traité, par laquelle le Président de la délégation austro-hongroise pour la négociation prévint les délégués serbes de la décision de son gouvernement sur les conditions d'importation et de transit des animaux abattus et des produits d'animaux. Il ressort de cette note Ière, trois faits principaux:

1°- Il n'y a ni importation ni transit des animaux vivants, excepté les volailles.

2°- Le nombre total des animaux que la Serbie pourra importer annuellement ne peut dépasser pour les bêtes bovines I5000 pièces, et pour les porcs 50000 pièces.

3°- L'importation et le transit des animaux et de leurs produits sont conditionnés par des mesures très rigoureuses

territoires des Parties contractantes, avec la clause de la nation la plus favorisée. Cette stipulation était aussi contenue dans les traités antérieurs..

La deuxième chose, la plus importante de toutes, ce sont les tarifs A et B annexés au traité. Comme je l'ai dit dans le chapitre précédent, le tarif A annexé au traité contient les droits élevés protecteurs sur l'importation de presque tous les articles austro-hongrois en Serbie. Cette protection va jusqu'à la prohibition pour certains articles, comme le sucre, certains cuirs, bois façonnés, etc. Mais c'est la seule compensation pour la prohibition des céréales et des animaux de provenance serbe à l'entrée en Autriche-Hongrie, comme nous le verrons tout-à-l'heure.

Or, le tarif B des droits à l'entrée en Autriche-Hongrie ne contient que 27 positions, mais elles embrassent tous les produits principaux qu'exporte la Serbie. Ces droits sont très élevés pour les fruits, et même prohibitifs pour les céréales (pour le froment 6f.30 par 100 K., le seigle 5.80, l'orge 2.80, l'avoine 4.80, le maïs 2.80) et pour les viandes au-delà du contingent prévu dans la note annexée du traité (pour la viande fraiche 50 f. et pour la viande préparée 45 f. par 100 K.)/.

Par conséquent, trois articles principaux de l'exportation serbe seront presque exclus des marchés austro-hongrois. Ici, la poussée agrarienne obtient sa plus forte expression, et le Gouvernement de Vienne était forcé d'agir ainsi, parcequ'il voulait se dédommager pour la protection serbe et contenter ses agrariens. La Serbie perdait beaucoup, sans pouvoir être compensée par les droits protecteurs à l'entrée, surtout en ce qui concerne l'exportation des animaux. Heureusement, l'exportation des céréales a trouvé de nouveaux débouchés, comme nous le verrons plus tard. Loins d'etre complétement exclus des marchés austro-hongrois, les fruits serbes ont aussi trouvé de nouveaux débouchés très favorables. Il ne nous reste que l'exportation des animaux et de leurs produits où la perte était encore évidente et considérable pour la Serbie.

L'importation des animaux en Autriche-Hongrie n'est pas réglée par la convention vétérinaire, comme c'était le cas avec les deux premiers traités de commerce austro-serbes de 1882 et 1893. L'importation, et même le transit des animaux et de leurs produits sont prévus dans la note lère annexée au traité, par laquelle le Président de la délégation austro-hongroise pour la négociation prévint les délégués serbes de la décision de son gouvernement sur les conditions d'importation et de transit des animaux abattus et des produits d'animaux. Il ressort de cette note lère, trois faits principaux:

1°- Il n'y a ni importation ni transit des animaux vivants, excepté les volailles.

2°- Le nombre total des animaux que la Serbie pourra importer annuellement ne peut dépasser pour les bêtes bovines 15000 pièces, et pour les porcs 50000 pièces.

3°- L'importation et le transit des animaux et de leurs produits sont conditionnés par des mesures très rigoureuses

dont quelquesunes blessent l'amour-propre national serbe.
Ad 1°- Sans citer des exemples, on peut dire que les conventions vétérinaires en général cessent de plus en plus de faire partie des traités de commerce. Il est tout naturel que l'Autriche-Hongrie fasse la même chose vis-à-vis de la Serbie, eu égard surtout à sa situation économique et politique, et aussi à la situation nouvellement créée entre elle et la Serbie.

Mais, même sous les régimes des conventions vétérinaires de 1882 et de 1892, l'exportation des bêtes bovines et des porcs n'était pas sans difficultés, et surtout sans grands risques pour les exportateurs serbes. Pendant la durée de la première convention il y avait eu trois ou quatre, et pendant la durée de la deuxième, cinq ou six levées de l'importation d'animaux de provenance serbe en Autriche-Hongrie, sous des prétextes futiles, et quelquefois suggérés par des motifs purement politiques, mais toujours au grand endommagement des exportateurs serbes. Il faut y ajouter les risques naturels de ce commerce, dont l'organisation laissait beaucoup à désirer chez nous.

La situation créée pour l'exportation serbe des animaux et des produits d'animaux, par les nouvelles relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie n'est pas aussi mauvaise qu'on pourrait le croire à première vue. Nous n'avons plus ces risques que j'ai exposés plus haut. Nous avons une nouvelle industrie, les abattoirs, qui ont toutes les conditions nécessaires pour prospérer de plus en plus, et dont les profits resteront au pays, et nous avons, comme la contrabalance, la protection de nos industries nouvelles, que nous devions racheter par quelque chose.

Le calcul de ces deux situations, en les opposant, serait énorme et peu exact.

Ad 2°- Le contingent des animaux à exporter est loin d'être satisfaisant. La moyenne annuelle des animaux exportés pendant la période de 1895-1905 était de 65200 pour les bêtes bovines et 117332 pour les porcs. Le nombre total ectuellement prévu n'atteint que moins d'un quart de la moyenne d'autrefois pour les bêtes bovines (15000), et moins de moitié pour les porcs (50000). Même, si on ajoute à ces derniers chiffres le nombre maxima des bêtes bovines, 36546 (1910), et des porcs, 20362 (1909) exportés pendant la guerre douanière, on est très loin des chiffres antérieurs.

Quoique je sois autorisé à croire que, dans un avenir peu éloigné, l'exportation des animaux se relèvera, il est évident que, à ce point-de-vue, le traité de 1908-1910 est très mauvais pour la Serbie. Quant à l'équilibre du bilan de notre commerce extérieur, la diminution de la partie d'exportation des animaux et de leurs produits est contrebalancée par l'augmentation d'exportation des autres articles, spécialement des céréales, comme noue le verrons dans le chapitre suivant.

Il faut aussi examiner l'importance et la valeur de ladite note au point-de-vue juridique. Il est incentestable qu'une convention vétérinaire est bien meilleure et beaucoup plus importante qu'une note annexée au traité de com-

merce. Mais, puisque cette note est aussi un acte international et qu'elle fait partie intégrale du traité, où sa durée est expréssément stipulée par la durée du traité même, je trouve qu'on ne peut nier sa valeur et son importance. Du reste c'est une question de droit international où je ne peux et je ne veux entrer.

Je dois ajouter encore que, dans la note 2ème, les délégués serbes ont répondu, en prenant acte de la communication de la note austro-hongroise, que l'importation des animaux et des produits d'animaux en Serbie de la part de l'Autriche-Hongrie sera traitée, pendant la durée dudit traité, selon les mêmes principes. Mais cela n'a pas beaucoup d'importance, puisque cette importation est absolument insignifiante.

Ad 3°- Les mesures pour l'importation des animaux et des produits d'animaux en Autriche-Hongrie prévues par la note Ière et par le réglement spécial joint à elle, sont vraiment très rigoureuses et nombreuses. Il y a des doubles mesures sanitaires des organes austro-hongrois: sur le territoire serbe, dans les abattoirs, et au lieu d'importation, sur le territoire hongrois. Il y a des mesures douanières exécutées par les fonctionnaires austro-hongrois sur le territoire serbe. Il y a des mesures sanitaires d'expédition, d'entretien, etc. Les mesures de formalités administratives ne font pas défaut, elles non plus.

Il ne faut rien exagérer. Si toutes ces mesures ont pour but d'éviter des malentendus et des endommagements, si leurs conséquences seront la régularité et l'exactitude du fonctionnement de l'exportation, je trouve qu'elles sont justifiables et bonnes, seulement il y a une question délicate: la présence des organes austro-hongrois sur le territoire serbe.

Au moment de la publication du premier traité de commerce austro-serbe de 1908, on a considéré, en Serbie, ces stipulations comme la profanation du territoire serbe par les intrus austro-hongrois! Les mots ne sont pas très forts. Pour les comprendre, il faut savoir quelle profonde hostilité règne depuis des années et des années entre les deux Monarchies. Mais je trouve, encore une fois, que si ces mesures peuvent avoir de très bons résultats pratiques, elles sont suffisamment justifiables. Sans aucun doute, le Gouvernement et les délégués serbes, qui sont aussi bons patriotes que qui que ce soit, ont eu ces résultats pratiques devant les yeux en acceptant ces stipulations.

La troisième question qui nous intéresse dans le traité, est la question des stipulations du trafic réciproque de frontière, lequel est beaucoup changé dans le traité de 1908-1910 en comparaison des stipulations des traités antérieurs. Le nombre des articles libres de droits est très réduit, quoique la zone de ce trafic est reculée jusqu'à 15 Km. Même en 1910, les articles destinés à l'admission temporaire sur les territoires réciproques en vue d'une réexportation après les transformations industrielles comme les céréales, le chanvre, le bois, etc., sont rayés du tableau de 1908, au profit des industries serbes, car

ce trafic était beaucoup plus important du côté serbe. Les producteurs serbes des régions limitrophes sont obligés maintenant de faire subir les transformations industrielles à ses articles en Serbie.

Il n'y a pas, dans le nouveau traité les tarifs différentiels du trafic-frontière pour les céréales, les fruits, les boeufs, le miel, l'eau-de-vie et le vin. Tous ces articles sont introduits dans le tarif général et avec des droits élevés.

Donc, il n'y a plus ce trafic de frontière très intime, qui nous a liés, pendant des années, exclusivement aux marchés austro-hongrois, et a retenu notre production nationale à une stagnation fatale.

Parmi les autres stipulations, il faut que je m'arrête à une stipulation qui blesse encore une fois un peu notre amour-propre national.

Il s'agit de l'article XVIII du traité I908-I9I0, qui stipule l'étendue de ce traité à tous les pays qui appartiennent à présent ou appartiendront dans l'avenir au territoire douanier conventionnel des deux Etats de la Monarchie austro-hongroise.

Si on peut comprendre un peu cette stipulation dans le premier traité de I908, lorsque le Gouvernement austro-hongrois a pensé à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, et par conséquent à l'étendue du nouveau traité au territoire de ces deux provinces qu'elle voulait acquérir, on ne peut point comprendre cette stipulation dans le traité de I9I0, sinon que les grandes puissances se puissent permettre tout (l'Italie), et que les petits pays doivent cacher leurs aspirations les plus légitimes.

Ici, la Serbie n'était pas traitée comme partie égale dans la négociation, et je ne peux concevoir par quelle raison particulière les délégués serbes, le Gouvernement et le Parlement étaient guidés en acceptant une telle stipulation.

Enfin, l'article XIX stipule la durée du traité jusqu'au 3I Décembre I9I7. Dans le cas où ni l'Autriche-Hongrie ni la Serbie n'aurait notifié I2 mois avant le 3I Décembre I9I7 jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé .

Conclusion- Le traité de commerce austro-hongrois-serbe de I908-I9I0, pris en ensemble, n'est pas assez satisfaisant, ni pour l'une, ni pour l'autre des deux parties; il est tel que la situation et les conditions économiques et politiques nouvellement créées entre les deux Monarchies l'ont plus ou moins prédéterminé.

Cependant il est assez favorable à la Serbie, car il lui rouvre les marchés austro-hongrois, lui laisse, ce qui est principal, le transit libre vers les pays de l'Europe occidentale, et enfin il complète la série des traités de commerce que la Serbie était obligée de conclure, dans

son propre intérêt, avec les autres pays. Par conséquent, ses résultats contenteront plus ou moins tout le monde en Serbie.

Enfin, les difficultés de négociation et le traité de commerce austro-serbe de 1908-1910 ont donné une grande leçon à la Serbie: c'est qu'en cherchant de nouveaux débouchés pour son commerce extérieur, elle doit chercher la plus courte issue sur la mer. Par cette nouvelle acquisition elle sortirait facilement sur les marchés mondiaux avec ses produits, et, en conséquence, elle serait assurée de s'entendre toujours et facilement avec tous les autres pays sur les conditions des relations commerciales réciproques.

son propre intérêt, avec les autres pays. Par conséquent, ses résultats contenteront plus ou moins tout le monde en Serbie.

Enfin, les difficultés de négociation et le traité de commerce austro-serbe de 1908-1910 ont donné une grande leçon à la Serbie: c'est qu'en cherchant de nouveaux débouchés pour son commerce extérieur, elle doit chercher la plus courte issue sur la mer. Par cette nouvelle acquisition elle sortirait facilement sur les marchés mondiaux avec ses produits, et en conséquence, elle serait assurée de s'entendre toujours et facilement avec tous les autres pays sur les conditions des relations commerciales réciproques.

CHAPITRE III

L'ESSOR ECONOMIQUE DE LA SERBIE

A - L'ACTION du GOUVERNEMENT à TRANSFORMER le COMMERCE EXTERIEUR, la PRODUCTION NATIONALE, et le COMMERCE INTERIEUR.

Sans beaucoup d'exagération, on pourrait constater, tout au commencement, deux vérités essentielles:

1°- La vraie politique commerciale trouve son expression et les Gouvernements serbes l'appliquent d'une façon plus ou moins décisive pour la première fois depuis les dernières négociations avec l'Autriche-Hongrie.

2°- Toute initiative pour l'amélioration et les transformations du commerce serbe appartenait aux Gouvernements et spécialement aux Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie; l'action des particuliers et des institutions privées, ainsi que leur initiative étaient presque nulles.

Si l'on se rappelle de tout ce que j'ai dit précédemment, on trouve les causes et les raisons de cet état de choses; c'est la conséquence naturelle et logique de la vie politique et économique de la Serbie, de tant d'années.

L'action du Gouvernement serbe, ou plutôt du Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie peut être envisagée au point-de-vue du commerce extérieur, du commerce intérieur, et de l'industrie.

L'Action du Gouvernement dans le domaine du commerce extérieur.- Après la rupture des relations commerciales avec la monarchie austro-hongroise, la situation du commerce de la Serbie était la suivante aux yeux du Gouvernement:

1°- La conception fausse et invétérée que l'Autriche-Hongrie consommait tous les produits serbes qu'elle importait, que tous ces produits étaient liés aux marchés austro-hongrois et ne trouveraient ailleurs leur écoulement.

2°- Le défaut de capacités et d'initiative des exportateurs et des institutions exportatrices pour l'action vers une nouvelle direction.

3°- La désorganisation du commerce et l'impuissance de la Bourse de Commerce à être le régulateur du prix des articles d'exportation.

4°- Le règne des étrangers et des capitaux étrangers sur les marchés serbes.

5°- L'absence des moyens et des outils nécessaires pour la déposition et le triage des céréales et, par conséquent, l'impossibilité pour eux d'acquérir une meilleure recommée

CHAPITRE III

L'ESSOR ECONOMIQUE DE LA SERBIE

A - L'ACTION du GOUVERNEMENT à TRANSFORMER le COMMERCE EXTERIEUR, la PRODUCTION NATIONALE et le COMMERCE INTERIEUR.

Sans beaucoup d'exagération, on pourrait constater, tout au commencement, deux vérités essentielles:

1°- La vraie politique commerciale trouve son expression et les Gouvernements serbes l'appliquent d'une façon plus ou moins décisive pour la première fois depuis les dernières négociations avec l'Autriche-Hongrie.

2°- Toute initiative pour l'amélioration et les transformations du commerce serbe appartenait aux Gouvernements et spécialement aux Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie; l'action des particuliers et des institutions privées, ainsi que leur initiative étaient presque nulles.

Si l'on se rappelle de tout ce que j'ai dit précédemment, on trouve les causes et les raisons de cet état de choses; c'est la conséquence naturelle et logique de la vie politique et économique de la Serbie, de tant d'années.

L'action du Gouvernement serbe, ou plutôt du Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie peut être envisagée au point-de-vue du commerce extérieur, du commerce intérieur, et de l'industrie.

L'Action du Gouvernement dans le domaine du commerce extérieur.- Après la rupture des relations commerciales avec la monarchie austro-hongroise, la situation du commerce de la Serbie était la suivante aux yeux du Gouvernement:

1°- La conception fausse et invétérée que l'Autriche-Hongrie consommait tous les produits serbes qu'elle importait, que tous ces produits étaient liés aux marchés austro-hongrois et ne trouveraient ailleurs leur écoulement.

2°- Le défaut de capacités et d'initiative des exportateurs et des institutions exportatrices pour l'action vers une nouvelle direction.

3°- La désorganisation du commerce et l'impuissance de la Bourse de Commerce à être le régulateur du prix des articles d'exportation.

4°- Le règne des étrangers et des capitaux étrangers sur les marchés serbes.

5°- L'absence des moyens et des outils nécessaires pour la déposition et le triage des céréales et, par conséquent, l'impossibilité pour eux d'acquérir une meilleure renommée

et d'augmenter les prix sur les marchés étrangers.

6°- La méconnaissance des nouvelles voies et marchés et leurs conditions.

7°- L'absence des liaisons pour le commerce dans une nouvelle direction.

C'était une tâche très délicate qui incombait au Gouvernement, que de parer à tous ces défauts et inconvénients où se trouvait le commerce de la Serbie et, en conséquence, à le transformer presque complètement d'après les conditions imposées par le nouvel état de choses. Pendant plus de quatre ans, et avec des moyens modestes, il s'en est acquitté avec des résultats suffisants, en surmontant des difficultés très grandes et complexes.

Le Gouvernement a très bien compris qu'il s'agissait de trouver d'abord les marchés favorables aux exportations serbes, et ensuite les voies qui conduiraient le mieux jusqu'à eux. Et, de plus, il fallait travailler vite, en raison de l'impossibilité d'exporter ailleurs puisque l'Autriche-Hongrie avait fermé ses marchés pour nous, sinon on ferait beaucoup souffrir les exportateurs qui avaient une grande quantité de marchandises déjà toutes prêtes à l'exportation.

Comme cette oeuvre exigeait des dépenses extraordinaires pour lesquelles le Gouvernement ne possédait pas de ressources, on s'empressa de demander à ce sujet, à la Scoupchtina, un crédit extraordinaire de 500.000 francs. Le Gouvernement avait l'intention de les consacrer à la recherche de nouveaux débouchés pour le commerce d'exportation qui se trouvait dans un grave état de souffrance. Le Parlement vota à l'unanimité le crédit demandé, et le Gouvernement se mit immédiatement à l'oeuvre. Il commença par envoyer en Juillet 1906, deux délégués à Sofia et à Constantinople, pour les négociations au sujet des réductions des tarifs de chemins de fer bulgares et turcs pour le transport des marchandises serbes. Ils y réussirent parfaitement. Ils étaient chargés aussi d'étudier, à fond et sur place, les conditions de commerce et de communications des principaux ports et marchés de la Bulgarie et de la Turquie. Les délégués se sont acquittés de leur tâche à la satisfaction générale, car les renseignements contenus dans leurs compte-rendus étaient très précieux et très instructifs pour le Gouvernement et tous les intéressés.

En outre, on a entrepris, au Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, une actiondirecte des informations et des négociations en vue de rechercher et de faciliter les exportations des produits serbes dans les nouvelles directions.

Après tout cela, le Gouvernement a envoyé encore des délégations en vue d'étude des marchés qui nous intéressaient et qui n'étaient pas encore visités. Ces délégations ont aussi parfaitement rempli leur devoir, et les informations qu'elles ont données étaient très instructives et très utiles.

Les principaux articles d'exportation serbe étaient et

restent encore: les céréales, les bestiaux, les fruits. Il fallait donc que le Gouvernement cherchât les marchés pour chacun de ces produits.

Pour les céréales, il yavait les marchés de la Méditerrannée et de l'Europe occidentale. Pour y parvenir, les exportateurs avaient à utiliser quatre voies: deux par le Danube, l'une vers Braïla en Roumanie, l'autre vers Regensbourg en Allemagne, la troisième par les chemins de fer bulgares vers Varna, et la quatrième par ceux de la Turquie vers Salonique.

Les voies du Danube étaient les plus importantes parcequ'elles sont le moins coûteuses, et elles étaient déjà utilisées par les exportateurs serbes. De ces deux voies, celle vers Braïla était de beaucoup la plus importante, surtout aux premiers moments de la guerre douanière, étant donné que le transit serbe fut interdit en Autriche-Hongrie. Pour le Gouvernement, il ne restait d'autre question que de réaliser des liaisons régulières et sûres, d'abord avec les compagnies de navigation roumaines pour la partie de trajet de la frontière serbe à Braïla, et puis avec les grandes compagnies maritimes pour le parcours jusqu'aux marchés de destination.

L'accord avec la compagnie de navigation roumaine réussit complètement. L'exportation des céréales était donc tout-à-fait assurée jusqu'à Braïla, un des plus grands ports de la Roumanie, et le point d'exportation le plus fort de la Péninsule Balkanique; c'est en même temps le point le plus important de transit et de commerce pour les céréales serbes, parcequ'il est un marché mondial et parfaitement organisé. Le commerce serbe des céréales y a trouvé un très bon accueil de tous, et ses défauts originaires étaient si bien compensés par les transformations subies en ce marché, que l'exportation des céréales en obtenait un élan très heureux.

Pour le parcours de Braïla jusqu'aux marchés méditerranéens, le Gouvernement a conclu une convention avec la compagnie française Fraissinet et Cie. Cette compagnie assurait à l'exportation serbe un transit de 30 milliers de tonnes entre Braïla et Gênes et Marseille, pendant trois ans, et avec les tarifs les plus réduits. L'Etat serbe lui promettait une prime de deux francs par tonne de l'exportation directe.

La deuxième direction par le Danube vers les marchés allemands était déjà bien assurée à l'exportation serbe des céréales, car la compagnie de navigation serbe entretenait, avant la rupture, des relations régulières à Budapest, avec les autres compagnies de navigation qui transportaient les céréales serbes jusqu'à Regensbourg et Passau. Et il ne restait plus qu'à obtenir l'autorisation de transit sur le territoire austro-hongrois, pour pouvoir utiliser de nouveau cette direction ancienne.

Les réductions des tarifs des chemins de fer bulgare et turc ont facilité l'exportation des céréales vers Varna et Salonique. A ces réductions s'ajoutait la réduction de 50% du chemin de fer serbe que le Gouvernement a donné à toutes les exportations. Alors le transport de cette ~~deux~~

restent encore: les céréales, les bestiaux, les fruits. Il fallait donc que le Gouvernement cherchât les marchés pour chacun de ces produits.

Pour les céréales, il yavait les marchés de la Méditerranée et de l'Europe occidentale. Pour y parvenir, les exportateurs avaient à utiliser quatre voies: deux par le Danube-l'une vers Braïla en Roumanie, l'autre vers Regensbourg en Allemagne-la troisième par les chemins de fer bulgares vers Varna, et la quatrième par ceux de la Turquie vers Salonique.

Les voies du Danube étaient les plus importantes parceqx'elles sont le moins coûteuses, et elles étaient déjà utilisées par les exportateurs serbes. De ces deux voies, celle vers Braïla était de beaucoup la plus importante, surtout aux premiers moments de la guerre douanière, étant donné que le transit serbe fut interdit en Autriche-Hongrie. Pour le Gouvernement, il ne restait d'autre question que de réaliser des liaisons régulières et sûres, d'abord avec les compagnies de navigation roumaines pour la partie de trajet de la frontière serbe à Braïla, et puis avec les grandes compagnies maritimes pour le parcours jusqu'aux marchés de destination.

L'accord avec la compagnie de navigation roumaine réussit complétement. L'exportation des céréales était donc tout-à-fait assurée jusqu'à Braïla, un des plus grands ports de la Roumanie, et le point d'exportation le plus fort de la Péninsule Balkanique; c'est en même temps le point le plus important de transit et de commerce pour les céréales serbes, parcequ'il est un marché mondial et parfaitement organisé. Le commerce serbe des céréales y a trouvé un très bon accueil de tous, et ses défauts originaires étaient si bien compensés par les transformations subies en ce marché, que l'exportation des céréales en obtenait un élan très heureux.

Pour le parcours de Braïla jusqu'aux marchés méditerranéens, le Gouvernement a conclu une convention avec la compagnie française Fraissinet et Cie. Cette compagnie assurait à l'exportation serbe un transit de 20 milliers de tonnes entre Braïla et Gênes et Marseille, pendant trois ans, et avec les tarifs les plus réduits. L'Etat serbe lui promettait une prime de deux francs par tonne de l'exportation directe.

La deuxième direction par le Danube vers les marchés allemands était déjà bien assurée à l'exportation serbe des céréales, car la compagnie de navigation serbe entretenait, avant la rupture des relations régulières à Budapest, avec les autres compagnies de navigation qui transportaient les céréales serbes jusqu'à Regensbourg et Passau. Et il ne restait plus qu'à obtenir l'autorisation de transit sur le territoire austro-hongrois, pour pouvoir utiliser de nouveau cette direction ancienne.

Les réductions des tarifs des chemins de fer bulgare et turc ont facilité l'exportation des céréales vers Varna et Salonique. A ces réductions s'ajoutait la réduction de 50% du chemin de fer serbe que le Gouvernement a donné à toutes les exportations. Alors le transport de cet

voie d'eau. direction se nivelait presque avec le transport par la

Varna est le plus important des ports bulgares. Les travaux principaux y sont achevés; l'organisation complémentaire et l'outillage complet de ce port sont l'objet d'un souci constant du Gouvernement bulgare. Le port de Varna est visité très souvent par une dizaine de compagnies maritimes par lesquelles on a des liaisons régulièrement assurées avec tous les ports mondiaux. Le commerce y est très développé et mouvementé, et l'exportation serbe des céréales n'a pu que gagner sensiblement en s'y dirigeant.

Le port de Salonique est de beaucoup plus important que celui de Varna, au point-de-vue général, et surtout pour les exportations serbes. Mais pour l'exportation des céréales, dont je m'occupe pour le moment, il est moins important que pour l'èxportation des autres articles, spécialement des animaux. C'est pourquoi je reviendrai plus tard sur ce sujet. Il me faut dire d'une façon générale, que les céréales serbes y ont trouvé un débouché important.

Au lieu d'une direction principale, les céréales serbes ont obtenu trois débouchés, après l'impossibilité d'être exportées en Autriche-Hongrie, et encore la quatrième vers Regensbourg lui restait réservé dès que le transit dans cette direction aurait été libre. Grâce à toutes les mesures prises par le Gouvernement et à ces résultats excellents, l'exportation des céréales a obtenu un élan extraordinaire, favorisé encore par les récoltes abondantes des années de guerre douanière. J'en donnerai les preuves statistiques dans le chapitre suivant, me bornant, pour le moment, à la seule constatation.

Les marchés principaux pour les céréales serbes sont devenus l'Allemagne et la Belgique. Par conséquent l'exportation de nos céréales ne dépend plus des marchés austro-hongrois comme avant I906, car nous avons trouvé de nouveaux débouchés dès que ceux de l'Autriche-Hongrie nous ont été fermés.

Le Gouvernement avait à se soucier aussi des autres articles d'exportation, principalement des animaux de la race bovine et des porcs tout prêts à être exportés. C'était la question vitale et délicate, car l'Autriche-Hongrie a absolument défendu toute importation et tout transit des animaux ou de leurs produits de provenance serbe, tandis que l'exportation serbe de ces articles était toujours placée exclusivement sur les marchés austro-hongrois.

Pour les porcs engraissés qui attendaient une exportation immédiate, le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie s'informa d'abord de leur nombre, qui était d'environ I8000. Puis, comme il était difficile de leur trouver rapidement des marchés nouveaux, le Ministre d'alors pensa à leur préparation principalement par l'abattoir de Belgrade, qui pourrait exporter les produits de porcs en France, en Angleterre et en Belgique. Or, le Gouvernement accordait à l'abattoir l'emprunt demandé de 200.000 francs. La direction qui s'était déjà informée sur les prix des produits de porcs aux marchés européens pendant son exercice antérieur, mit tout son zèle à l'oeuvre proposée, et le résultat en fut tout-à-fait satisfaisant.

direction ~~X~~ se nivelait presque avec le transport par la voie d'eau.

Varna est le plus important des ports bulgares. Les travaux principaux y sont achevés; l'organisation complémentaire et l'outillage complet de ce port sont l'objet d'un souci constant du Gouvernement bulgare. Le port de Varna est visité très souvent par une dizaine de compagnies maritimes par lesquelles on a des liaisons régulièrement assurées avec tous les ports mondiaux. Le commerce y est très développé et mouvementé, et l'exportation serbe des céréales n'a pu que gagner sensiblement en s'y dirigeant.

Le port de Salonique est de beaucoup plus important que celui de Varna, au point-de-vue général, et surtout pour les exportations serbes. Mais pour l'exportation des céréales, dont je m'occupe pour le moment, il est moins important que pour l'exportation des autres articles, spécialement des animaux. C'est pourquoi je reviendrai plus tard sur ce sujet. Il me faut dire d'une façon générale, que les céréales serbes y ont trouvé un débouché important.

Au lieu d'une direction principale, les céréales serbes ont obtenu trois débouchés, après l'impossibilité d'être exportées en Autriche-Hongrie, et encore le quatrième vers Regensbourg lui restait réservé dès que le transit dans cette direction aurait été libre. Grâce à toutes les mesures prises par le Gouvernement et à ces résultats excellents, l'exportation des céréales a obtenu un élan extraordinaire, favorisé encore par les récoltes abondantes des années de guerre douanière. J'en donnerai les preuves statistiques dans le chapitre suivant, me bornant, pour le moment, à la seule constatation.

Les marchés principaux pour les céréales serbes sont devenus l'Allemagne et la Belgique. Par conséquent l'exportation de nos céréales ne dépend plus des marchés austro-hongrois comme avant 1906, car nous avons trouvé de nouveaux débouchés dès que ceux de l'Autriche-Hongrie nous ont été fermés.

Le Gouvernement avait à se soucier aussi des autres articles d'exportation, principalement des animaux de la race bovine et des porcs tout prêts à être exportés. C'était la question vitale et délicate, car l'Autriche-Hongrie a absolument défendu toute importation et tout transit des animaux ou de leurs produits de provenance serbe, tandis que l'exportation serbe de ces articles était toujours placée exclusivement sur les marchés austro-hongrois.

Pour les porcs engraissés qui attendaient une exportation immédiate, le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie s'informa d'abord de leur nombre, qui était d'environ 18000. Puis, comme il était difficile de leur trouver rapidement des marchés nouveaux, le Ministre d'alors pensa à leur préparation principalement par l'abattoir de Belgrade, qui pourrait exporter les produits de porcs en France, en Angleterre et en Belgique. Or, le Gouvernement accordait à l'abattoir l'emprunt demandé de 200.000 francs. La direction qui s'était déjà informée sur les prix des produits de porcs aux marchés européens pendant son exercice antérieur, mit tout son zèle à l'oeuvre proposée, et le résultat en fut tout-à-fait satisfaisant.

Les éleveurs ont vendu tous leurs porcs à un prix moyen de 0f,75 par Kgr, ce qui était un prix normal et rémunératif en Serbie. La solution de la question des porcs engraissés et tout prêts pour l'exportation était donc tout-à-fait satisfaisante. L'action de la direction de l'abattoir de Belgrade, à elle seule, à fait prospérer la nation tout entière à tel point que, presque tout le crédit extraordinaire de 500.000 francs était compensé.

Quatre nouveaux abattoirs de province s'associèrent à cette nouvelle production, de sorte que le nombre de porcs exportés, vivants ou abattus, durant l'année 1906 s'est élevé à 67.000.

On a essayé d'exporter des porcs vivants, par Salonique, en France, en Italie, à Malte, et en Espagne. Les délégués envoyés par le Gouvernement, puis les exportateurs ont bien vite constaté que, au lieu de porcs gras, il fallait exporter des porcs lourds, qui ont surtout de la viande, parcequ'ils supportent plus facilement un long voyage et sont plus demandés sur les nouveaux marchés. Cette exportation, au commencement peu favorable, tend à progresser de plus en plus. Mais la préparation des abattoirs reste le principal consommateur des porcs du pays.

La question de l'exportation des animaux de la race bovine était la clef de toute la question du commerce extérieur de la Serbie. Le Gouvernement savait bien que si cette question était bien résolue, toutes les autres questions seraient faciles à résoudre. C'est pourquoi il était très occupé par la recherche de nouveaux débouchés pour cette exportation, et il a employé tous les moyens pour la favoriser.

Après la rupture du 24 Juin 1906, le nombre des animaux de cette espèce prêts pour l'exportation était de 3320. Il fallait donc trouver le plus tôt possible l'écoulement de ce nombre de têtes et puis assurer une exportation régulière vers le sud.

Mais, comme cette question était très compliquée, le Gouvernement a agi avec beaucoup de prudence. Il rassembla d'abord toutes les informations possibles, sur les conditions des marchés d'Egypte et de l'Italie. L'Agence de commerce du Royaume serbe de Genève informa le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie que l'exportation serbe de boeufs pouvait être placée avec succès au marché de Gênes, ce qui fut approuvé par l'expert spécial envoyé par la Banque d'exportation de Belgrade. Les informations obtenues de l'Egypte étaient aussi favorables à l'exportation, surtout aux marchés d'Alexandrie et du Caire. Il ne restait plus qu'à étudier le trajet jusqu'à Salonique et puis les liaisons maritimes jusqu'aux nouveaux marchés. Pour répondre à ce besoin, le Gouvernement employa une délégation spéciale qui était chargée d'étudier et d'arranger tout ce qui était nécessaire à faciliter l'exportation des animaux de la race bovine vers l'Egypte, la Grèce, et puis Malte. Le compte-rendu de leur tâche était favorable et pouvait servir comme guide pour tous les intéressés qui en étaient informés par la publication officielle.

dés, vivants au

Le Gouvernement entreprit les premières exportations, au commencement du mois de Septembre 1906, en favorisant les institutions exportatrices et les particuliers. La Banque d'exportation de Belgrade était la mieux qualifiée pour commencer la première, et elle trouva dans le Gouvernement, un aide efficace.

Appelée par celui-ci, et après de longs pourparlers, la Banque a préparé et expédié le premier transport de boeufs à Gênes. On lui a garanti le dédommagement en cas de perte, comme beaucoup d'autres privilèges. Ce premier transport n'était pas tout-à-fait satisfaisant à cause de tant de difficultés de toutes sortes majorées par l'hésitation des acheteurs italiens. Mais ce premier transport a fait connaitre les animaux serbes sur ce nouveau marché, et a donné la possibilité de continuer l'oeuvre entreprise, parcequ'on en put apprécier l'excellente qualité.

Après ce premier essai à Gênes, la Banque d'exportation a envoyé le deuxième transport à Alexandrie. Ici, on rencontra la même hésitation, mais qui a bien vite disparu, et ce transport donna un bon profit à la Banque.

Cette Banque a continué l'exportation commencée, et jusqu'à la fin de l'année 1906, elle a effectué deux transports à Gênes et à Milan, et dix à Alexandrie, exportant 1435 boeufs.

Les autres maisons de Belgrade et des provinces, encouragées par les premiers succès de la Banque, se joignirent à l'oeuvre poursuivie par le Gouvernement, et depuis le mois de Septembre jusqu'à la fin de l'année 1906, le nombre de boeufs exportés a atteint le chiffre de 2134. Pendant ce temps l'abattoir de Belgrade a acheté aux producteurs 212 boeufs, et avec le chiffre de boeufs achetés en vue de l'exportation au commencement de l'année 1907, le contingent 3320 était à peu près épuisé.

Le premier succès était sensible, car les prix des boeufs en Serbie ont monté de 0f,40 jusqu'à 0,50 et 0,52 par Kgr. Leur qualité était très appréciée sur les marchés italiens et égyptiens. Les commerçants italiens commencèrent même à venir en Serbie pour les achats directs des animaux de la race bovine. Alors commença un nouveau commerce, jusqu'alors inconnu en Serbie. D'un autre côté, les commandes de l'Egypte ne cessèrent d'être faites aux exportateurs serbes.

Parmi les marchés italiens qui absorbent l'importation serbe de boeufs, le plus important est celui de Milano, qui est le plus grand et le mieux organisé de tous les marchés italiens de bestiaux. L'importation serbe y tient le deuxième rang, après l'Autriche-Hongrie, et après avoir surpassé, en 1908, l'importation argentine. Après Milano vient Gênes, où les boeufs de provenance serbe occupent la première place. Le marché de Turin est assez fort, mais très mal organisé. L'importation serbe s'y est initiée au milieu de l'année 1908, et n'a pas beaucoup d'importance à cause de la grande proximité de l'Autriche-Hongrie qui a commencé la première ses importations. Sur le marché de Rome, à part la consommation de bestiaux de provenance locale, les

importations de boeufs serbes et argentins occupent seules la place. D'une façon générale, sur tous les marchés italiens, on a demandé aux exportateurs, beaucoup de veaux jusqu'à l'âge de trois ans, et de boeufs d'un poids de plus de 500 Kgrs, ce qui répondait parfaitement à la consommation de ces marchés. Cette constatation était faite par les exportateurs et par la délégation serbes, et les exportations postérieures s'y sont conformées.

Les marchés d'Egypte ont plus d'intérêt pour la Serbie. Les principaux sont Alexandrie et le Caire; le premier est plus important et le principal point d'importation en Egypte. Entre autres articles, l'Egypte importe beaucoup de moutons, de chèvres, et surtout de boeufs de toutes espèces. L'épidémie bovine a fait un ravage considérable, et l'importation s'impose de plus en plus. Le principal pays importateur de moutons et de chèvres en Egypte, est la Turquie. Avec la Russie elle suppléait aussi à tous les besoins de consommation de boeufs. On y consomme des boeufs maigres aussi bien que des boeufs engraissés.

A cause des ravages de l'épidémie bovine, l'importation de boeufs est entourée de mesures sanitaires très rigoureuses. Les droits de douane n'étaient que de 4% pour ces articles.

Les premières importations serbes de boeufs en Egypte ont rencontré de grandes difficultés. On n'y consommait pas les boeufs serbes, et on les considéraient comme d'aussi mauvaise qualité que ceux de la Bulgarie et de la Turquie. On se méfiait aussi au point-de-vue sanitaire, et puisque l'importation serbe venait par Salonique, on traitait les boeufs de provenance serbe comme s'ils venaient de pays déclarés affectés d'épidémie. Mais on a vite constaté l'excellente qualité des animaux serbes, et la méfiance sanitaire était dissipée par les arguments officiels de l'absence de toute épidémie en Serbie depuis plus de vingt ans. Après les premiers essais sur les marchés egyptiens, l'importation serbe a rencontré un intérêt de plus en plus grandissant, et on a prétendu que l'importation serbe de boeufs pourrait atteindre le chiffre de 10-12000.

Réduite au commencement à Alexandrie, cette importation était autorisée aussi pour le marché du Caire au commencement de l'année 1909, et cela lui a donné un élan encore plus considérable; de 2381 de l'année 1906- 1907, elle a atteint le chiffre de 8015 pendant la saison 1908-1909. La demande de bestiaux de provenance serbe sur les marchés égyptiens grandissait donc sensiblement malgré tant de difficultés, qui étaient supprimées systématiquement par les mesures constantes prises par le Gouvernement serbe, dont je parlerai tout-à-l'heure.

Des autres marchés méditerranéens, les délégations spéciales envoyées par le Gouvernement pour la recherche de nouveaux débouchés ont visité Messine, Palermo et l'Île de Malte. Ni Messine, ni Palermo ne sont favorables pour l'exportation serbe. L'Île de Malte n'a pas d'élevage local et l'importation des animaux de la race bovine y est de 23-25000 annuellement. Jusqu'en 1906 la Turquie était presque le seul pays importateur de boeufs à Malte. A cette

importations de boeufs serbes et argentins occupent seules la place. D'une façon générale, sur tous les marchés italiens, on a demandé aux exportateurs, beaucoup de veaux jusqu'à l'âge de trois ans, et de boeufs d'un poids de plus de 500 Kgrs, ce qui répondait parfaitement à la consommation de ces marchés. Cette constatation était faite par les exportateurs et par la délégation serbes, et les exportations postérieures s'y sont conformées.

Les marchés d'Egypte ont plus d'intérêt pour la Serbie. Les principaux sont Alexandrie et le Caire; le premier est plus important et le principal point d'importation en Egypte. Entre autres articles, l'Egypte importe beaucoup de moutons, de chèvres, et surtout de boeufs de toutes espèces. L'épidémie bovine a fait un ravage considérable, et l'importation s'impose de plus en plus. Le principal pays importateur de moutons et de chèvres en Egypte, est la Turquie. Avec la Russie elle suppléait aussi à tous les besoins de consommation de boeufs. On y consomme des boeufs maigres aussi bien que des boeufs engraissés.

A cause des ravages de l'épidémie bovine, l'importation de boeufs est entourée de mesures sanitaires très rigoureuses. Les droits de douane n'étaient que de 4% pour ces articles.

Les premières importations serbes de boeufs en Egypte ont rencontré de grandes difficultés. On n'y consommait pas les boeufs serbes, et on les considérait comme d'aussi mauvaise qualité que ceux de la Bulgarie et de la Turquie. On se méfiait aussi au point-de-vue sanitaire, et puisque l'importation serbe venait par Salonique, on traitait les boeufs de provenance serbe comme s'ils venaient de pays déclarés affectés d'épidémie. Mais on a vite constaté l'excellente qualité des animaux serbes, et la méfiance sanitaire était dissipée par les arguments officiels de l'absence de toute épidémie en Serbie depuis plus de vingt ans. Après les premiers essais sur les marchés égyptiens, l'importation serbe a rencontré un intérêt de plus en plus grandissant, et on a prétendu que l'importation serbe de boeufs pourrait atteindre le chiffre de 10-12000.

Réduite au commencement à Alexandrie, cette importation était autorisée aussi pour le marché du Caire au commencement de l'année 1909, et cela lui a donné un élan encore plus considérable; de 2381 de l'année 1906-1907, elle a atteint le chiffre de 8015 pendant la saison 1908-1909. La demande de bestiaux de provenance serbe sur les marchés égyptiens grandissait donc sensiblement malgré tant de difficultés, qui étaient supprimées systématiquement par les mesures constantes prises par le Gouvernement serbe, dont je parlerai tout-à-l'heure.

Des autres marchés méditerranéens, les délégations spéciales envoyées par le Gouvernement pour la recherche de nouveaux débouchés ont visité Messine, Palerme et l'île de Malte. Ni Messine, ni Palerme ne sont favorables pour l'exportation serbe. L'île de Malte n'a pas d'élevage local et l'importation des animaux de la race bovine y est de 23-25000 annuellement. Jusqu'en 1906 la Turquie était presque le seul pays importateur de boeufs à Malte. A cette

époque la Serbie commença à importer des boeufs. Comme ailleurs, notre importation y a rencontré des difficultés: les premiers essais, quoique réussis, étaient modestes, mais ils ont défriché la voie d'importation , laquelle continue à y progresser.

Comme l'importation turque était désorganisée, la délégation serbe a émis l'opinion que, si les exportateurs serbes n'introduisaient à Malte que des boeufs d'excellente qualité, d'une façon régulière, l'importation serbe y resterait la maitresse du marché.

Comme point de départ vers les nouveaux marchés, Salonique a obtenu une grande importance pour l'exportation serbe. Le port de Salonique n'était pas sans défauts pour l'exportation des animaux serbes, pour deux raisons:

1°- Les exportateurs serbes n'évaient pas une navigation régulière et non coûteuse jusqu'aux nouveaux marchés.

2°- Les étables pour le dépôt des bestiaux, soit pour attendre l'embarcation, soit pour leur éviter des contacts avec les bestiaux de provenance turque, n'étaient pas assez confortables. Ces deux défauts principaux ont beaucoup entravé l'exportation serbe. Deux ans d'expérience l'ont tout-à-fait démontré.

C'est pourquoi le Ministre du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie avait deux choses à faire; assurer à l'exportation un embarquement régulier, et aménager un dépôt confortable pour les bestiaux qui ont besoin de faire un séjour à Salonique.

La première question a eu plusieurs solutions. D'abord le Ministre a conclu, en 1908, un contrat avec la Société grecque Diakakis pour le transport hebdomadaire des animaux jusqu'à Alexandrie, au prix de 13 francs par pièce. Mais les exportateurs serbes attirés par l'abaissement de prix des autres concurrents, ne se sont pas conformés aux clauses dudit contrat, et la Société Diakakis le rompit après trois mois d'exercice.

Un autre contrat conclu en 1909 avec la maison Ramponi-Volpati de Milan pour le transport des bestiaux jusqu'aux marchés italiens, a eu presque le même sort. Cette fois la faute était aux commerçants italiens, dont les plaintes contre ce contrat étaient appuyées par la démarche dénuée de fondement du Ministre italien à Belgrade, et le Gouvernement se trouvait forcé de rompre le contrat après deux mois d'exercice. La conclusion du contrat avec la maison Ramponi-Volpati était impérativement dictée par les intérêts commerciaux de la Serbie, et on ne peut expliquer son abrogation que par des raisons politiques dans lesquelles il m'est impossible d'entrer.

On a fait depuis, au Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, d'autres essais pour assurer à l'exportation les transports maritimes réguliers. On pensait même à un achat de navires de la part de la Serbie dans ce but, car le succès de notre commerce extérieur dépend entièrement du transport régulier de Salonique jusqu'aux nouveaux marchés. Mais la réouverture de la frontière

austro-hongroise, au mois de janvier de l'année dernière, a ajourné provisoirement la solution de cette question, puisque l'exportation des animaux en état de viande et des produits d'animaux sur les marchés austro-hongrois a attiré de nouveau toute l'attention des intéressés, pendant quelques mois. Après que le contingent de bestiaux prévu par le traité de 1908 fut épuisé, vers la fin de juillet de l'année dernière, la question de transport maritime est apparue avec toute son importance. Mais jusqu'à présent, aucune solution n'est connue.

Heureusement, le dépôt des animaux serbes sur le port de Salonique était beaucoup mieux arrangé. Les exportateurs serbes ont demandé la construction d'étables spéciales sur le quai du port pour le repos des bestiaux avant l'embarquement. Le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie a compris la nécessité, d'autant plus que la condition principale de l'autorisation d'importation serbe en Egypte était que les bestiaux n'eussent aucun contact avec les bestiaux des autres provenances. Une commission spéciale a trouvé que le terrain de la Société de quai de Salonique répondait le mieux au but proposé par le Ministre. Le Ministre a d'abord conclu un contrat avec ladite société le 16 Août 1909, par lequel cette société s'engage à construire des étables d'après les plans du Ministère, lequel s'engage, de son côté, à louer ces étables pendant dix ans, pour 27500 francs par an. Les étables furent construites vers la fin de l'année, pouvant contenir 4500 boeufs, 400 porcs et 500 moutons ou chèvres. Elles sont liées par des lignes spéciales à la ligne principale de chemin de fer et au port, et par conséquent, la solution de la question était complète.

Parmi les mesures que le Gouvernement a prises pour faciliter l'exportation des animaux de la race bovine, il faut mentionner les primes progressives données aux exportateurs. Le Conseil des Ministres, par sa décision du 24 Mars 1907, a adjugé les primes suivantes:

4 frs par tête sur 1000-5000 exportées en Italie et Malte
5 frs par tête sur 5000-2000 exportées en Italie et Malte
2 frs par tête sur 1000-5000 exportées en Egypte et Malte
4 frs par tête sur 5000, plus exportées en Egypte et Malte

Les primes d'exportation pour l'Egypte sont restées jusqu'à maintenant, tandis que celles pour l'Italie ont été supprimées après une protestation du Gouvernement italien, qui y voyait une atteinte de son droit sur la clause de la nation la plus favorisée.

Pendant les années 1907 et 1908, le Gouvernement donna des compensations à ses exportateurs, qui auraient subi des pertes importantes. Après, l'appui financier du Gouvernement n'était pas aussi nécessaire aux exportateurs qu'au commencement, parcequ'ils avaient déjà acquis une expérience suffisante, et l'exportation s'est plus ou moins assurée de nouveaux débouchés.

Pour terminer l'étude des mesures prises pour l'expor-

tation des principaux articles, il ne nous reste maintenant qu'à voir ce qu'a fait le Gouvernement serbe pour l'exportation des moutons, des chèvres et des fruits.

Avant la rupture des relations, l'Autriche-Hongrie n'absorbait que 10-27% de l'exportation de moutons et de chèvres; c'est pourquoi cette exportation n'était pas beaucoup en souffrance pendant les premiers temps. Le Gouvernement n'a pas pris de mesures spéciales pour cette exportation qui s'est trouvé des débouchés par elle-même, et en même temps que l'exportation de boeufs, en profitant de tout ce qui a été fait pour cette dernière.

L'influence de la guerre douanière n'était pas aussi grande que l'on pouvait s'y attendre, en ce qui concerne l'exportation des fruits et de leurs produits, parceque les autres ~~produits~~ pays ont absorbé une grande quantité de ce que l'Autriche-Hongrie achetait auparavant. Le Gouvernement savait très bien que pour les fruits et leurs produits, on trouverait facilement des débouchés, parceque d'autres pays comme l'Allemagne, la Belgique et la Russie, achèteraient aussi ces articles, surtout les prunes sèches et la marmelade de prunes, qui étaient de bonne qualité. Mais il veillait à ce qu'ils acquièrent une renommée plus justifiée, et par là, puissent assurer leur écoulement.

Dans ce but, le Ministre du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie a d'abord fait dissiper les faux bruits répandus d'un certain côté, que la Serbie ne pourrait pas exporter un Kgr de prunes ou de marmelade, et l'on a réussi à rassurer complètement les producteurs du pays. Puis, pour influer sur la qualité des prunes et de la marmelade de prunes, les commissions spéciales étaient investies chaque année pendant la saison d'exportation, du pouvoir de révision des prunes et de la marmelade destinées à l'exportation. Ces commissions ont fonctionné régulièrement et leur contrôle a donné des résultats excellents, car la qualité de ces produits s'est améliorée sensiblement, puisqu'on n'autorisait l'exportation que pour des articles véritablement bons. Maintenant, les prunes et la marmelade serbes ont une renommée assurée sur les marchés européens, et pour éviter les fraudes étrangères, chaque sac de prunes de provenance serbe porte l'étiquette "prunes serbes". Toutes ces mesures ont contribué à ce que l'exportation de ces articles n'a pas souffert de la guerre douanière et que les autres nouveaux débouchés ont été facilement trouvés pour leur écoulement.

Après la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie, et après que les produits serbes étaient dirigés vers les nouveaux marchés, on a senti le besoin de donner aux exportateurs serbes, non seulement des informations sur les conditions et les prix des nouveaux marchés, mais de former aussi des intermédiaires pour les informations aux exportateurs serbes et aux commerçants étrangers. Ces intermédiaires s'occuperaient aussi de la vente de nos produits. C'est pourquoi le Gouvernement a commencé à créer en 1906, des agences commerciales aux places où les exportations serbes se sont initiées.

D'après les compte-rendus des commissions spéciales envoyées en Turquie, Bulgarie et Egypte, et d'après les informations acquises antérieurement sur les marchés européens et méditerranéens, le Gouvernement a formé des agences commerciales d'abord à Braïla, Varne, Alexandrie, Naples, Marseille, Anvers, London, Salonique, et plus tard à Constantinople, Athènes, Hambourg, Munich, New-York, Varsovie, Moscou, Berlin et Malte. Quelquesunes de ces agences étaient subventionnées par l'Etat, tandis que les autres s'entretenaient avec leurs propres ressources, mais toutes étaient sous le contrôle du Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, et avaient le même programme d'action.

La plupart des agences ont fonctionné plutôt comme bureau d'informations aux exportateurs serbes et aux commerçants étrangers: les transactions qui leur étaient dues n'allaient que jusqu'à des proportions modestes. Seules les agences d'Alexandrie, de Genève, de Salonique et de Constantinople ont été des intermédiaires pour les transactions importantes.

Toutes les agences ont envoyé des compte-rendus fréquents et réguliers au Ministère qui, de son côté, les publiait officiellement, pour que les intéressés puissent s'en servir. En somme, l'action des agences commerciales était indispensable et les résultats en étaient satisfaisants, car elles ont beaucoup contribué à l'oeuvre d'émancipation économique de l'Autriche-Hongrie.

Le Gouvernement a, en outre, formé un vice-consulat à Alexandrie, et plus tard a obtenu l'assentiment du Gouvernement égyptien pour la représentation diplomatique Au Caire. Ces mesures particulières s'expliquent par l'importance des exportations serbes en Egypte, qui sont de beaucoup les plus importantes.

Dans cette catégorie des mesures que le Gouvernement a entreprises, il faut mentionner son action pour les réductions des tarifs sur les chemins de fer turc et bulgare pour le transport des produits serbes, que j'ai déjà mentionné. Ces réductions obtenues ont beaucoup facilité les exportations, même des produits qui étaient très difficiles à exporter à cause du long trajet qu'ils devaient parcourir. C'était un grand et efficace succès du Gouvernement, dont les conséquences étaient bienfaisantes au commerce extérieur de la Serbie et à la conquête de nouveaux débouchés pour lui.

<u>L'action du Gouvernement dans le domaine de la production nationale et du commerce intérieur.</u>- Comme le commerce de la Serbie était désorganisé et loin de concentration, le Gouvernement s'est proposé de parer à tous ces défauts par une suite de mesures successives.

D'abord, les commissions spéciales ont été chargées du contrôle sur la qualité, non seulement des fruits et de leurs produits dont j'ai parlé précédemment, mais aussi des céréales destinées à l'exportation. Le résultat de ce contrôle régulier s'accusait de plus en plus efficace, d'une

D'après les compte-rendus des commissions spéciales envoyées en Turquie, Bulgarie et Egypte, et d'après les informations acquises antérieurement sur les marchés européens et méditerranéens, le Gouvernement a formé des agences commerciales d'abord à Braila, Varne, Alexandrie, Naples, Marseille, Anvers, London, Salonique, et plus tard à Constantinople, Athènes, Hambourg, Munich, New-York, Varsovie, Moscou, Berlin et Malte. Quelquesunes de ces agences étaient subventionnées par l'Etat, tandis que les autres s'entretenaient avec leurs propres ressources, mais toutes étaient sous le contrôle du Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie, et avaient le même programme d'action.

La plupart des agences ont fonctionné plutôt comme bureau d'informations aux exportateurs serbes et aux commerçants étrangers: les transactions qui leur étaient dues n'allaient que jusqu'à des proportions modestes. Seules les agences d'Alexandrie, de Genève, de Salonique et de Constantinople ont été des intermédiaires pour les transactions importantes.

Toutes les agences ont envoyé des compte-rendus fréquents et réguliers au Ministère qui, de son côté, les publiait officiellement, pour que les intéressés puissent s'en servir. En somme, l'action des agences commerciales était indispensable et les résultats en étaient satisfaisants, car elles ont beaucoup contribué à l'oeuvre d'émancipation économique de l'Autriche-Hongrie.

Le Gouvernement a, en outre, formé un vice-consulat à Alexandrie, et plus tard a obtenu l'assentiment du Gouvernement égyptien pour la représentation diplomatique au Caire. Ces mesures particulières s'expliquent par l'importance des exportations serbes en Egypte, qui sont de beaucoup les plus importantes.

Dans cette catégorie des mesures que le Gouvernement a entreprises, il faut mentionner son action pour les réductions des tarifs sur les chemins de fer turc et bulgare pour le transport des produits serbes, que j'ai déjà mentionné. Ces réductions obtenues ont beaucoup facilité les exportations, même des produits qui étaient très difficiles à exporter à cause du long trajet qu'ils devaient parcourir. C'était un grand et efficace succès du Gouvernement, dont les conséquences étaient bienfaisantes au commerce extérieur de la Serbie et à la conquête de nouveaux débouchés pour lui.

<u>L'action du Gouvernement dans le domaine de la production nationale et du commerce intérieur</u>.- Comme le commerce de la Serbie était désorganisé et loin de concentration, le Gouvernement s'est proposé de parer à tous ces défauts par une suite de mesures successives.

D'abord, les commissions spéciales ont été chargées du contrôle sur la qualité, non seulement des fruits et de leurs produits dont j'ai parlé précédemment, mais aussi des céréales destinées à l'exportation. Le résultat de ce contrôle régulier s'accusait de plus en plus efficace, d'une

année à l'autre, en contribuant beaucoup à l'amélioration de la qualité de ces produits.

Après cela, le Gouvernement a fait une amende législative des lois sur les foires qui ont une grande importance pour le commerce intérieur en Serbie. On a préparé aussi des lois sur l'organisation des dépôts généraux pour les produits prépérés à l'exportation, mais aucune sanction n'en a été faite jusqu'à maintenant.

Une des grandes questions du commerce serbe était le grand port sur le Danube inférieur. Ce port devait être organisé dans les plus larges proportions pour qu'il puisse servir de point de départ pour toute l'exportation serbe par le Danube. Cette question est maintenant solutionnée, car après tant d'études et d'essais, on a dernièrement choisi définitivement Prahovo comme le grand port futur de la Serbie, et on espère que les travaux seront entrepris cette année même.

Les constructions de chemins de fer sont plus ou moins achevées ou sur le point de l'être. Une somme de près de 40 millions de francs, prise de l'emprunt réalisé en France en I905, a été mise pour ces constructions. Presque toutes les contrées les plus éloignées des marchés exportateurs sont liées par les chemins de fer du trajet étroit. La longueur totale des nouveaux chemins de fer serait de 600 Kilomètres. La partie de la grande ligne de l'Adriatique au Danube n'y est pas comprise. Cette ligne sur le territoire de la Serbie est en grande construction, dont je parlerai plus amplement dans le chapitre IV.

Donc, la question si importante pour le commerce, des communications, a une solution heureuse, et les conséquences en sont des plus favorables. Le commerce de la Serbie en obtiendra un essor de plus en plus grandissant.

Le Gouvernement a l'intention de constituer à Belgrade, l'Agence commerciale principale avec le Musée de commerce et le Bureau d'informations. Mais ce projet n'a pas été mis à exécution jusqu'à présent. On doit le regretter, car l'institution envisagée contribuerait beaucoup au développement des relations commerciales avec les pays étrangers qui s'intéressent à nos produits.

La Bourse de commerce, qui fonctionnait depuis plus de dix ans, n'a pas donné de grands résultats. Elle n'était pas capable surtout d'être le régulateur des prix à cause des capitaux peu importants qui y ont été engagés, et des défauts de son organisation. Le Gouvernement s'est proposé, par toute une suite de mesures législatives, de renforcer l'action de la Bourse de commerce pour qu'elle donne des résultats vraiment efficaces, et il y a réussi dans une certaine mesure. Il est à désirer que l'on continue à agir dans ce sens.

C'est l'année dernière que se sont constituées les Chambres de Commerce, de l'industrie, et des métiers. La législation à ce point de vue était trop tardive, mais maintenant cette lacune sérieuse est bien comblée. On ne peut pas juger encore des résultats de l'action des Chambres mais il est hors de doute que leur action ne tardera pas à donner un mouvement très efficace dans les trois branches de la production nationale.

année à l'autre, en contribuant beaucoup à l'amélioration de la qualité de ces produits.

Après cela, le Gouvernement a fait une amende législative des lois sur les foires qui ont une grande importance pour le commerce intérieur en Serbie. On a préparé aussi des lois sur l'organisation des dépôts généraux pour les produits préparés à l'exportation, mais aucune sanction n'en a été faite jusqu'à maintenant.

Une des grandes questions du commerce serbe était le grand port sur le Danube inférieur. Ce port devait être organisé dans les plus larges proportions pour qu'il puisse servir de point de départ pour toute l'exportation serbe par le Danube. Cette question est maintenant solutionnée, car après tant d'études et d'essais, on a dernièrement choisi définitivement Prahovo comme le grand port futur de la Serbie, et on espère que les travaux seront entrepris cette année même.

Les constructions de chemins de fer sont plus ou moins achevées ou sur le point de l'être. Une somme de près de 40 millions de francs, prise de l'emprunt réalisé en France en 1906, a été mise pour ces constructions. Presque toutes les contrées les plus éloignées des marchés exportateurs sont liées par les chemins de fer du trajet étroit. La longueur totale des nouveaux chemins de fer serait de 600 kilomètres. La partie de la grande ligne de l'Adriatique au Danube n'y est pas comprise. Cette ligne sur le territoire de la Serbie est en grande construction, dont je parlerai plus amplement dans le chapitre IV.

Donc, la question si importante pour le commerce, des communications, a une solution heureuse, et les conséquences en sont des plus favorables. Le commerce de la Serbie en obtiendra un essor de plus en plus grandissant.

Le Gouvernement a l'intention de constituer à Belgrade, l'Agence commerciale principale avec le Musée de commerce et le Bureau d'informations. Mais ce projet n'a pas été mis à exécution jusqu'à présent. On doit le regretter, car l'institution envisagée contribuerait beaucoup au développement des relations commerciales avec les pays étrangers qui s'intéressent à nos produits.

La Bourse de commerce, qui fonctionnait depuis plus de dix ans, n'a pas donné de grands résultats. Elle n'était pas capable surtout d'être le régulateur des prix à cause des capitaux peu importants qui y ont été engagés, et des défauts de son organisation. Le Gouvernement s'est proposé, par toute une suite de mesures législatives, de renforcer l'action de la Bourse de commerce pour qu'elle donne des résultats vraiment efficaces, et il y a réussi dans une certaine mesure. Il est à désirer que l'on continue à agir dans ce sens.

C'est l'année dernière que se sont constituées les Chambres de Commerce, de l'Industrie, et des métiers. La législation à ce point de vue était trop tardive, mais maintenant cette lacune sérieuse est bien comblée. On ne peut pas juger encore des résultats de l'action des Chambres mais il est hors de doute que leur action ne tardera pas à donner un mouvement très efficace dans les trois branches de la production nationale.

Le Gouvernement a poursuivi depuis quelques années les études sur la production dans le domaine de débits et des métiers, et ses efforts n'ont été couronnés de succès qu'en 1910: la loi de commerce de débits et des métiers était votée à la Scoupchtina et mise en vigueur au milieu de l'année dernière. Pour ne pas entrer dans des détails, on pourrait définir les intentions gouvernementales par trois catégories: la réglementationde la production et du fonctionnement, la détermination des relations entre les patrons et les ouvriers, les mesures d'hygiène. On ne pourrait trop féliciter le Ministre du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie d'avoir voulu mettre fin à un état tout-à-fait irrationnel, quasi primitif et anarchique, dans ces deux branches de la production nationale. Mais comme cette décision énergique avait beaucoup de conséquences fâcheuses au commencement, on était forcé de supprimer un certain nombre de mesures trouvées inopportunes de la part des patrons. On est même allé plus loin en consultant les Chambres compétentes pour les nouveaux changements, et peut-être y aurait-il de grandes modifications à la loi de 1910. En tous cas l'essentiel de la loi donnera des résultats heureux pour ces deux branches de production nationale.

La grande industrie était aussi l'onjet des soucis particuliers de la part des Gouvernements serbes. Mais ces soucis n'étaient pas aussi larges qu'ils étaient nécessaires. Au commencement de la rupture des relations commerciales,la grande industrie serbe ne se trouvait pas assez protégée par les tarifs douaniers, et vu les autres difficultés dont elle était entourée,comme: les capitaux faibles et chers, la main-d'oeuvre et la direction insuffisamment spécialisées, la région consommatrice relativement faible, le manque de moyens de communications, elle a fait un progrès faible. Pour parer à la concurrence étrangère très forte, et pour développer la grande industrie, la Serbie avait des lois spéciales sur les concessions industrielles il y a plus de trante ans, d'après lesquelles, premièrement, chaque concession devait passer par la voie législative? Les autres mesures de ces lois consistaient en dégrèvement des impôts, en affranchissement des tarifs de douanes, en réfactions sur les chemins de fer,etc.

Les Gouvernements qui se sont suivis après 1906 ne pouvaient rien contre la lenteur des votes des concessions industrielles. Mais pour éviter les grandes modifications des concessions demandées à la Scoupchtina, qui amèneraient les concessionnaires à décliner les concessions ainsi changées, on a introduit au Ministère du Commerce, de l'Agriculture et de l'Industrie , la pratique de joindre aux propositions de concessions les compte-rendus de l'étude des commissions compétentes dont on motivait leur ratification.

Une autre mesure, prise à ce Ministère, a beaucoup contribué au développement de cette branche de la production. On a créé l'inspectorat technique avec les inspecteurs compétents, dont le rôle était de contrôler le fonctionnement des fabriques et des usines et d'étudier toutes les conditions se rattachant à l'industrie pour pouvoir en juger exactement dans les décisions et les mesures à prendre.

Enfin, les Gouvernements ont fait tout leur possible pour ne donner des concessions que d'une façon systématique et rationnelle. Les oppositions étaient surtout très sévères avec des critiques à ce point de vue. Mais je pense qu'en un jeune pays comme la Serbie, où la grande industrie rencontre toutes les difficultés que j'ai énumérées, et où la diffusion des connaissances économiques, générales et spéciales n'est pas grande, la meilleure réglementation de la production pouvait venir de la part du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, où se trouvent des autorités compétentes pour tout ce qui se rattache à l'industrie. Les inconvénients qui surgissent en ce cas ne sont pas trop dangereux pour qu'on puisse négliger l'influence bienfaisante sur la production de la part d'un corps aussi compétent. La seule chose essentielle, réellement utile et nécessaire à faire, c'est de modifier la manière de ratification des concessions pour éviter les lenteurs inutiles et préjudiciables. Le droit de donner des concessions doit passer au pouvoir exécutif au lieu de rester au pouvoir législatif. Du reste, c'est une opinion plus ou moins générale que j'approuve et accepte pleinement.

Il ne me reste, pour terminer l'étude de l'action du Gouvernement dans ce domaine, qu'à mentionner les secours financiers et directs que le Gouvernement a continué à donner à toutes les branches de la production nationale.

Sauf les crédits modestes budgétaires, les Ministres de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie ont eu, depuis I89I, à leur disposition les produits nets de la Loterie privilégiée du Royaume Serbe. La somme totale de ces produits était de 6.264.000 francs depuis I89I jusqu'à I906. Cette somme était employée à aider toutes les branches de la production nationale, mais d'une façon peu rationnelle.

De I906 à I909, les produits nets de la Lotarie ont donné une somme de 1.772.000 francs. Le Gouvernement l'a employée toute entière au but poursuivi depuis la fondation de cette institution utile, t^achant de parer aux défauts et à la désorganisation antérieurs.

Cet appui financier était très nécessaire, mais insuffisant puisque la production se trouvait dans une situation extraordinaire. C'est pourquoi le Gouvernement a décidé de faire un emprunt de 3000.000 francs, dans le but de l'employer avec plus de système et plus de concentration.

Conclusion- Pour pouvoir bien juger de l'action du Gouvernement et des résultats qu'il a obtenus, il faut se rappeler toutes les difficultés que j'ai exposées dans ce chapitre. L'action du Gouvernement était presque isolée; car non seulement il n'avait aucun aide efficace de la part des particuliers ou des institutions spéciales, mais il avait aussi à combattre des préjugés tenant à la routine ou à l'inexpérience. Cela se sentait surtout dans le domaine du commerce extérieur.

Mais ce qui a beaucoup aidé le Gouvernement dans sa tâche difficile, c'était l'appui moral de toute la nation: partout il a rencontré les manifestations de la grande idée de l'émancipation économique. Puisque cette oeuvre nationale

était énorme et complexe, il était bien de faire pour le mieux. Bref, l'action du Gouvernement était presque toujours approuvée, car on trouvait qu'elle donnait des résultats satisfaisants, sinon inattendus.

B - LES TRANSFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR. *)

Les mouvements généraux du commerce extérieur.

Après que les relations non conventionnelles entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ont commencé, une opinion générale s'est constituée que la petite Serbie capitulerait devant l'ennemie puissante du nord. Mais on a bien vite constaté que cette opinion était inexacte et que la crainte serbe n'était pas fondée, car notre commerce d'exportation a trouvé assez vite de nouveaux débouchés et les produits serbes ont acquis une bonne renommée sur d'autres marchés.

Au lieu d'un arrêt préjudiciable, il ne s'effectue que des changements de destinations et de résultats dans le commerce d'exportation de la Serbie. Une augmentation naturelle et logique s'ajoute dans toutes les branches du commerce extérieur pour accuser un progrès économique considérable. Ce chapitre sera consacré à démontrer ces constatations.

Le commerce général- Le mouvement total du commerce général s'est élevé en l'année I9I0 par valeur à 240848559 dinars (francs). Pendant la dernière période quenquennale, I905-I909 le mouvement annuel moyen a atteint la somme de I87 299 445 dinars. Donc, l'augmentation de l'année I9I0 par rapport au mouvement annuel moyen de la période quenquennale a été de 53 549 114 dinars ou de 28.57%.

L'augmentation du commerce général pendant l'année I9I0, par rapport à l'augmentation du mouvement annuel moyen de la dernière période quenquennale se répartit comme suit:

a- L'importation, par quantité, plus 62 950 788 Kgrs et par valeur 32 332 779 dinars ou 29.35%.

b- L'exportation, par quantité 122 589 956 Kgrs, et par valeur 28790 058 ou 22.60%.

On voit bien l'augmentation de l'importation plus forte que l'augmentation de l'exportation; leur rapport est de 1: 1.2986.

Le commerce spécial- Le mouvement général s'est élevé en l'année I9I0 à I83 083 669 dinars. Le mouvement annuel moyen pendant la dernière période quenquennale (I905-I909) a atteint I43 IOI I36 dinars. Par conséquent l'augmentation de l'année I9I0 est de plus 39 982 533 dinars ou 27.95%.

La répartition de cette augmentation est la suivante:

a- L'importation, par quantité 36 363 080 Kgrs et par valeur 20 759 0I8 dinars ou 32.47%.

b- L'exportation, par quantité 92 424 446 Kgrs et par valeur 19 223 515 dinars ou 24.40%.

L'augmentation de l'importation par rapport à l'exportation a été de 1 535 503 dinars ou de 7.91%.

---

*) Le matériel de ce chapitre est presque entièrement emprunté de la „Statistique du commerce extérieur du Royaume de Serbie [illegible]

était énorme et complexe, il était bien de faire pour le mieux. Bref, l'action du Gouvernement était presque toujours approuvée, car on trouvait qu'elle donnait des résultats satisfaisants, sinon inattendus.

B - LES TRANSFORMATIONS DU COMMERCE EXTERIEUR.*)

Les mouvements généraux du commerce extérieur.

Après que les relations non conventionnelles entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie ont commencé, une opinion générale s'est constituée que la petite Serbie capitulerait devant l'ennemie puissante du nord. Mais on a bien vite constaté que cette opinion était inexacte et que la crainte serbe n'était pas fondée, car notre commerce d'exportation a trouvé assez vite de nouveaux débouchés et les produits serbes ont acquis une bonne renommée sur d'autres marchés.

Au lieu d'un arrêt préjudiciable, il ne s'effectue que des changements de destinations et de résultats dans le commerce d'exportation de la Serbie. Une augmentation naturelle et logique s'ajoute dans toutes les branches du commerce extérieur pour accuser un progrès économique considérable. Ce chapitre sera consacré à démontrer ces constatations.

Le commerce général- Le mouvement total du commerce général s'est élevé en l'année 1910 par valeur à 240838559 dinars (francs). Pendant la dernière période quenquennale, 1905-1909 le mouvement annuel moyen a atteint la somme de 187 299 445 dinars. Donc, l'augmentation de l'année 1910 par rapport au mouvement annuel moyen de la période quenquennale a été de 53 549 114 dinars ou de 28.57%.

L'augmentation du commerce général pendant l'année 1910, par rapport à l'augmentation du mouvement annuel moyen de la dernière période quenquennale se répartit comme suit:

a- L'importation, par quantité, plus 62 950 738 Kgrs et par valeur 32 332 779 dinars ou 29.35%.

b- L'exportation, par quantité 122 539 956 Kgrs, et par valeur 23790 058 ou 22.60%.

On voit bien l'augmentation de l'importation plus forte que l'augmentation de l'exportation; leur rapport est de: 1.2986.

Le commerce spécial- Le mouvement général s'est élevé en l'année 1910 à 183 083 659 dinars. Le mouvement annuel moyen pendant la dernière période quenquennale (1905-1909) a atteint 143 101 136 dinars. Par conséquent l'augmentation de l'année 1910 est de plus 39 982 533 dinars ou 27.95%.

La répartition de cette augmentation est la suivante:

a- L'importation, par quantité 35 363 060 Kgrs et par valeur 20 759 018 dinars ou 32.47%.

b- L'exportation, par quantité 92 434 446 Kgrs et par valeur 19 223 515 dinars ou 24.40%.

L'augmentation de l'importation par rapport à l'exportation a été de 1 535 503 dinars ou de 7.91%.

*) Le matériel de ce chapitre est presque entièrement emprunté de la "Statistique du commerce extérieur du Royaume de Serbie

L'augmentation rapide du commerce d'importation commence en l'année 1907, car pour toutes les autres années antérieures l'importation a été beaucoup moindre. Si l'on compare les trois dernières périodes quenquennales, d'après le mouvement annuel moyen, avec l'importation de l'année 1910, on s'assure que l'importation de l'année 1910 est plus forte que toutes les autres importations antérieures. Le tableau suivant le démontrera:

Années	Importation annuelle moyenne	Augmentation de l'année 1910 par rapport aux années précédentes
1895 - 99	37 906 576 dinars	+46 789 065 ou 123.27%
1900 - 04	49 521 352 "	+35 174 289 " 77.09%
1905 - 08	63 936 628 "	+20 759 018 " 32.47%
1909	73 536 086 "	+11 159 555
1910	84 695 641 "	

Tous les produits importés de l'étranger dans le Royaume de Serbie, sauf les matières brutes et les marchandises qui ne peuvent pas être produites en Serbie, (telles que les produits coloniaux, le pétrole, le sel, etc.), étaient, en grande partie, des produits industriels ou en général manufactures. La production manufacturée (industrielle) en Serbie n'était pas en état de satisfaire à la consommation générale. A ce point de vue, on ne peut constater en 1910, de grands changements, quoique l'industrie serbe ait fait un certain progrès. Donc, les articles d'importations sont restés les mêmes et en des proportions plus ou moins constantes.

Le commerce d'exportation a considérablement augmenté par rapport aux années antérieures, comme on peut en juger d'après le tableau suivant:

Années	Exportation annuelle moyenne	Augmentation de l'année 1910 par rapport aux années précédentes
1895 - 99	55 090 443 dinars	+ 43 297 597 ou 78.59%
1900 - 04	65 295 957 "	+ 33 092 081 " 50.69%
1905 - 09	71 996 254 "	+19 223 515 " 24.24%
1909	92 981 755 "	5 406 283
1910	98 388 038 "	

L'augmentation rapide du commerce d'importation commence en l'année 1907, car pour toutes les autres années antérieures l'importation a été beaucoup moindre. Si l'on compare les trois dernières périodes quenquennales, d'après le mouvement annuel moyen, avec l'importation de l'année 1910, on s'assure que l'importation de l'année 1910 est plus forte que toutes les autres importations antérieures. Le tableau suivant le démontrera:

Années	Importation annuelle moyenne	Augmentation de l'année 1910 par rapport aux années précédentes
1895 - 99	37 906 576 dinars	+46 789 065 ou 123.43%
1900 - 04	49 521 352 "	+35 174 289 " 71.03%
1905 - 08	63 936 628 "	+20 759 018 " 32.47%
1909	73 536 086 "	+11 159 555
1910	84 695 641 "	

Tous les produits importés de l'étranger dans le Royaume de Serbie, sauf les matières brutes et les marchandises qui ne peuvent pas être produites en Serbie,(telles que les produits coloniaux, le pétrole, le sel, etc.), étaient, en grande partie, des produits industriels ou en général manufacturés. La production manufacturée (industrielle) en Serbie n'était pas en état de satisfaire à la consommation générale. A ce point de vue, on ne peut constater en 1910, de grands changements, quoique l'industrie serbe ait fait un certain progrès. Donc, les articles d'importations sont restés les mêmes et en des proportions plus ou moins constantes.

Le commerce d'exportation a considérablement augmenté par rapport aux années antérieures, comme on peut en juger d'après le tableau suivant:

Années	Exportation annuelle moyenne	Augmentation de l'année 1910 par rapport aux années précédentes
1895 - 99	55 090 443 dinars	+43 297 597 ou 78.59%
1900 - 04	65 295 951 "	+33 092 087 " 50.68%
1905 - 09	74 996 254 "	+19 223 517 " 24.28%
1909	92 981 755 "	5 406 283
1910	98 388 038 "	

Les articles d'exportation considérés comme ceux du Royaume de Serbie représentent, pendant l'année 1910, 97.87% de l'exportation totale, tandis que les autres articles ne représentent que 2.13% de cette exportation.

Tous les produits d'exportation du Royaume de Serbie peuvent être groupés selon la manière dont ils sont exportés, en deux catégories principales:

1°- en matières brutes, et

2°- en produits manufacturés? La plupart des produits d'exportation appartient à la première catégorie, c'est-à-dire aux matières brutes, et, eu égard à la nature de leurs matières, ces produits sont les produits du bétail, agricoles, forestiers et des mines. Le deuxième groupe embrasse les produits domestiques des artisans et industriels, qui sont exportés comme produits manufacturés.

Le tableau suivant montre les exportations de matières brutes de 1906 à 1910.

Années	Valeurs d'exportation en millions de dinars	Le % de l'exportation totale annuelle	Différence par rapport à l'année 1910, en millions
1910	62.7	63.73 %	
1909	71.5	75.14 %	+ 8.8
1908	39.6	50.89 %	-23.1
1907	43.4	53.25 %	-19.3
1906	43.6	60.89 %	-19.1

Ce deuxième tableau montre les exportations des produits manufacturés pendant les mêmes années.

Années	Valeurs d'exportation en millions de dinars	Le % de l'exportation totale annuelle	Différence par rapport à l'année 1910, en millions
1910	33.7	36.27 %	
1909	19.2	24.86 %	-14.5
1908	38.5	49.11 %	+ 4.8
1907	37.4	46.75 %	+ 3.7
1906	27.0	39.11 %	-6.7

Mais d'une façon moins générale, jusqu'à 1905 inclusivement, notre exportation se composait exclusivement pour ainsi dire de trois articles: le bétail, les céréales et les fruits, et ils fournissaient une valeur d'environ 85% sur l'exportation totale annuelle, tandis que tous les autres articles exportés représentaient le reste de 15%. Ces trois articles principaux restent, il est vrai, dans la nouvelle période aussi, mais la proportion qu'ils y occupent est beaucoup plus faible. Au lieu de 85%, elle

est de 76%. Cela s'explique, d'une part par l'augmentation des autres articles qui auparavant s'exportaient en très petites quantités, et d'autre part par l'exportation d'articles tout-à-fait nouveaux.

Pays de provenance et pays de destination- La direction du mouvement du commerce extérieur du Royaume de Serbie a beaucoup changée depuis 1906, aussi bien pour l'exportation que pour l'importation, par rapport à toutes les années antérieures, pour deux raisons:

1°- La rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie, la principale importatrice en Serbie, et le pays qui détenait jusque là la part de lion dans notre exportation, nous a fait trouver de nouveaux débouchés, et

2°- La Serbie a conclu, avant ou après l'année 1906, une série de traités de commerce avec les autres Etats, ce qui a favorisé un commerce réciproque plus mouvementé aux dépens de l'Empire Austro-Hongrois.

Depuis l'année 1906, le commerce d'importation et d'exportation a commencé à se développer rapidement, avec tous les autres pays, sauf avec l'Autriche-Hongrie, pour laquelle on aperçoit d'une année à l'autre, une diminution continuelle aussi bien de l'importation que de l'exportation. Pour le démontrer, nous n'irons pas plus loin en arrière de 1900, car le quenquennal de 1900-1905 nous représente les rapports des chiffres à peu près semblables à ceux des quenquennaux antérieurs. La comparaison des faits de ce quenquennal avec ceux de celui de 1905-1910 nous montrera très bien le grand changement des destinations, et des provenances dans le commerce extérieur de la Serbie.

Je donnerai d'abord le tableau suivant, que j'ai emprunté à la Statistique officielle du commerce extérieur de la Serbie:

Pays de provenance ou de destination	De l'importation annuelle totale			En l'année 1910 plus ou moins que dans la période		De l'exportation annuelle totale			En l'année 1910 plus ou moins que dans la période	
	1900 à 1904	1905 à 1909	1910	1900 à 1903	1905 à 1909	1900 à 1904	1905 à 1909	1910	1900 à 1904	1905 à 1909
	pour cent					pour cent				
Amérique	1,88	0,82	1,19	-0,69	+0,37	—	1,16	3,93	+3,93	+2,77
Autr.-Hongrie	55,56	42,64	19,07	-36,49	-23,57	84,82	41,39	18,11	-66,71	-23,28
Belgique	0,82	1,37	1,06	+0,24	-0,31	1,13	11,31	16,40	+15,27	+5,09
Bosnie	0,10	0,12	0,25	+0,15	+0,13	0,28	0,14	0,12	-0,16	-0,02
Bulgarie	1,20	1,33	0,57	-0,63	-0,76	1,16	3,12	4,20	+3,04	+1,08
Grèce	0,96	0,53	0,46	-0,50	-0,07	0,02	0,23	—	-0,02	-0,23
Egypte	—	—	—	—	—	—	0,71	—	—	-0,71
Angleterre	8,49	11,06	13,49	+5,00	+2,43	0,57	0,75	1,70	+1,13	+0,95
Italie	1,85	2,79	4,30	+2,45	+1,51	0,18	2,91	1,09	+0,91	-1,82
Allemagne	16,81	25,74	41,33	+24,52	+15,59	5,81	20,96	22,27	+16,46	+1,31
Roumanie	2,06	1,75	1,40	-0,66	-0,35	2,23	2,51	6,70	+4,47	+4,19
Russie	1,28	1,73	2,15	+0,87	+0,42	0,32	0,82	0,01	-0,31	-0,81
Turquie	3,38	4,86	7,02	+3,64	+2,16	2,63	10,75	23,85	+21,22	+13,10
France	3,57	2,87	4,25	+0,68	+1,38	0,57	2,92	1,20	+0,63	-1,72
Hollande	0,62	0,64	0,90	+0,28	+0,26	0,05	0,13	0,31	+0,26	+0,18
Monténégro	0,10	0,06	0,05	-0,05	-0,01	0,01	—	0,04	+0,03	+0,04
Suisse	1,32	1,66	2,32	+1,00	+0,66	0,22	0,14	0,07	-0,15	-0,07
Suède	—	0,02	0,09	+0,09	+0,07	—	0,05	—	—	-0,05
Espagne	—	0,01	0,10	+0,10	+0,09	—	—	—	—	—

est de 76%.Cela s'explique,d'une part par l'augmentation des autres articles qui auparavant s'exportaient en très petites quantités,et d'autre part par l'exportation d'articles tout-à-fait nouveaux.

Pays de provenance et pays de destination- La direction du mouvement du commerce extérieur du Royaume de Serbie a beaucoup changée depuis 1906,aussi bien pour l'exportation que pour l'importation, par rapport à toutes les années antérieures, pour deux raisons:

1° La rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie,la principale importatrice en Serbie, et le pays qui détenait jusque là la part de lion dans notre exportation,nous a fait trouver de nouveaux débouchés,et

2°- La Serbie a conclu, avant ou après l'année 1906, une série de traités de commerce avec les autres Etats, ce qui a favorisé un commerce réciproque plus mouvementé aux dépens de l'Empire Austro-Hongrois.

Depuis l'année 1906, le commerce d'importation et d'exportation a commencé à se développer rapidement,avec tous les autres pays,sauf avec l'Autriche-Hongrie,pour laquelle on aperçoit d'une année à l'autre,une diminution continuelle aussi bien de l'importation que de l'exportation.Pour le démontrer,nous n'irons pas plus loin en arrière de 1900,car le quenquennal de 1900-1905 nous représente les rapports des chiffres à peu près semblables à ceux des quenquennaux antérieurs.La comparaison des faits de ce quenquennal avec ceux de celui de 1905-1910 nous montrera très bien le grand changement des destinations,et des provenances dans le commerce extérieur de la Serbie.

Je donnerai d'abord le tableau suivant, que j'ai emprunté à la Statistique officielle du commerce extérieur de la Serbie:

Pays de provenance ou de destination	De l'importation annuelle totale 1900 à 1904	1905 à 1909	1910	En l'année 1910 plus ou moins que dans la période 1900 à 1903	1905 à 1909	De l'exportation annuelle totale 1900 à 1904	1905 à 1909	1910	En l'année 1910 plus ou moins que dans la période 1900 à 1904	1905 à 1909
	pour cent					pour cent				
	1,88	0,82	1,19	-0,69	+0,37	—	1,46	3,93	+3,93	+2,47
...ongrie	57,56	42,64	19,07	-36,49	-23,57	84,82	41,39	18,11	-66,71	-23,28
	0,82	1,37	1,06	+0,24	-0,31	1,13	11,31	16,40	+15,27	+5,09
	0,10	0,12	0,25	+0,15	+0,13	0,28	0,14	0,12	-0,16	-0,02
	1,20	1,33	0,57	-0,63	-0,76	1,16	3,12	4,20	+3,04	+1,08
	0,96	0,53	0,46	-0,50	-0,07	0,02	0,23	—	-0,02	-0,23
	—	—	—	—	—	—	0,71	—	—	-0,71
...erre	8,49	11,06	13,49	+5,00	+2,43	0,57	0,75	1,70	+1,13	+0,95
	1,85	2,79	4,30	+2,45	+1,51	0,18	2,91	1,09	+0,91	-1,82
...agne	16,81	25,74	41,33	+24,52	+15,59	5,81	20,96	22,27	+16,46	+1,31
...anie	2,06	1,75	1,40	-0,66	-0,35	1,23	1,51	6,70	+4,47	+4,19
	1,28	1,73	2,15	+0,87	+0,42	0,32	0,82	0,01	-0,31	-0,81
...uie	3,38	4,86	7,02	+3,64	+2,16	2,63	10,75	23,85	+21,22	+13,10
...ce	3,57	2,87	4,25	+0,68	+1,38	0,57	2,92	1,20	+0,63	-1,72
...ande	0,62	0,64	0,90	+0,28	+0,26	0,05	0,13	0,31	+0,26	+0,18
...égro	0,10	0,06	0,05	-0,05	-0,01	0,01	—	0,04	+0,03	+0,04
	1,32	1,66	2,32	+1,00	+0,66	0,22	0,14	0,07	-0,15	-0,07
	—	0,02	0,09	+0,09	+0,07	—	0,05	—	—	-0,05
	—	0,04	0,10	+0,10	+0,06	—	—	—	—	—

Le commerce avec l'Autriche-Hongrie a diminué en l'année I9I0, par rapport à la période quenquennale I900-I904, pour l'importation de 36.49% et pour l'exportation de 66.71%, tandis qu'il a diminué par rapport à la période quenquennale I905-I909; pour l'importation de 23.57% et pour l'exportation de 23.28%. Cependant le commerce d'importation en I9I0, par rapport aux deux dernières périodes quenquennales, indique une augmentation considérable pour l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la Turquie, tandis que le commerce d'exportation a augmenté considérablement pour la Turquie, la Belgique, l'Allemagne, la Bulgarie et la Roumanie.

L'augmentation du commerce d'importation et d'exportation de la Serbie avec les Etats cités est proportionnelle à la diminution du commerce d'importation et d'exportation avec l'Autriche-Hongrie, ce que nous montrent les chiffres des deux tableaux suivants:

Exportation.

Années	Autriche-Hongrie		Les autres pays	
	Valeurs en dinars	Le % de l'exportation totale	Valeurs en din.	Le % de l'exportation totale
1900-1904	55 282 877	84.82 %	10 013 080	15.18 %
1905-1909	31 475 608	41.39 %	40 520 666	59.61 %
1910	17 821 873	18.11 %	80 566 155	81.89 %

Importation.

Années	Autriche-Hongrie		Les autres pays	
	Valeurs en dinars	Le % de l'importation totale	Valeurs en dinars	Le % de l'importation totale
1900-1904	29 132 101	55.56 %	20 489 251	44.44 %
1905-1909	26 026 247	42.64	37 910 376	57.36
1910	16 148 247	19.07	68 547 394	80.93

Maintenant, il me reste à exposer comment se sont produits les changements dans le commerce extérieur pendant les années qui nous intéressent spécialement, c'est-à-dire de I905 à I9I0, pour chaque année séparément. L'année I905 représente une année conventionnelle, donc normale; les années I909 et I9I0 étaient en pleine guerre douanière, tandis que les autres, I906, I907, I908 ont eu des intermittences de relations commerciales. C'est ce que nous expliquera le tableau suivant, emprunté aussi à la Statistique officielle.

Le commerce avec l'Autriche-Hongrie a diminué en l'année 1910, par rapport à la période quenquennale 1900-1904, pour l'importation de 36.49% et pour l'exportation de 66.71%, tandis qu'il a diminué par rapport à la période quenquennale 1905-1909; pour l'importation de 23.57% et pour l'exportation de 23.28%. Cependant le commerce d'importation en 1910, par rapport aux deux dernières périodes quenquennales, indique une augmentation considérable pour l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la Turquie, tandis que le commerce d'exportation a augmenté considérablement pour la Turquie, la Belgique, l'Allemagne, la Bulgarie et la Roumanie.

L'augmentation du commerce d'importation et d'exportation de la Serbie avec les Etats cités est proportionnelle à la diminution du commerce d'importation et d'exportation avec l'Autriche-Hongrie, ce que nous montrent les chiffres des deux tableaux suivants:

Exportation.

Années	Autriche-Hongrie		Les autres pays	
	Valeurs en dinars	le % de l'exportation totale	Valeurs en dinars	le % de l'exportation totale
1900-1904	55 282 877	84.82 %	10 013 080	15.18 %
1905-1909	34 475 608	44.39 %	40 520 666	53.61 %
1910	17 821 873	18.11 %	80 566 155	81.89 %

Importation.

Années	Autriche-Hongrie		Les autres pays	
	Valeurs en dinars	le % de l'importation totale	Valeurs en dinars	le % de l'importation totale
1900-1904	29 132 104	57.56 %	20 189 257	44.44 %
1905-1909	26 026 247	12.64	57 910 376	57.36
1910	16 148 247	19.07	68 547 394	80.93

Maintenant, il me reste à exposer comment se sont produits les changements dans le commerce extérieur pendant les années qui nous intéressent spécialement, c'est-à-dire de 1905 à 1910, pour chaque année séparément. L'année 1905 représente une année conventionnelle, donc normale; les années 1909 et 1910 étaient en pleine guerre douanière, tandis que les autres, 1906, 1907, 1908 ont eu des intermittences de relations commerciales. C'est ce que nous expliquera le tableau suivant, emprunté aussi à la Statistique officielle.

Pays	Importation 1905	1906	1907	1908	1909	1910	En l'année 1910 + ou – qu'en 1909	Exportation 1905	1906	1907	1908	1909	1910	En 1910 + ou – qu'en 1909
	valeurs en 1000 dinars							Valeurs en 1000 dinars						
gérie	–	–	–	–	–	–	–	–	12,6	–	–	–	–	–
mérique	1,298.8	–	186.0	473.9	869.9	1,011.3	+ 141.4	–	–	2.6	1,985.6	3,005.0	3,867.4	+862.4
tr.-Hongrie	33,375.5	22,206.4	25599.9	32,151.9	17797.3	16,148.2	– 1,649.1	64,712.4	30,036.4	12,032.3	21,501.4	29.096	17,821.9	–11,274.2
elgique	356.0	382.9	755.6	1601.5	1588.6	899.8	–688.8	4,323.1	6,858.9	13.010.8	16,133.7	9,906	16,137.2	+6,237.2
osnie	38.2	21.2	50.0	119.7	168.3	208.1	+ 38.8	157.5	157.5	103.1	65,2	88.5	120.3	+ 31.0
ulgarie	1,325.1	504.0	308.3	294.0	350.7	482.8	+132.0	1,220.5	3,694.9	1994.5	1,860.0	3,633	4,132.0	+499.0
rèce	207.7	104.1	318.6	314.6	140.0	387.0	+ 247.0	–	420.8	59.7	224.1	191.4	–	– 191.4
anemark	–	–	2.3	0.8	0.4	25.8	+ 25.0	–	–	8.0	–	–	–	–
gypte	–	–	–	16.0	31.2	–	– 31.2	–	–	1,037.1	460.6	1,211.3	–	–1,211.0
ngleterre	5,313.8	4,562.9	10 220.2	8803.3	7,585.2	11,424.9	+3839.7	–	65.5	2,337.4	498.7	142.3	1,672.3	+1,930.9
talie	782.8	936.7	2299.4	2271.7	2,344.9	3,644.9	+1300.0	65.4	572.3	4,898.8	3490.0	3,046.6	1,069.7	–1,976.9
llemagne	6,262.3	9,732.7	20[illegible].3	21 361.3	28,851.7	34,975.8	+ 6,124.1	2,116.8	18,057.8	32,925.6	14,018.9	15,594.7	21,914.8	+ 6,320.0
Norvège	–	–	23.4	2.5	2.4	2.7	+ 0.3	–	46.1	255.0	–	–	16.0	+ 16.0
ortugal	–	–	2.6	1.9	11.1	11.0	– 0.1	–	–	–	–	–	–	–
oumanie	620.2	769.1	1.752.0	734.4	1,612.8	1,180.3	–439.5	1,097.3	2,354.4	1,187.0	3,004.1	2,281.8	6,557	+ 428.8
ussie	905.5	1,218.2	353.6	1010.9	1932.3	1,823.1	– 109.2	15.0	151.6	3,134.7	23.5	20.3	13.6	– 6.8
urquie	2,602.6	1,845.8	3.326.5	3146.5	4855.6	5,934.6	+1,079.0	2,245.6	5,410.9	4,379.3	10,986.1	21,974.1	23,470	+ 1,496.2
France	819.3	1,142.6	2.428.6	1536.0	3536.4	3,603.6	+ 67.1	36.6	3,353.2	2,704.4	3,042.7	2,429	1,191.1	– 1,238.5
ollande	103.3	226.5	1121.6	319.5	350.6	760.2	+ 409.6	–	87.2	–	–	200.5	302.0	+ 100.5
onténégro	34.9	23.7	62.5	46.3	43.7	73.8	+ 0.1	3.3	8.1	1.1	9.4	9.5	30.0	+ 20.5
uisse	653.2	645.7	1423.8	1336.7	1376.3	1968.5	+ 591.2	2.3	18.1	315.8	90.7	156.0	58.3	– 97.7
uède	–	–	11.5	22.4	40.8	73.4	+ 32.6	–	–	204.2	–	–	–	–
spagne	–	4.8	15.6	11.4	35.8	86.5	+50.7	–	–	–	71.8	–	–	–
En tout	55,600.6	44,328.6	70,583.3	75635.4	73,535.0	84695.6	+ 11,160.6	71,996.2	71,604.0	81,491.2	77,749	92,981.7	98,388	+ 5,406.3

D'une façon générale, ce tableau nous montre que:

1°- Le commerce d'exportation et d'importation avec l'Autriche-Hongrie a diminué très sensiblement, et cette diminution est plus importante pour le commerce d'importation.

2°- Les autres pays se sont partagés la part de lion que tenait l'Autriche-Hongrie auparavant, et le trafic de presque tous marque des augmentations de plus en plus accentuées d'une année à l'autre.

3°- Parmi ces pays, l'Allemagne a pris la place la plus importante, ce qui peut s'expliquer d'abord par son expansion commerciale générale, et puis parcequ'elle était la plus favorablement placée à tous les points de vue pour prendre une part prépondérante dans le trafic du Royaume de Serbie.

4°- Après l'Allemagne, pour le commerce d'importation, se rangent: l'Angleterre, la Turquie, l'Italie, la France, etc.; pour le commerce d'exportation, cet ordre change: viennent d'abord la Turquie, la Bulgarie, l'Italie, la France, etc.

5°- Les places qu'occupent la Roumanie, la Bulgarie et la Turquie ne sont pas justifiées en réalité, car nos douanes enregistrent dans le trafic avec ces pays les marchandises qui ne font réellement qu'un transit pour aller plus loin, en Italie, Belgique, France, etc; par conséquent le trafic avec ces pays occupe des places plus importantes, mais on ne peut les apprécier que d'une façon incertaine.

<u>Le transit</u>- Il est intéressant de donner quelques statistiques principales pour pouvoir apprécier l'importance de plus en plus croissante du trajet de la grande

ligne de chemin de fer de Vienne à Constantinople et à Salonique à travers le territoire de la Serbie.

Le commerce du transit a beaucoup augmenté en l'année I9I0 par rapport à toutes les années antérieures, car la valeur du transit s'élève en cette année à 57 764 890. L'augmentation du transit en l'année I9I0, par rapport à la moyenne annuelle du transit dans la période quenquennale I900-I904, s'élève à 29 480 221. Cette augmentation de l'année I9I0 par rapport à la moyenne annuelle du transit dans la période I905-I909 a atteint 9 556 560 dinars.

Le commerce du transit a toujours conservé la même direction, c'est-à-dire de l'oeust de l'Europe à l'Orient, et réciproquement, ou plus exactement des pays industriels à la Turquie et la Bulgarie qui expédient pour la plus grande partie les matières brutes. Le transit pour la Turquie et la Bulgarie ensemble est presque trois fois plus fort que le transit de la Bulgarie et de la Turquie pour les pays de l'Ouest de l'Europe.

Ce commerce du transit a encore beaucoup de chances d'accroitre considérablement par l'établissement de la grande ligne de chemin de fer du Danube à l'Adriatique, dont la construction n'est plus qu'une question de temps.

Les changements dans le commerce de l'exportation et de l'importation pour chaque produit en particulier- Le commerce d'animaux- J'examinerai d'abord l'exportation et l'importation des animaux de la race bovine. A ce sujet, on peut faire quatre constatations:

1°- Le nombre d'animaux exportés dans la période de rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie est sensiblement moindre qu'il n'était dans les années antérieures, comme l'indique le tableau suivant:

Années	Nombre de boeufs exportés	Valeurs en dinars
années antérieures	65 000 (en moyen)	10 - 11 000 000
1906	10 928	1 762 012
1907	13 248	2 033 976
1908	20 690	2 960 252
1909	35 309	6 399 960
1910	36 546	7 509 460

La dépréciation subite de l'année I906 s'explique très bien par les difficultés qui s'opposaient à la recherche de nouveaux débouchés après la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie. D'un autre côté, le relèvement de plus en plus accentué dans les années qui suivent montre combien les efforts de la Serbie ont obtenus des résultats assez satisfaisants.

2°- Pendant les périodes conventionnelles, avant la

ligne de chemin de fer de Vienne à Constantinople et à Salonique à travers le territoire de la Serbie.

Le commerce du transit a beaucoup augmenté en l'année 1910 par rapport à toutes les années antérieures, car la valeur du transit s'élève en cette année à 57 764 890. L'augmentation du transit en l'année 1910, par rapport à la moyenne annuelle du transit dans la période quenquennale 1900-1904, s'élève à 29 480 221. Cette augmentation de l'année 1910 par rapport à la moyenne annuelle du transit dans la période 1905-1909 a atteint 9 556 560 dinars.

Le commerce du transit a toujours conservé la même direction, c'est-à-dire de l'ouest de l'Europe à l'Orient, et réciproquement, ou plus exactement des pays industriels à la Turquie et la Bulgarie qui expédient pour la plus grande partie les matières brutes. Le transit pour la Turquie et la Bulgarie ensemble est presque trois fois plus fort que le transit de la Bulgarie et de la Turquie pour les pays de l'Ouest de l'Europe.

Ce commerce du transit a encore beaucoup de chances d'accroître considérablement par l'établissement de la grande ligne de chemin de fer du Danube à l'Adriatique, dont la construction n'est plus qu'une question de temps.

<u>Les changements dans le commerce de l'exportation et de l'importation pour chaque produit en particulier</u>

<u>Le commerce d'animaux</u>- J'examinerai d'abord l'exportation et l'importation des animaux de la race bovine. A ce sujet, on peut faire quatre constatations:

1°- Le nombre d'animaux exportés dans la période de rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie est sensiblement moindre qu'il n'était dans les années antérieures, comme l'indique le tableau suivant:

Années	Nombre de boeufs exportés	Valeur en dinars
années antérieures	65 000 (en moyen)	10 - 11 000 000
1906	10 928	1 762 012
1907	13 248	2 033 976
1908	20 690	2 960 252
1909	35 309	6 393 960
1910	36 546	7 509 460

La dépréciation subite de l'année 1906 s'explique très bien par les difficultés qui s'opposaient à la recherche de nouveaux débouchés après la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie. D'un autre côté, le relèvement de plus en plus accentué dans les années qui suivent montre combien les efforts de la Serbie ont obtenu des résultats assez satisfaisants.

2°- Pendant les périodes conventionnelles, avant la

guerre douanière, toute l'exportation des animaux, à part quelques exceptions insignifiantes, étaient dirigée vers l'Autriche-Hongrie; pendant la guerre douanière cette direction change complètement, les autres pays: la Turquie, l'Italie, l'Egypte et, partiellement, la Bulgarie, la Grèce et la France x deviennent les nouveaux consommateurs de nos boeufs.

Prenons deux années différentes, l'une avant, l'autre après la rupture des relations commerciales, et la comparaison des chiffres d'exportation nous montrera ce changement:

Années	Total	Autr.-Hongrie	Egypte	Bulgarie	Italie	Turquie	France
1905	72 415	61 937	–	89	–	88	–
1907	13 248	–	3 432	608	3832	4031	2100

Donc, au lieu d'un seul marché, la Serbie en a conquis cinq, et, après le rétablissement des relations conventionnelles en 1910, six pour son exportation de boeufs.

L'Italie occupe la première place, car elle absorbe les 3/4 du total des boeufs exportés; l'Egypte et la Turquie se partagent à peu près également les 3/4 (la dernière partie); le reste revient à Malte et la Grèce. L'exportation en Egypte est restée pendant tout le temps plus ou moins stationnaire, tandis que l'Italie nous achetait de plus en plus nos boeufs d'une année à l'autre.

3°- Les changements au point de vue de destination correspondent aux changements au point-de-vue de qualité, c'est-à-dire de valeur moyenne des animaux exportés. Les chiffres suivants le montrent bien:

Années	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Valeurs moyennes en dinars	144	146	161	154	144	180	206

Puisque les frais de transport et tous les droits par tête sont les mêmes, soit que le poids soit de 300 ou 600Kgs l'exportation des animaux plus gros était plus rémunératrice que l'exportation de ceux qui étaient d'un poids moindre, d'autant plus que les nouveaux marchés étaient plus éloignés et par conséquent les frais de transport plus grands. Et puis les nouvelles demandes plus exigeantes nécessitaient de meilleurs articles.

4°- Enfin, il est à remarquer que, dans la nouvelle période, l'exportation des veaux d'âge et de poids différents, s'est augmentée dans une certaine mesure, tandis que l'exportation de cette sorte était très réduite dans les périodes normales.

Par exemple, pendant les périodes conventionnelles,

guerre douanière, toute l'exportation des animaux, à part quelques exceptions insignifiantes, étaient dirigée vers l'Autriche-Hongrie; pendant la guerre douanière cette direction change complètement; les autres pays: la Turquie, l'Italie, l'Egypte et, partiellement, la Bulgarie, la Grèce et la France, deviennent les nouveaux consommateurs de nos boeufs.

Prenons deux années différentes, l'une avant, l'autre après la rupture des relations commerciales, et la comparaison des chiffres d'exportation nous montrera ce changement:

Années	Total	Autr.-Hongrie	Egypte	Bulgarie	Italie	Turquie	France
1905	72 415	71 937	-	89	-	88	-
1907	13 248	-	3 432	608	3 832	4 031	2 100

Donc, au lieu d'un seul marché, la Serbie en a conquis cinq, et, après le rétablissement des relations conventionnelles en 1910, six pour son exportation de boeufs.

L'Italie occupe la première place, car elle absorbe les 3/4 du total des boeufs exportés; l'Egypte et la Turquie se partagent à peu près également les 3/4; le reste revient à Malte et la Grèce. L'exportation en Egypte est restée pendant tout le temps plus ou moins stationnaire, tandis que l'Italie nous achetait de plus en plus nos boeufs d'une année à l'autre.

3°- Les changements au point de vue de destination correspondent aux changements au point-de-vue de qualité, c'est-à-dire de valeur moyenne des animaux exportés. Les chiffres suivants le montrent bien:

Années	1904	1905	1906	1907	1908	1909	1910
Valeurs moyennes en dinars	144	146	161	157	144	180	206

Puisque les frais de transport et tous les droits par tête sont les mêmes, soit que le poids soit de 300 ou 600Kgs l'exportation des animaux plus gros était plus rémunératrice que l'exportation de ceux qui étaient d'un poids moindre, d'autant plus que les nouveaux marchés étaient plus éloignés et par conséquent les frais de transport plus grands. Et puis les nouvelles demandes plus exigeantes nécessitaient de meilleurs articles.

4°- Enfin, il est à remarquer que, dans la nouvelle période, l'exportation des veaux d'âge et de poids différents, s'est augmentée dans une certaine mesure, tandis que l'exportation de cette sorte était très réduite dans les périodes normales.

Par exemple, pendant les périodes conventionnelles,

le nombre moyen de veaux exportés était de 50. L'augmentation de cette exportation se chiffre comme suit:

Années	1906	1907	1908	1909	1910
Nombre d'animaux	108	272	731	1320	119

La tendance vers l'augmentation d'exportation de cet article est évidente. En 1909, on la doit surtout aux marchés italiens, ce qui se répéterait en 1910 si le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie n'avait pas défendu l'exportation des veaux et des bouvillons.

Comme conclusion de tout ce que j'ai constaté pour le commerce d'exportation des animaux de la race bovine, on peut se demander si la mise en vigueur du traité austro-serbe de 1910 aurait une influence sur la nouvelle direction de cette exportation et dans quelle mesure? La réponse la plus probable serait: le nouveau traité de commerce austro-serbe aura une influence sur la nouvelle direction du commerce d'exportation des animaux de la race bovine par la partie du contingent de 15000 animaux, qui diminuera d'une certaine mesure l'exportation sur les nouveaux marchés; cette diminution sera plus sur le compte du marché égyptien et moins sur le compte de l'exportation en Italie, puisque celle-ci est aux mains des commerçants (négociants) italiens et par conséquent, dépend d'eux; audelà du contingent de 15000 animaux, l'exercice sera presque sans influence puisque le droit de trente francs pour 100 Kgrs à l'entrée en Autriche-Hongrie a le caractère prohibitif.

La guerre douanière n'a causé aucun changement dans les importations des articles de race bovine, comme nous le montre très bien ce petit tableau:

Années	1894-1903	1904	1905	1907	1908	1909
Nombre d'animaux	135	128	64	64	8	42

Cela s'explique parfaitement par le but de cette importation qui était toujours nécessité par le besoin d'avoir les sujets de reproduction et d'amélioration de la race bovine en Serbie. C'étaient l'Autriche-Hongrie et la Suisse qui nous en fournissaient des exemplaires. Les importations de quelques animaux de Bulgarie, Turquie et Roumanie étaient de pures exceptions.

La guerre douanière a causé dans l'exportation des porcs aussi des changements très sensibles.

1°- L'exportation des porcs pendant la guerre douanière a considérablement diminué, comme on le voit par le ta-

le nombre moyen de veaux exportés était de 50. L'augmentation de cette exportation se chiffre comme suit:

Années	1906	1907	1908	1909	1910
Nombre d'animaux	108	272	731	1320	119

La tendance vers l'augmentation d'exportation de cet article est évidente. En 1909, on la doit surtout aux marchés italiens, ce qui se répéterait en 1910 si le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie n'avait pas défendu l'exportation des veaux et des bouvillons.

Comme conclusion de tout ce que j'ai constaté pour le commerce d'exportation des animaux de la race bovine, on peut se demander si la mise en vigueur du traité austro-serbe de 1910 aurait une influence sur la nouvelle direction de cette exportation et dans quelle mesure? La réponse la plus probable serait: le nouveau traité de commerce austro-serbe aura une influence sur la nouvelle direction du commerce d'exportation des animaux de la race bovine par la partie du contingent de 15000 animaux, qui diminuera d'une certaine mesure l'exportation sur les nouveaux marchés; cette diminution sera plus sur le compte du marché égyptien et moins sur le compte de l'exportation en Italie, puisque celle-ci est aux mains des commerçants (négociants) italiens et par conséquent, dépend d'eux; au-delà du contingent de 15000 animaux, l'exercice sera presque sans influence puisque le droit de trente francs pour 100 Kgrs à l'entrée en Autriche-Hongrie a le caractère prohibitif.

La guerre douanière n'a causé aucun changement dans les importations des articles de race bovine, comme nous le montre très bien ce petit tableau:

Années	1894-1903	1904	1905	1907	1908	1909
Nombre d'animaux	135	128	64	64	8	42

Cela s'explique parfaitement par le but de cette importation qui était toujours nécessité par le besoin d'avoir les sujets de reproduction et d'amélioration de la race bovine en Serbie. C'étaient l'Autriche-Hongrie et la Suisse qui nous en fournissaient des exemplaires. Les importations de quelques animaux de Bulgarie, Turquie et Roumanie étaient de pures exceptions.

La guerre douanière a causé dans l'exportation des porcs aussi des changements très sensibles.

1° L'exportation des porcs pendant la guerre douanière a considérablement diminué, comme on le voit par le ta-

bleau suivant:

Années	Moyenne des années antérieures	1906	1907	1908	1909	1910
Nombre d'animaux	120 000	67 509	14 825	11 216	~~20~~ 20362	13454

La diminution totale du chiffre d'exportation incombe exclusivement à l'exportation de porcs gras, car non seulement le chiffre des porcs maigres exportés n'est pas diminué, mais il s'est élevé d'une certaine mesure en comparaison des chiffres des années antérieures.

Nous ne trouvons pas ici le succès que j'ai constaté pour l'exportation des animaux de la race bovine. Les causes qui expliquent cet état de choses sont les suivantes:

a- la longueur du voyage comme obstacle à l'exportation est plus sensible à l'exportation de porcs qu'à celle de boeufs,

b- la conjoncture sur les nouveaux marchés est plus faible pour cet article d'exportation que pour les autres animaux, et

c- le Gouvernement serbe, ou plutôt le Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie a fait moins pour l'exportation des porcs vivants que pour celle des animaux de la race bovine; ses soucis étaient plutôt concentrés sur l'exportation des produits de porcs, qui lui paraissaient plus utiles.

2°- Pendant la guerre douanière, au point de vue de destination de l'exportation de porcs, l'Autriche-Hongrie cesse de nous acheter ce produit; sa place est prise, d'abord par la Bulgarie et la Turquie qui étaient toujours nos acheteurs, et puis par l'Italie, la Grèce, l'Egypte, la Roumanie et la France, qui deviennent des marchés tout-à-fait nouveaux pour l'exportation de porcs. Voilà comment ces pays se partagent cette exportation:

és	total de l'exportation		Egypte		Italie		Turquie		Grèce		Bulgario		France		Roumanie	
	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre	gras	maigre
7	14 003	822	4559	240	6806	421	1849	138	154	—	—	—	—		635	—
8	10 503	713	493	—	737	—	2803	—	186	—	2763	453	3043	252	—	—
9	10748	9514	—	—	856	659	6429	2389	—	—	3463	6466	—	—	—	—
0	12028	1434	—	—	275	—	3708	920	—	—	3296	2	—	—	4734	512

bleau suivant:

Dans les dernières années conventionnelles, on a exporté exclusivement des porcs gras, tandis que les chiffres de porcs maigres exportés étaient insignifiants. Pendant la guerre douanière, l'exportation des premiers l'emporte, à vrai dire, sur celle des autres, mais les chiffres de ceux-ci, en comparaison des chiffres de ceux-là augmentent de sorte que, dans certaines années (I909), ces chiffres s'égalisent presque. Quant aux qualités des deux espèces, celle des porcs gras exportés est meilleure pendant les périodes conventionnelles, et celle des porcs maigres est meilleure pendant la guerre douanière.

Il s'est créé comme une espèce spéciale de porcs d'exportation: ce ne sont plus ni des porcs trop gras, ni des porcs trop maigres, mais des porcs qui ont plus de viande, pouvant supporter de longs parcours et assez lourds pour que les frais de transport et les droits donnent une marge de bénéfice.

Pour faire la même conclusion que j'ai faite pour le commerce avec les animaux de la race bovine, on peut donner deux constatations:

a- Le contingent de 50000 têtes que stipulait le traité austro-serbe de I9I0 augmentera sensiblement l'exportation de porcs sans pouvoir atteindre les chiffres des périodes conventionnelles antérieures, du moins pour le moment.

b- Si la Serbie tient à concentrer toute son attention sur l'exportation des porcs gras, le traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie, qui assure l'accès de ces porcs à ses marchés lui est indispensable. Au contraire, ce traité, ou plutôt la clause qui se rapporte au contingent de 50000 têtes, nous est inutile si, au lieu d'exporter des porcs gras, on organise l'exportation des porcs demi-gras; si, au lieu d'exporter des animaux vivants, on exporte des produits de porcs; ou, enfin, si on combine ces deux exportations en organisant l'exportation des porcs demi-gras sur les marchés du Sud en même temps que la préparation des porcs gras au pays et l'exportation de ses produits sur les marchés de l'Ouest de l'Europe. Dans ce dernier cas, le traité qui assure à la Serbie simplement le transit à travers le territoire austro-hongrois est insuffisant.

La guerre douanière a eu une petite influence sur l'exportation des moutons, des chèvres, des agneaux et des chevreaux. La moyenne annuelle des exportations de tous ces articles dans les périodes conventionnelles était de 75-80 000 têtes; pendant la guerre douanière cette exportation se chiffrait:
en I906....66 I94, en I907....65 850, en I908....89 007, en I909...105 004, en I9I0....83 8I8.

Jusqu'en I905 inclusivement, les moutons et les chèvres ne s'exportaient qu'en Turquie (73-90% du total de cette exportation) et en Autriche-Hongrie (10-27%). La rupture des relations commerciales avec celle-ci n'a influencé, au commencement, sur l'exportation de ces articles

que par 10-27% du total. Mais plus tard, avec l'acquisition de nouveaux marchés, l'exportation s'est relevée et elle présente la répartition des chiffres et des destinations suivante:

Années	Total de l'exportation	Italie	Turquie	Grèce	Bulgarie	Egypte	Roumanie
1908	89 007	617	82 767	4418		1195	
1909	105 069		85 824		153	19 087	
1910	83 818		83 785		14		19

Les chiffres de la Turquie sont majorés, par le manque de précision de la part des douanes, aux dépens de ceux de la Grèce et de l'Egypte et jusqu'au chiffre d'environ 15-20000 têtes dont les 3/4 reviendraient à la Grèce et I/4 à l'Egypte.

Dès que le transport et l'organisation de la vente sur les marchés de ces deux pays seraient réglés complètement, le nombre de ces articles exportés s'élèverait encore sensiblement. D'un autre coˆté la mise en vigueur du traité austro-serbe de I910 aura une très faible influence sur le mouvement actuel de leur exportation.

L'exportation des chevaux et des ânes, non seulement n'a pas diminué pendant la guerre douanière, mais elle s'est accrue considérablement- de I5-100% suivant les années, comme l'indique le tableau suivant:

Années		
Périodes antérieures	2 200 (moyenne annuelle)	155 000
1906	3 138	287 000
1907	3 071	284 097
1908	4 059	395 711
1909	2 649	240 875
1910	4 554	476 432

Les pays de destination dans les périodes conventionnelles sont restés pendant la guerre douanière et sont: la Turquie, la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie. La Turquie absorbait 8/I0 du total de l'exportation; les deux derniers 1/10 se partageaient entre la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie. La partde celle-ci est toujours resté dans des proportions modestes, qui n'étaient pas changées après la rupture des relations commerciales parceque ces articles étaient hors de la lutte économique des deux pays voisins.

que par 10-27% du total. Mais plus tard, avec l'acquisition de nouveaux marchés, l'exportation s'est relevée et elle présente la répartition des chiffres et des destinations suivante:

Années	Total de l'exportation	Italie	Turquie	Grèce	Bulgarie	Egypte	Roumanie
1908	89 007	617	82 767	4418		1195	
1909	105 069		85 824		153	19 087	
1910	83 818		83 785		14		19

Les chiffres de la Turquie sont majorés, par le manque de précision de la part des douanes, aux dépens de ceux de la Grèce et de l'Egypte et jusqu'au chiffre d'environ 15-20000 têtes dont les 3/4 reviendraient à la Grèce et 1/4 à l'Egypte.

Dès que le transport et l'organisation de la vente sur les marchés de ces deux pays seraient réglés complètement, le nombre de ces articles exportés s'élèverait encore sensiblement. D'un autre côté la mise en vigueur du traité austro-serbe de 1910 aura une très faible influence sur le mouvement actuel de leur exportation.

L'exportation des chevaux et des ânes, non seulement n'a pas diminué pendant la guerre douanière, mais elle s'est accrue considérablement- de 15-100% suivant les années, comme l'indique le tableau suivant:

Années		
Périodes antérieures	2 280 (moyenne annuelle)	157 000
1906	3 138	287 000
1907	3 071	284 097
1908	4 079	395 711
1909	2 649	240 875
1910	4 554	476 432

Les pays de destination dans les périodes conventionnelles sont restés pendant la guerre douanière et sont: la Turquie, la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie. La Turquie absorbait 8/10 du total de l'exportation; les deux derniers 1/10 se partageaient entre la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie. La part de celle-ci est toujours resté dans des proportions modestes, qui n'étaient pas changées après la rupture des relations commerciales parceque ces articles étaient hors de la lutte économique des deux pays voisins.

Deux nouveaux pays deviennent les acheteurs de nos chevaux: l'Italie et la Grèce, ce qui était la conséquence du commerce avec les autres animaux, et ce fait se remarquait surtout pour l'Italie. Mais, tout de même, les principaux acheteurs resteront à l'évenir la Turquie et la Bulgarie.

L'influence de la guerre douanière sur les importations des porcs, des moutons, des chèvres et des chevaux était insignifiante puisque ces importations étaient et sont restées très réduites et limitées au trafic de frontière et aux besoins de reproduction et de croisement des races. C'est par exception que les importations des chevaux de l'étranger (la Russie) s'accentuent en certaines années, à cause des besoins militaires.

Le commerce des produits animaux- La rupture des relations commerciales entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie présente le commencement d'une ère nouvelle dans le commerce extérieur avec ces articles, une ère qui se distingue des périodes antérieures et par la quantité d'exportation et par la destination que prend cette exportation.

J'aborderai d'abord les mouvements au point de vue de quantité d'exportation et pour chaque groupe de ces produits séparément.

1°- Pour les viandes préparées (jambons,saucisses,saucissons,etc.), les extraits de viande et le lard, on peut dire que l'année I906 est le commencement de notre exportation de ces articles, parceque cette exportation était insignifiante dans les périodes antérieures. Je donne deux tableaux pour le prouver; l'un pour l'exportation des viandes prépérées et de ses extraits:

Années	Quantités en K^os	Valeurs en dinars
total de 12 ans, de 1893 à 1903	6 400	10 000
1906	394	550
1907	78490	146 110
1908	246767	482 029
1909	341 139	613 002
1910	370 720	705 384

l'autre pour l'exportation du lard:

Années	Quantités en K^os
avant 1905	absolument insignifiantes
1906	399
1907	381 220
1908	734 122
1909	526 058
1910	553 041

Deux nouveaux pays deviennent les acheteurs de nos chevaux: l'Italie et la Grèce, ce qui était la conséquence du commerce avec les autres animaux, et ce fait se remarquait surtout pour l'Italie. Mais; tout de même, les principaux acheteurs resteront à l'avenir la Turquie et la Bulgarie.

L'influence de la guerre douanière sur les importations des porcs, des moutons, des chèvres et des chevaux était insignifiante puisque ces importations étaient et sont restées très réduites et limitées au trafic de frontière et aux besoins de reproduction et de croisement des races. C'est par exception que les importations des chevaux de l'étranger (la Russie) s'accentuent en certaines années, à cause des besoins militaires.

Le commerce des produits animaux- La rupture des relations commerciales entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie présente le commencement d'une ère nouvelle dans le commerce extérieur avec ces articles, une ère qui se distingue des périodes antérieures et par la quantité d'exportation et par la destination que prend cette exportation.

J'aborderai d'abord les mouvements au point de vue de quantité d'exportation et pour chaque groupe de ces produits séparément.

1°- Pour les viandes préparées (jambons, saucisses, saucissons, etc.), les extraits de viande et le lard, on peut dire que l'année 1906 est le commencement de notre exportation de ces articles, parceque cette exportation était insignifiante dans les périodes antérieures. Je donne deux tableaux pour le prouver; l'un pour l'exportation des viandes préparées et de ses extraits:

Années	Quantités en Kos	Valeurs en dinars
total de 12 ans, de 1893 à 1903	6 400	10 090
1906	394	550
1907	78 490	196 110
1908	196 767	482 089
1909	341 139	613 002
1910	370 120	705 389

l'autre pour l'exportation du lard:

Années	Quantités en Kos
avant 1905	absolument insignifiante
1906	399
1907	381 220
1908	734 122
1909	526 078
1910	553 041

Les augmentations de ces exportations sont donc très considérables.

2°- L'exportation des viandes fraiches, de la graisse et du suif, des cocons, des oeufs, des fromages et du kaïmak (une espèce spéciale de crême salée) qui a été aussi l'objet, auparavant, de notre commerce extérieur, s'est augmentée sensiblement, et plus ou moins pour un article ou l'autre, comme le montre le tableau suivant:

Années	Quantités de l'exportation en Kos				
	viande fraiche	graisse et suif	cocons	oeufs	fromages kaïmak
1894 - 1903	3 263 900	256 000	19 900	454 200	161 200
1905	3 615 202	11 620	97 256	437 869	239 988
1906	2 097 089	828 513	89 941	1 357 463	307 452
1907	4 407 209	1 861 587	106 895	2 274 791	381 931
1908	7 691 329	1 209 871	91 334	1 265 493	693 000
1909	3 551 047	1 736 491	130 004	1 188 368	354 367
1910	2 492 790	2 010 859	121 465	3 023 158	671 563

L'exportation de la viande fraiche s'est doublée; celle des autres produits de ce groupe s'est triplée, quadruplée, et en certaines années, multipliée.

3°- Le troisième groupe serait formé par les articles comme: les cuirs de toutes espèces, les plumes, les boyaux, le miel, la laine, les poissons, etc. Il y a des mouvements dans l'exportation de ces articles, mais ils ne sont pas considérables et présentent les phénomènes communs du commerce extérieur de tous lesppays. Prenons, comme exemple, l'exportation des cuirs; en 1905 elle a atteint 1 859 759; les années suivantes se chiffrent comme suit:

en 1906..... 1 683 601, en 1907..... 1 192 985,
en 1908..... 1 946 869, en 1909..... 1 604 869,
en 1910..... 1 402 854.

4°- Enfin, l'exportation des volailles vivantes ou abattues a diminué considérablement au commencement de la guerre douanière, et, plus tard, s'est relevée un peu.

Voici quelques chiffres comparatifs:

Années	Quantités approximatives en Kos des volailles vivantes.	Quantités des volailles abbattues en Kos
1905	1 804 809	206 955
1907	166 700	79 200
1909	436 235	90 700

Pour exposer les mouvements qui se sont produits dans l'exportation des produits animaux au point de vue de destination, on pourrait les grouper en quatre catégories, comme je l'ai fait précédemment.

1°- Puisque l'exportation des viandes prépérées et du lard salé a commencé avec la guerre douanière, elle n'a pas de raison d'être pour l'Autriche-Hongrie. Les viandes préparées s'exportaient principalement en Turquie (1/2-3/4) et puis, par petite quantité, en Italie, France, Suisse et Allemagne. Mais il faut corriger les chiffres statistiques de l'exportation en Turquie comme pays de transit autant que consommateur, au profit des autres pays. C'est le même cas pour les quantités de lard exporté, dont la plus grande partie appartient à la Turquie, mais de grandes quantités s'exportent aussi en France et en Angleterre.

2°- Les changements de destination dans l'exportation de la viande fraiche, de graisse et de suif, des volailles vivantes et abattues et des oeufs sont équivalents à ceux de l'exportation des bestiaux: le marché austro-hongrois est remplacé par un article plus et par l'autre moins, par d'autres marchés européens. L'Allemagne prend ici la place prépondérante, puis viennent la France, l'Italie, l'Angleterre, la Turquie et la Belgique pour l'exportation de viande fraiche, tandis que les autres articles étaient absorbés presque exclusivement par l'Allemagne.

3°- Aucun changement de destination dans l'exportation des fromages et de kaïmak ne s'est produit, et les pays consommateurs étaient et sont restés la Turquie et la Bulgarie.

4°- C'est le même cas pour l'exportation des cuirs, des plumes, des boyaux, de la laine,etc., avec cette différence que c'est l'Autriche-Hongrie qui absorbait avant et pendant la guerre douanière, la plus grande partie de cette exportation. Cela s'explique par la direction de la politique agraire de ce pays qui visait ces produits, du reste peu dangereux, pour concurrencer ses produits similaires.

Au point de vue de qualité des produits de ces quatre groupes, la guerre douanière n'a pu, par la nature même de ces articles, produire que ces deux changements importants:

a- le commencement de la préparation de la viande, et

b- l'exportation de la viande salée, au lieu de fraiche comme jusqu'alors.

J'ai évité de donner des chiffres pour confirmer les dernières constatations, parcequ'ils seraient très encombrants et peu intéressants. Cependant, je donnerai deux conclusions générales sur l'ensemble des phénomènes de l'exportation [imaux et] de leurs produits.

a- Le groupe des animaux et de leurs produits a joué dans notre commerce d'exportation un rôle beaucoup plus considérable dans les périodes conventionnelles que dans la période de guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie. De 50% dans les périodes conventionnelles, le taux de l'exportation totale de ce groupe d'articles tombe à 25% pendant la guerre douanière.

Pour exposer les mouvements qui se sont produits dans l'exportation des produits animaux au point de vue de destination, on pourrait les grouper en quatre catégories, comme je l'ai fait précédemment.

1°- Puisque l'exportation des viandes préparées et du lard salé a commencé avec la guerre douanière, elle n'a pas de raison d'être pour l'Autriche-Hongrie. Les viandes préparées s'exportaient principalement en Turquie (1/2-3/4) et puis, par petite quantité, en Italie, France, Suisse et Allemagne. Mais il faut corriger les chiffres statistiques de l'exportation en Turquie comme pays de transit autant que consommateur, au profit des autres pays. C'est le même cas pour les quantités de lard exporté, dont la plus grande partie appartient à la Turquie, mais de grandes quantités s'exportent aussi en France et en Angleterre.

2°- Les changements de destination dans l'exportation de la viande fraiche, de graisse et de suif, des volailles vivantes et abattues et des oeufs sont équivalents à ceux de l'exportation des bestiaux: le marché austro-hongrois est remplacé par un article plus et par l'autre moins, par d'autres marchés européens. L'Allemagne prend ici la place prépondérante, puis viennent la France, l'Italie, l'Angleterre, la Turquie et la Belgique pour l'exportation de viande fraiche, tandis que les autres articles étaient absorbés presque exclusivement par l'Allemagne.

3°- Aucun changement de destination dans l'exportation des fromages et de kaïmak ne s'est produit, et les pays consommateurs étaient et sont restés la Turquie et la Bulgarie.

4°- C'est le même cas pour l'exportation des cuirs, des plumes, des boyaux, de la laine, etc., avec cette différence que c'est l'Autriche-Hongrie qui absorbait avant et pendant la guerre douanière, la plus grande partie de cette exportation. Cela s'explique par la direction de la politique agraire de ce pays qui visait ces produits, du reste peu dangereux, pour concurrencer ses produits similaires.

Au point de vue de qualité des produits de ces quatre groupes, la guerre douanière n'a pu, par la nature même de ces articles, produire que ces deux changements importants:

a- le commencement de la préparation de la viande, et

b- l'exportation de la viande salée, au lieu de fraiche comme jusqu'alors.

J'ai évité de donner des chiffres pour confirmer les dernières constatations, parcequ'ils seraient très encombrants et peu intéressants. Cependant, je donnerai deux conclusions générales sur l'ensemble des phénomènes de l'exportation de leurs produits.

a- Le groupe des animaux et de leurs produits a joué dans notre commerce d'exportation un rôle beaucoup plus considérable dans les périodes conventionnelles que dans la période de guerre douanière avec l'Autriche-Hongrie. De 50% dans les périodes conventionnelles, le taux de l'exportation totale de ce groupe d'articles tombe à 25% pendant la guerre douanière.

n b- L'exportation de ce groupe pendant les périodes conventionnelles présente une grande uniformité au point de vue de participation des articles aussi bien qu'au point de vue des pays de destination. À la position "boeufs" et "porcs gras" revient presque la moitié et à l'Autriche-Hongrie 95% de l'exportation totale de ce groupe. Dans la période de guerre douanière, cette prédominance de certains articles et de certains pays se perd complètement.

Au point de vue de l'exportation des animaux et de leurs produits, la Serbie est devenue pendant la guerre douanière, beaucoup plus indépendante vis-à-vis de l'étranger, car elle possède un plus grand nombre d'articles et de marchés.

Le commerce des céréales- Dans cette étude, je n'embrasserai que l'ensemble de toutes les céréales-le froment, l'orge, le seigle, le maîs,- sans faire de digressions qui élargiraient beaucoup le sujet, trop vaste déjà, que je me suis proposé de traiter.

1°- Jusqu'en 1905 inclusivement, nos blés s'en étaient allés presqu'exclusivement sur les marchés austro-hongrois, puisque la part des autres pays dans nos exportations n'était que d'environ 5-10%. Après 1905, d'autres marchés européens prennent la place de l'Autriche-Hongrie: la Belgique, l'Allemagne, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie. Je donne des chiffres comparatifs de 1905 et de 1910, pour montrer le mouvement de destination:

Pays de destination	Quantités exportées en tonnes	
	1905	1910
Autriche-Hongrie	128 447	13 401
Belgique	2 399	102 286
Bulgarie	1 888	17 528
Roumanie	6 538	25 180
Allemagne	19	70 913
Turquie	1 312	53 608
Autres pays	—	3 175
Total	140 703	288 490

Il y a deux causes de ce changement:

a- d'une part la surélévation des tarifs de douane austro-hongrois sur les blés serbes, qui étaient quintuplés à peu près en comparaison des tarifs spéciaux privilégiés avant 1905,

b- pendant la période d'exportation exclusive en Autriche-Hongrie, les blés serbes n'étaient pas des articles de Bourses de commerce, et sur ceux-ci leurs pris étaient plus bas de quelques points que sur le prix des blés d'autres provenances. Après 1905, nos blés deviennent des articles de Bourses de commerce et obtiennent les mêmes prix que les blés des autres pays. Cette élévation des prix est plus grande pour le froment, et moindre pour le maîs, et elle varie entre 10 et 30% des valeurs antérieures.

Nous retrouvons ici deux causes aussi qui expliquent ce changement: premièrement la qualité de nos blés exportés

b- L'exportation de ce groupe pendant les périodes conventionnelles présente une grande uniformité au point de vue de participation des articles aussi bien qu'au point de vue des pays de destination. La position "boeufs" et "porcs gras" revient presque la moitié et à l'Autriche-Hongrie 95% de l'exportation totale de ce groupe. Dans la période de guerre douanière, cette prédominance de certains articles et de certains pays se perd complètement.

Au point de vue de l'exportation des animaux et de leurs produits, la Serbie est devenue pendant la guerre douanière, beaucoup plus indépendante vis-à-vis de l'étranger, car elle possède un plus grand nombre d'articles et de marchés.

Le commerce des céréales- Dans cette étude, je n'embrasserai que l'ensemble de toutes les céréales-le froment, l'orge, le seigle, le maïs,-sans faire de digressions qui élargiraient beaucoup le sujet, trop vaste déjà, que je me suis proposé de traiter.

1°- Jusqu'en 1905 inclusivement, nos blés s'en étaient allés presqu'exclusivement sur les marchés austro-hongrois, puisque la part des autres pays dans nos exportations n'était que d'environ 8-10%. Après 1905, d'autres marchés européens prennent la place de l'Autriche-Hongrie: la Belgique, l'Allemagne, la Roumanie, la Turquie et la Bulgarie. Je donne des chiffres comparatifs de 1905 et de 1910, pour montrer le mouvement de destination:

Pays de destination	Quantités exportées en tonnes	
	1905	1910
Autriche-Hongrie	128 447	13 901
Belgique	2 339	102 286
Bulgarie	1 888	17 528
Roumanie	6 538	25 180
Allemagne	19	70 313
Turquie	1 312	53 608
Autres pays	—	3 175
Total	140 703	288 490

Il y a deux causes de ce changement:

a- d'une part la surélévation des tarifs de douane austro-hongrois sur les blés serbes, qui étaient quintuplés à peu près en comparaison des tarifs spéciaux privilégiés avant 1905,

b- pendant la période d'exportation exclusive en Autriche-Hongrie, les blés serbes n'étaient pas des articles de Bourse de commerce, et sur ceux-ci leurs prix étaient plus bas de quelques points que sur le prix des blés d'autres provenances. Après 1905, nos blés deviennent des articles de Bourses de commerce et obtiennent les mêmes prix que les blés des autres pays. Cette élévation des prix est plus grande pour le froment, et moindre pour le maïs, et elle varie entre 10 et 30% des valeurs antérieures.

Nous retrouvons ici deux causes aussi qui expliquent ce changement: premièrement la qualité de nos blés exportés

s'est sensiblement améliorée après 1905, à cause des exigences des nouveaux marchés, et grâce aux mesures prises par notre Gouvernement. En second lieu, la hausse du prix des blés sur les marchés européens était générale à cause du changement de la politique commerciale de l'Europe occidentale et spécialement de l'Allemagne; cette hausse a favorisé aussi les blés de provenance serbe.

3°- L'exportation des blés s'est accrue considérablement car, de 140 millions de Kgrs et de 20 millions de dinars de valeur en 1905, elle nous présente, en 1910, ces chiffres: 300 millions de Kgrs de blés exportés d'une valeur de40 millions de dinars. Cette augmentation était la nécessité naturelle de compenser la diminution d'exportation des autres articles, pour équilibrer le bilan du commerce extérieur. Les blés étaient, à cet égard, l'article le plus favorable, d'autant plus que la production des céréales en Serbie s'est accrue sensiblement grâce à une culture de plus en plus intensive et à une mise en valeur des terrains nouveaux. Pour l'exportation du maîs spécialement, qui montre la plus grande augmentation, il y a encore une raison: c'est que faute d'emploi du maîs pour l'engraissement des porcs, une plus grande quantité en restait pour l'exportation, pendant la guerre douanière.

Puisque les droits sur les céréales du nouveau traité de commerce austro-serbe de 1910 sont peu réduits, en comparaison de ceux du tarif général appliqué pendant la rupture des relations commerciales austro-serbes, on peut conclure que cet état de choses, exposé précédemment, sera peu modifié.

Le commerce des fruits- Après les blés et les bestiaux, les fruits avec la prunelée sont les articles les plus importants de notre exportation. L'exportation annuelle des fruits frais et séchés présente 70 millions de Kgrs d'une valeur de 12-15 millions de dinars; celle de prunelée 15 millions de Kgrs et 3-4 millions de dinars de valeur. Ce sont surtout les prunes sèches et la marmelade de prunes (la prunelée), qui représentent l'exportation des fruits. Les autres fruits: prunes fraiches, pommes, poires, noix et noisettes sont des articles secondaires de cette exportation puisque leur production, et surtout leurs moyens d'expédition ne sont pas encore à même d'en faire des articles capables de concurrence sur les marchés étrangers.

J'examinerai ici encore les changements qui se sont produits au point de vue de quantité exportée, de destination et de qualité des produits après la rupture de 1906.

1°- Cette rupture n'a eu aucune influence sur la quantité de fruits exportés, puisque l'augmentation successive de l'exportation était un phénomène régulier des années antérieures à la guerre douanière. Voici les preuves que nous donneront les deux tableaux suivants, de l'exportation des deux principaux articles de ce groupe, les prunes sèches et la prunelée:

Années	Quantités de l'exportation des prunes sèches en quintaux	Valeurs en dinars
1892-99	288 000	—
1904	405 502	6 274 544
1905	376 160	8 556 347
1906	482 700	12 067 520
1907	426 480	15 743 616
1908	490 420	10 350 421
1909	93 300	2 168 869
1910	239 000	—

Années	Quantités de l'exportation de prunelée en quintaux	Valeurs en dinars
1893-1903	75 000	—
1904	157 802	3 070 078
1905	164 599	2 526 361
1906	124 391	3 175 087
1907	133 059	4 257 932
1908	148 983	3 251 093
1909	15 014	46 884
1910	—	—

Les augmentations que nous pouvons constater dans ces deux tableaux sont donc des phénomènes normaux, et résultent des augmentations de la production des prunes du pays, où elles trouvent des conditions très favorables pour leur culture.

2°- La fermeture de la frontière austro-hongroise a produit un grand changement au point de vue de destination, dans l'exportation des prunes sèches et de prunelée, où le marché austro-hongrois était remplacé par des marchés européens. L'exportation des autres fruits n'a pas changé de destination, puisque la différence entre les droits du tarif conventionnel et ceux du tarif général alors appliqué, était très faible.

Jusqu'en 1905, et suivant les années, l'Autriche-Hongrie absorbait 70-90%, l'Allemagne 8-25% et les autres pays- la Bulgarie, la Turquie et la Belgique- 2 à 5% de l'exportation totale des prunes sèches. Pendant la guerre douanière, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne restent encore les pays importateurs principaux de cet article, mais leurs parts changent complètement: celle de la première tombe à 10%, tandis que l'autre dépasse 50%. Le reste de 30% se répartit entre les autres pays, l'Angleterre , la Belgique, la Russie,etc.

Le même changement, et plus accentué encore se produit pour la prunelée. Jusqu'en 1905, l'Autriche-Hongrie achetait 95% et l'Allemagne 5%. Dans la période non conventionnelle, elles se partagent également l'exportation serbe de prunelée et, au surplus, les autres pays viennent s'y ajouter, la Russie particulièrement.

Années	Quantités de l'exportation des prunes sèches en quintaux	Valeurs en dinars
1892-99	288 000	—
1904	405 502	6 274 544
1905	376 160	8 556 347
1906	482 200	12 067 520
1907	426 480	15 743 616
1908	430 420	10 550 427
1909	93 300	2 168 869
1910	239 000	—

Années	Quantités de l'exportation de prunelée en quintaux	Valeurs en dinars
1893-1903	75 000	—
1904	157 802	3 070 078
1905	164 539	2 576 561
1906	124 391	3 175 087
1907	133 079	4 257 932
1908	148 383	3 274 093
1909	15 014	46 884
1910	—	—

Les augmentations que nous pouvons constater dans ces deux tableaux sont donc des phénomènes normaux, et résultent des augmentations de la production des prunes du pays, où elles trouvent des conditions très favorables pour leur culture.

2°- La fermeture de la frontière austro-hongroise a produit un grand changement au point de vue de destination, dans l'exportation des prunes sèches et de prunelée, où le marché austro-hongrois était remplacé par des marchés européens. L'exportation des autres fruits n'a pas changé de destination, puisque la différence entre les droits du tarif conventionnel et ceux du tarif général alors appliqué, était très faible.

Jusqu'en 1905, et suivant les années, l'Autriche-Hongrie absorbait 70-90%, l'Allemagne 8-25% et les autres pays- la Bulgarie, la Turquie et la Belgique- 2 à 5% de l'exportation totale des prunes sèches. Pendant la guerre douanière, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne restent encore les pays importateurs principaux de cet article, mais leurs parts changent complètement: celle de la première tombe à 10%, tandis que l'autre dépasse 50%. Le reste de 30% se répartit entre les autres pays, l'Angleterre, la Belgique, la Russie, etc.

Le même changement, et plus accentué encore se produit pour la prunelée. Jusqu'en 1905, l'Autriche-Hongrie achetait 95% et l'Allemagne 5%. Dans la période non conventionnelle, elles se partagent également l'exportation serbe de prunelée et, au surplus, les autres pays viennent s'y ajouter, la Russie particulièrement.

De l'exportation annuelle des autres fruits frais qui représente un peu plus de 20 000 000 Kgrs et 1.5 à 2 millions de dinars de valeur, l'Autriche-Hongrie absorbe toujours de 80 à 90%; le reste revient à peu près tout à l'Allemagne; la Bulgarie, la Roumanie et la Turquie n'achètent que des quantités insignifiantes.

3°- La qualité de tous ces articles, spécialement des prunes sèches et de la prunelée, s'est sensiblement améliorée. Cette amélioration s'est accusée dans la production même, puis dans les quantités destinées à l'exportation. La première amélioration était le résultat naturel du progrès de la production nationale; l'autre était due aux mesures du Ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie dont j'ai parlé précédemment.

La guerre douanière n'a donc pas eu une grande influence directe sur l'exportation des fruits, parceque la différence des droits du tarif conventionnel et ceux du tarif général est très faible. Cette différence entre les droits conventionnels, maintenant en vigueur, et ceux du tarif général, est restée faible également, et par là on peut conclure que la reprise des relations conventionnelles avec l'Autriche-Hongrie produira un petit changement dans l'exportation des prunes sèches et de la prunelée, mais pas des fruits frais.

Le commerce d'exportation des autres articles- Les articles: animaux, et produits d'animaux, blés et fruits, forment le principal groupe d'exportation de la Serbie, et leur part est de 90-95%. Le deuxième groupe des articles d'exportation est formé par: les farines, le chanvre et ses produits, qui s'exportaient et s'exportent encore en Turquie et en Bulgarie; leur part est de 3 à 7% du total de l'exportation. Avec la guerre douanière, vient s'ajouter le troisième groupe que forment des minerais et des métaux en état de fonte, pour la plus grande partie, et puis les produits forestiers, des légumes, des fossiles, des boissons, des résidus de l'industrie agricole, etc.

Après avoir examiné les phénomènes produits par la guerre douanière dans l'exportation des articles du premier groupe, il me reste à examiner aussi brièvement que possible, l'exportation des articles du deuxième et troisième groupe.

1°- L'exportation des farines, du chanvre er de ses produits était intacte par la rupture de I906; indirectement, l'influence de cette rupture était l'augmentation de l'exportation comme la compensation de diminution de l'exportation des animaux et de leurs produits.

L'exportation des farines commence, à peu près en I900, puis continue à augmenter régulièrement. Voici quelques chiffres:

Années	Quantités d'exportation en K^os	Valeurs totales en dinars	Valeurs de 100 K^os en dinars
1900	147 039	33 098	
1905	1 937 590	331 783	17
1910	10 118 844	2 494 372	24

La destination de cette exportation n'est pas changée; c'est toujours la Turquie qui nous achète nos farines. La destination de l'exportation du son n'a pas changé non plus; elle est toujours dirigée vers l'Autriche-Hongrie, même pendant la guerre douanière, puisque les droits sont restés toujours les mêmes.

L'exportation du chanvre en écheveaux et des produits de corderie s'est augmentée dans une certaine mesure. Prenons quelques chiffres:

Années	Quantités de chanvre exportées, en Kos	Quantités de corderies exportées, en Kos
avant 1905	1 000 000	1 000 000
1909	1 326 000	870 945
1910	1 111 348	809 095

La destination de cette exportation change à cause des droits majorés du tarif bulgare de 1906 sur les produits de corderie. Avant 1905, le chanvre en écheveaux s'exportait principalement ~~en~~ Autriche-Hongrie et puis en Bulgarie; les produits de corderie allaient en Turquie et en Bulgarie par quantités à peu près égales, tandis que la Turquie achetait seule nos produits de corderie, et la Bulgarie cesse de plus en plus d'acheter ces produits, à cause de la protection de cette branche de production.

2°- L'exportation des bois atteint annuellement environ
1 500 000 ~~1,5 millions~~ de dinars, et elle est dirigée en Turquie, en Autriche-Hongrie et en Bulgarie, dont les parts sont à peu près égaux. Mais la Serbie importe beaucoup de bois de construction et de bois façonnés. Voilà un tableau général du commerce des bois:

Années	Importation totale en dinars	Exportation totale en dinars
1902	1 679 207	237 189
1905	1 920 116	484 811
1906	681 614	1 408 101
1907	831 696	1 532 198
1908	964 330	2 943 978
1909	841 421	1 599 498

On voit que jusqu'à la guerre douanière l'importation dépassait natablement l'exportation; mais depuis lors l'exportation est supérieure à l'importation. Nous avons toutes les raisons de croire que, d'abord l'exploitation

La destination de cette exportation n'est pas changée; c'est toujours la Turquie qui nous achète nos farines. La destination de l'exportation du son n'a pas changé non plus; elle est toujours dirigée vers l'Autriche-Hongrie, même pendant la guerre douanière, puisque les droits sont restés toujours les mêmes.

L'exportation du chanvre en écheveaux et des produits de corderie s'est augmentée dans une certaine mesure. Prenons quelques chiffres:

Années	Quantités de chanvre exportées, en Kgr	Quantités de corderies exportées, en Kgr
avant 1905	1 000 000	1 000 000
1909	1 326 000	870 945
1910	1 111 349	809 035

La destination de cette exportation change à cause des droits majorés du tarif bulgare de 1906 sur les produits de corderie. Avant 1905, le chanvre en écheveaux s'exportait principalement en Autriche-Hongrie et puis en Bulgarie; les produits de corderie allaient en Turquie et en Bulgarie, par quantités à peu près égales, tandis que la Turquie achetait seule nos produits de corderie, et la Bulgarie cesse de plus en plus d'acheter ces produits, à cause de la protection de cette branche de production.

3°- L'exportation des bois atteint annuellement environ ~~1.5 millions~~ de dinars, et elle est dirigée en Turquie, en Autriche-Hongrie et en Bulgarie, dont les parts sont à peu près égaux. Mais la Serbie importe beaucoup de bois de construction et de bois façonnés. Voilà un tableau général du commerce des bois: 1 500 000

Années	Importation totale en dinars	Exportation totale en dinars
1902	1 679 207	237 189
1905	1 920 116	484 811
1906	687 674	1 408 101
1907	931 696	1 532 138
1908	964 330	2 943 978
1909	841 421	1 539 438

On voit que jusqu'à la guerre douanière l'importation dépassait notablement l'exportation; mais depuis lors l'exportation est supérieure à l'importation. Nous avons toutes les raisons de croire que, d'abord l'exploitation

des forêts obtiendra un élan considérable avec le développement des moyens de communication et l'accroissement des capitaux. Puis l'industrie de bois se développera en suivant le progrès économique général.

3°- Les minerais et les métaux sont devenus des articles d'exportation d'une façon plus importante depuis 4 ou 5 ans, car leur exportation antérieure était insignifiante. Mais depuis lors cette exportation accuse une augmentation forte et constante, comme on peut en juger d'après cette comparaison des chiffres que j'ai sous la main:

Années	Valeurs d'exportation des minerais	Valeurs d'exportation des métaux	Total
1905	812 556	144 824	957 380
1909	2 699 105	5 236 963	7 936 068

Par le grand progrès de cette branche de production nationale, que l'on constate de plus en plus d'une année à l'autre, on peut constater que l'exportation de minerais et de métaux jouera certainement dans un avenir assez rapproché, un rôle considérable dans le commerce extérieur de la Serbie. La part de lion de cette exportation appartient au cuivre; puis viennent le plomb, le pyrit, etc. Ces deux derniers vont principalement en Autriche-Hongrie; le cuivre en France et en Amérique.

La guerre douanière était ici sans aucune influence au point de vue de quantité, ainsi que de destination de l'exportation. Le même état de choses continuera après la reprise des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie.

4°- Enfin, il me faut donner sommairement quelques indications sur le reste des articles d'importation, qui jouent un rôle tout-à-fait secondaire dans notre commerce extérieur.

L'exportation annuelle des légumes atteint 700.000 dinars, dont 6/7 reviennent au haricot. Les pays acheteurs sont l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie, la Turquie et l'Allemagne.

Les diverses boissons s'exportent annuellement jusqu'à un peu plus de 200.000 francs, où la bière et la rakie (eau de vie) prennent la plus grande part. On les exporte en Turquie, en Autriche-Hongrie, et en Bulgarie.

Les fossiles apparaissent en dernier lieu dans le commerce extérieur de la Serbie, mais leur exportation a une tendance d'augmentation assez sensible. La valeur annuelle de cette exportation se chiffre à 500.000 dinars, dont 2/3 appartiennent au briquet; le dernier tiers est formé par le charbon de terre et le lignit. Les pays de destination sont l'Autriche-Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie.

Vu l'insignifiance de l'exportation de tous ces articles l'étude des conséquences produites par la guerre douanière n'a aucun intérêt particulier.

-Conclusion-

Voici, en résumé, toutes les transformations essentielles du commerce extérieur produites pendant la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie:

1°- Jusqu'en 1905, l'exportation de la Serbie était dirigée exclusivement en Autriche-Hongrie; en 1906, cette exportation se partage entre plusieurs marchés: l'Allemagne en absorbe 17-40%, la Turquie 15-25%, l'Autriche-Hongrie 15-30%, la Belgique 10-20%, l'Italie 3-6%, l'Egypte et les autres pays 13-19%.

2°- Avant la guerre douanière, pendant que l'exportation serbe était presque réduite au marché austro-hongrois, nous avons eu l'augmentation annuelle relativement faible (1.200.000 f.) de cette exportation qui, de plus, a eu des fluctuations subites et considérables d'une année à l'autre.

Après l'émancipation économique, ces fluctuations disparaissent, l'augmentation annuelle relative atteint 5.000.000 dinars, et en même temps, l'exportation progresse constamment, à l'exception de l'année 1908.

3°- Dans la période qui a précédé la rupture de 1906, la Serbie n'a exporté que trois articles: les animaux, les fruits, et les blés. Après 1905, ces trois articles forment aussi la principale partie de notre exportation, mais apparaissent d'autres articles encore et en des quantités assez importantes, comme: les minerais, les métaux, les farines, les charbons, le chanvre, la corderie, etc. Et encore la part des blés et des fruits s'accroit, tandis que celle des animaux diminue. Plus encore, dans ce double article d'exportation, l'élément "produits animaux" augmente aux dépens de celui "animaux vivants".

4°- La qualité de nos articles d'exportation était mauvaise dans les périodes précédentes (avant 1906), mais puisque même cette mauvaise qualité avait de l'écoulement sur les marchés austro-hongrois, les exportateurs serbes ne s'étaient pas efforcés de l'améliorer. Mais obligés d'aller, après la rupture de 1906, sur les marchés européens, ils ont dû répondre aux exigences de ces nouveaux marchés, qui nécessitaient de meilleures qualités. Malgré eux, les exportateurs et les producteurs serbes se sont donc efforcés d'améliorer la qualité des produits d'exportation, et, par là, d'acquérir une meilleure renommée, et des prix plus élevés.

-Conclusion-

Voici, en résumé, toutes les transformations essentielles du commerce extérieur produites pendant la rupture des relations commerciales avec l'Autriche-Hongrie:

1°- Jusqu'en 1905, l'exportation de la Serbie était dirigée exclusivement en Autriche-Hongrie; en 1906, cette exportation se partage entre plusieurs marchés: l'Allemagne en absorbe 17-40%, la Turquie 15-25%, l'Autriche-Hongrie 15-30%, la Belgique 10-20%, l'Italie 3-6%, l'Egypte et les autres pays 13-19%.

2°- Avant la guerre douanière, pendant que l'exportation serbe était presque réduite au marché austro-hongrois, nous avons eu l'augmentation annuelle relativement faible (1.200.000 f.) de cette exportation qui, de plus, a eu des fluctuations subites et considérables d'une année à l'autre.

Après l'émancipation économique, ces fluctuations disparaissent, l'augmentation annuelle relative atteint 5.000.000 dinars, et en même temps, l'exportation progresse constamment, à l'exception de l'année 1909.

3°- Dans la période qui a précédé la rupture de 1906, la Serbie n'a exporté que trois articles: les animaux, les fruits, et les blés. Après 1905, ces trois articles forment aussi la principale partie de notre exportation, mais apparaissent d'autres articles encore et en des quantités assez importantes, comme: les minerais, les métaux, les farines, les charbons, le chanvre, la corderie, etc. Et encore la part des blés et des fruits s'accroît, tandis que celle des animaux diminue. Plus encore, dans ce double article d'exportation, l'élément "produits animaux" augmente aux dépens de celui "animaux vivants".

4°- La qualité de nos articles d'exportation était mauvaise dans les périodes précédentes (avant 1906), mais puisque même cette mauvaise qualité avait de l'écoulement sur les marchés austro-hongrois, les exportateurs serbes ne s'étaient pas efforcés de l'améliorer. Mais obligés d'aller, après la rupture de 1906, sur les marchés européens, ils ont dû répondre aux exigences de ces nouveaux marchés, qui nécessitaient de meilleures qualités. Malgré eux, les exportateurs et les producteurs serbes se sont donc efforcés d'améliorer la qualité des produits d'exportation, et par là, d'acquérir une meilleure renommée, et des prix plus élevés.

CHAPITRE IV

--L'UNION DOUANIERE SERBO-BULGARE--

--LE CHEMIN DE FER DU DANUBE A LA MER ADRIATIQUE--

Il serait impossible d'exposer l'étude complète de ces deux questions importantes dans un chapitre pareil. Chacune de ces deux questions forme une étude particulière. Par conséquent je me bornerai à n'exposer que les principaux éléments, et en grandes lignes, afin de compléter l'étude de l'ensemble des questions que je me suis proposé d'examiner.

A- L'Union douanière serbo-bulgare.

L'idée d'une Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie n'est pas nouvelle. Sa première manifestation a été faite lors du traité de commerce serbo-bulgare du 16 Février I897, qui stipulait un large trafic de frontière avec des droits différentiels très bas, dont les autres pays ne pouvaient pas profiter. Ce traité devait préparer le terrain d'une Union douanière qui, à son tour, était destinée à préparer le terrain à une Alliance politique. A cette époque-là, il y avait à Belgrade et à Sophie une grande disposition des esprits favorable à cette alliance politique. C'est pour cela qu'on peut comprendre l'enthousiasme avec lequel ledit traité de commerce fut accueilli dans les deux pays. Le Parlement bulgare l'a voté unanimement: sa mise en vigueur fut fêtée solennellement à Pirot (Serbie), le Ier Avril I897, en présence des Présidents des deux Gouvernements.

Le commencement de la réalisation de la question d'Union douanière serbo-bulgare fut faite en été I905. Les deux Gouvernements ont désigné leurs délégués qui se réunirent à Belgrade, et dont les négociations aboutirent à un traité d'Union douanière, le 9 Juillet I905.

Les Bulgares comme les Serbes l'accueillirent avec enthousiasme. La Chambre de Commerce de Sophie organisa un Comité des négociants et des industriels bulgares, qui devaient faire une visite de solidarité à leurs collègues de Belgrade. On préparait un accueil chaleureux dans la capitale serbe, mais on fut obligé de renoncer à cette visite par la demande du Gouvernement serbe, à cause des protestations de l'Autriche-Hongrie contre le projet de l'Union. Depuis lors le projet d'Union douanière serbo-bulgare a été rejeté provisoirement, car la Serbie était absorbée, d'une part par la lutte économique engagée avec

...rs le Gouvernement ...e fut obligé de re- ...er à l'Union dou- ...re avec la Bulgarie pour pouvoir continuer les négociations de ...té de commerce avec l'Autriche-Hongrie.

CHAPITRE IV

--L'UNION DOUANIERE SERBO-BULGARE--

--LE CHEMIN DE FER DU DANUBE A LA MER ADRIATIQUE--

Il serait impossible d'exposer l'étude complète de ces deux questions importantes dans un chapitre pareil. Chacune de ces deux questions forme une étude particulière. Par conséquent je me bornerai à n'exposer que les principaux éléments, et en grandes lignes, afin de compléter l'étude de l'ensemble des questions que je me suis proposé d'examiner.

A- L'Union douanière serbo-bulgare.

L'idée d'une Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie n'est pas nouvelle. Sa première manifestation a été faite lors du traité de commerce serbo-bulgare du 16 Février 1897, qui stipulait un large trafic de frontière avec des droits différentiels très bas, dont les autres pays ne pouvaientpas profiter. Ce traité devait préparer le terrain d'une Union douanière qui, à son tour, était destinée à préparer le terrain à une Alliance politique. A cette époque-là, il y avait à Belgrade et à Sophie une grande disposition des esprits favorable à cette alliance politique. C'est pour cela qu'on peut comprendre l'enthousiasme avec lequel ledit traité de commerce fut accueilli dans les deux pays. Le Parlement bulgare l'a voté unanimement: sa mise en vigueur fut fêtée solennellement à Pirot (Serbie), le 1er Avril 1897, en présence des Présidents des deux Gouvernements.

Le commencement de la réalisation de la question d'Union douanière serbo-bulgare fut faite en été 1905. Les deux Gouvernements ont désigné leurs délégués qui se réunirent à Belgrade, et dont les négociations aboutirent à un traité d'Union douanière, le 9 Juillet 1905.

Les Bulgares comme les Serbes l'accueillirent avec enthousiasme. La Chambre de Commerce de Sophie organisa un Comité des négociants et des industriels bulgares, qui devaient faire une visite de solidarité à leurs collègues de Belgrade. On préparait un accueil chaleureux dans la capitale serbe, mais on fut obligé de renoncer à cette visite par la demande du Gouvernement serbe, à cause des protestations de l'Autriche-Hongrie contre le projet de l'Union. [Handwritten note in margin: ...e Gouvernement ...fut obligé de re-... l'Union dou-... avec la Bulgarie pour pouvoir continuer les négociations de commerce avec l'Autriche-Hongrie.] Depuis lors le projet d'Union douanière serbo-bulgare a été rejeté provisoirement, car la Serbie était absorbée, d'une part par la lutte économique engagée avec

sa voisine du Nord et, d'autre part, la recherche de nouveaux débouchés pour son commerce extérieur. Seulement en 1910, pendant le grand Congrès slave tenu à Sophie, une recommandation vive et générale fut faite aux Serbes et aux Bulgares de réaliser l'Union douanière qui se transformerait en une Alliance politique.

La reprise de la question eut lieu l'année dernière, 1911.

Les difficultés complexes d'une pareille question furent remarquées des deux côtés. On a vu qu'il fallait d'abord résoudre toutes les questions secondaires et importantes, puis entreprendre la réalisation de l'Union douanière. Puisque la Serbie sortit victorieuse de la guerre douanière austro-serbe, et puisqu'elle se trouvait en relations conventionnelles avec tous les pays, elle était dans la possibilité d'entreprendre l'Union douanière avec la Bulgarie.

Les partisans de cette idée des deux pays émettaient les voeux de constitution d'une commission mixte composée de personnes compétentes des deux parties, qui seraient chargées d'érudier la solution de toutes les questions se rapportant à l'Union douanière. La Chambre de commerce de Sophie adhéra à ces voeux, en votant une résolution à ce sujet le 22 Novembre 1910. En Serbie, on a accepté l'idée de constitution d'une pareille commission dans les milieux commerciaux et industriels, et au commencement de Novembre de l'année dernière, un groupe de commerçants et d'industriels de Belgrade, en Comité, rendirent visite à leurs collègues de Sophie.

Le 6 Novembre, la Réunion générale a élu le Comité serbo-bulgare pour le "rapprochement économique des deux pays". Le Comité a alors constitué son organisation et son plan d'action. Il a fait un vif appel à tous les partisans du rapprochement des pays balkaniques en vue de constitution de pareils comités dans tous les pays balkaniques. Les milieux officiels n'ont donc pris aucune part directe à cette reprise, mais c'étaient les particuliers intéressés qui assuraient, pour le moment, la tâche de la solution des questions préalables.

Il est encore trop tôt pour s'initier dans une étude de l'action de ce Comité et des résultats qu'il a réalisés ou est sur le point de réaliser. Du reste, les documents sérieux me manquent à ce sujet, et je laisse la question ouverte pour une meilleure occasion, où j'espère traiter l'ensemble de la question d'Union douanière serbo-bulgare avec toute l'ampleur qu'elle mérite.

Avant d'exposer quels sont les bons côtés et quelles sont les difficultés qui s'opposent à cette Union douanière, je veux faire une parallèle entre les projets échoués d'une Union douanière que l'Autriche-Hongrie a tant désiré réaliser lors du Congrès de Berlin et pendant les années suivantes avec la Serbie, et l'Union douanière serbo-bulgare. De cette manière, j'espère faire surgir les deux éléments principaux de cette dernière.

Contrairement à l'exploitation économique que la Serbie aurait subie si elle était entrée en Union douanière avec

sa voisine du Nord et, d'autre part, la recherche de nouveaux débouchés pour son commerce extérieur. Seulement en 1910, pendant le grand Congrès slave tenu à Sophie, une recommandation vive et générale fut faite aux Serbes et aux Bulgares de réaliser l'Union douanière qui se transformerait en une Alliance politique.

La reprise de la question eut lieu l'année dernière, 1911.

Les difficultés complexes d'une pareille question furent remarquées des deux côtés. On a vu qu'il fallait d'abord résoudre toutes les questions secondaires et importantes, puis entreprendre la réalisation de l'Union douanière. Puisque la Serbie sortit victorieuse de la guerre douanière austro-serbe, et puisqu'elle se trouvait en relations conventionnelles avec tous les pays, elle était dans la possibilité d'entreprendre l'Union douanière avec la Bulgarie.

Les partisans de cette idée des deux pays émettaient les voeux de constitution d'une commission mixte composée de personnes compétentes des deux parties, qui seraient chargées d'étudier la solution de toutes les questions se rapportant à l'Union douanière. La Chambre de commerce de Sophie adhéra à ces voeux, en votant une résolution à ce sujet le 22 Novembre 1910. En Serbie, on a accepté l'idée de constitution d'une pareille commission dans les milieux commerciaux et industriels, et au commencement de Novembre de l'année dernière, un groupe de commerçants et d'industriels de Belgrade, en Comité, rendirent visite à leurs collègues de Sophie.

Le 6 Novembre, la Réunion générale a élu le Comité serbo-bulgare pour le rapprochement "économique des deux pays". Le Comité a alors constitué son organisation et son plan d'action. Il a fait un vif appel à tous les partisans du rapprochement des pays balkaniques en vue de constitution de pareils comités dans tous les pays balkaniques. Les milieux officiels n'ont donc pris aucune part directe à cette reprise, mais c'étaient les particuliers intéressés qui auraient, pour le moment, la tâche de la solution des questions préalables.

Il est encore trop tôt pour s'initier dans une étude de l'action de ce Comité et des résultats qu'il a réalisés ou est sur le point de réaliser. Du reste, les documents sérieux me manquent à ce sujet, et je laisse la question ouverte pour une meilleure occasion, où j'espère traiter l'ensemble de la question d'Union douanière serbo-bulgare avec toute l'ampleur qu'elle mérite.

Avant d'exposer quels sont les bons côtés et quelles sont les difficultés qui s'opposent à cette Union douanière, je veux faire une parallèle entre les projets échoués d'une Union douanière que l'Autriche-Hongrie a tant désiré réaliser lors du Congrès de Berlin et pendant les années suivantes avec la Serbie, et l'Union douanière serbo-bulgare. De cette manière, j'espère faire surgir les deux éléments principaux de cette dernière.

Contrairement à l'exploitation économique que la Serbie aurait subie si elle était entrée en Union douanière avec

l'Autriche-Hongrie, il n'y aurait aucune exploitation économique ni de la Bulgarie ni de la Serbie si elles concluaient une Union douanière, car leurs productions, leur industrie et leur commerce sont au même niveau. Ici, nous aurions la compagnie de deux associés égaux, là seraient associés un puissant patron avec son ouvrier.

Comme, par la force des choses, l'Union douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie àmènerait celle-ci à une Union politique, ce serait un abîme fatal où s'engouffrerait toute idée de l'indépendance nationale et de la réunion des pays serbes dans un Etat puissant et indépendant. Au contraire, l'Union douanière serbo-bulgare amènerait, tot ou tard, à une Alliance politique, à laquelle adhéreraient les autres pays balkaniques, formant ainsi la confédération, et ce serait la meilleure solution de la question balkanique. Les deux pays balkaniques n'auraient qu'à gagner de cette conséquence politique naturelle d'une Union douanière, et tout-le-monde, chez nous comme chez eux, applaudirait à une oeuvre aussi grande et aussi magnifique que celle-ci.

Donc, ces deux éléments qui forment la base de la question sont favorables à l'Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie. Voyons maintenant ses bons côtés et ses difficultés de réalisation.

Au point de vue économique, l'Union douanière serbo-bulgare aurait ces conséquences bienfaisantes:

1°- Une meilleure organisation des productions des deux pays, grâce à l'élargissement du territoire consommateur, à la diffusion des connaissances économiques et techniques, à l'aide financier réciproque par le groupement des capitaux

2°- Les relations commerciales réciproques beaucoup plus mouvementées et plus variées, à cause de la liberté de l'échange.

3°- Le développement des industries spéciales à chaque pays et des industries communes qui ont de vrais éléments de vie, grâce à l'étendue du marché et à la possibilité d'entente et de concentration.

4°- Un débouché très vaste en Turquie pour la production et les industries des deux pays, où ils ne se trouveraient pas comme des concurrents farouches, mais comme des alliés.

5°- Un débouché et une issue sur la mer pour la Serbie, ce qui augmenterait aussi le trafic de chemins de fer et des ports, et influencerait sur leur meilleur outillage et un plus grand mouvement d'affaires, en Bulgarie.

6°- Enfin, associés, les deux pays présenteraient une communauté économique plus forte et plus indépendante, d'où la facilité de lutter contre les puissances économiques des grands pays et d'acquérir des concessions plus importantes et plus larges pour leur commerce extérieur.

Donc, en résumé, les intérêts économiques particuliers de la Serbie ou de la Bulgarie ne perdraient rien; au contraire, ils auraient des profits considérables et incontestables

Au point de vue politique, rien que l'Union douanière ferait des deux pays une communauté politique beaucoup plus grande et beaucoup plus forte. Par le cours naturel des choses, cette communauté deviendrait une Alliance politique

qui serait loin d'être quantité négligeable. Par sa force économique, politique et militaire, cette Alliance deviendrait une muraille inébranlable contre laquelle se briserait toute invasion germanique, exprimée en "Drang nach Osten" .

Il y a aussi de graves difficultés qui s'opposent à une prompte réalisation de l'Union douanière serbo-bulgare.

D'abord, la plus grande difficulté serait le partage des revenus douaniers, qui exigerait une grande étude et beaucoup d'impartialité.

La deuxième difficulté serait l'inégalité des impôts des deux pays, laquelle entraverait toute égalité de traitement réciproque des produits d'un pays à l'autre. Cette grande difficulté, infranchissable à première vue, ne pourrait être écartée qu'avec de vraies bonnes volontés et la conscience profonde des intérêts communs.

La difficulté de l'égalité des droits fiscaux pour les deux pays est facile à résoudre, puisque les produits des deux pays sont similaires.

Les anciennes difficultés qui provenaient des relations commerciales particulières entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire leur trafic de frontière très large et très intime et la convention vétérinaire, ce que la Bulgarie n'avait pas et ce qui la mettait dans une situation exceptionnelle en cas d'Union douanière avec la Serbie, n'existent plus. Les relations commerciales nouvellement établies entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie ne comportent ni trafic-frontière intime, ni convention vétérinaire.

Conclusion- Lorsqu'on compare les bons côtés de l'Union douanière serbo-bulgare et le nombre de plus en plus croissant de ses partisans d'une part, avec les difficultés qui s'opposent à sa réalisation d'autre part, on est autorisé à conclure que, dans l'intérêt économique et politique des deux pays, il est désirable que la réalisation de l'Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie ne soit qu'une question de temps assez rapproché.

B- Le Chemin de Fer du Danube à l'Adriatique.

Le chemin de fer du Danube jusqu'à la mer Adriatique est très important, non seulement pour la Serbie et pour les pays balkaniques, mais aussi au point de vue international.

Il est vrai que les intérêts directs et l'émancipation économique de la Serbie y sont le plus engagés, mais il est vrai aussi que cette ligne transversale rapprocherait économiquement et politiquement la partie de l'Est et celle de l'Ouest de la Péninsule balkanique, qui sont séparées complètement. Elle est la plus courte de toutes les lignes transversales qui pourraient être projetées. Enfin, trois pays principaux en profiteraient directement: la Turquie, la Serbie et la Roumanie, et un pays indirectement: le Monténégro.

Le chemin de fer du Danube à la Mer Adriatique ferait revivre le commerce florissant d'autrefois de la Péninsule balkanique et du littoral adriatique. Pour la pacification

qui serait loin d'être quantité négligeable. Par sa force économique, politique et militaire, cette Alliance deviendrait une muraille inébranlable contre laquelle se briserait toute invasion germanique, exprimée en "Drang nach Osten" .

Il y a aussi de graves difficultés qui s'opposent à une prompte réalisation de l'Union douanière serbo-bulgare.

D'abord, la plus grande difficulté serait le partage des revenus douaniers, qui exigerait une grande étude et beaucoup d'impartialité.

La deuxième difficulté serait l'inégalité des impôts des deux pays, laquelle entraverait toute égalité de traitement réciproque des produits d'un pays à l'autre. Cette grande difficulté, infranchissable à première vue, ne pourrait être écartée qu'avec de vraies bonnes volontés et la conscience profonde des intérêts communs.

La difficulté de l'égalité des droits fiscaux pour les deux pays est facile à résoudre, puisque les produits des deux pays sont similaires.

Les anciennes difficultés qui provenaient des relations commerciales particulières entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire leur trafic de frontière très large et très intime et la convention vétérinaire, ce que la Bulgarie n'avait pas et ce qui la mettait dans une situation exceptionnelle en cas d'Union douanière avec la Serbie, n'existent plus. Les relations commerciales nouvellement établies entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie ne comportent ni trafic-frontière intime, ni convention vétérinaire.

Conclusion- Lorsqu'on compare les bons côtés de l'Union douanière serbo-bulgare et le nombre de plus en plus croissant de ses partisans d'une part, avec les difficultés qui s'opposent à sa réalisation d'autre part, on est autorisé à conclure que, dans l'intérêt économique et politique des deux pays, il est désirable que la réalisation de l'Union douanière entre la Serbie et la Bulgarie ne soit qu'une question de temps assez rapproché.

B- Le Chemin de Fer du Danube à l'Adriatique.

Le chemin de fer du Danube jusqu'à la mer Adriatique est très important, non seulement pour la Serbie et pour les pays balkaniques, mais aussi au point de vue international.

Il est vrai que les intérêts directs et l'émancipation économique de la Serbie y sont le plus engagés, mais il est vrai aussi que cette ligne transversale rapprocherait économiquement et politiquement la partie de l'Est et celle de l'Ouest de la Péninsule balkanique, qui sont séparées complètement. Elle est la plus courte de toutes les lignes transversales qui pourraient être projetées. Enfin, trois pays principaux en profiteraient directement: la Turquie, la Serbie et la Roumanie, et un pays indirectement: le Monténégro.

Le chemin de fer du Danube à la Mer Adriatique ferait revivre le commerce florissant d'autrefois de la Péninsule balkanique et du littoral adriatique. Pour la pacification

et la civilisation des Albanais serait un des plus puissants moyens. Plusieurs contrées riches de nature en obtiendraient un essor économique considérable, et deviendraient rapidement les centres de production et de culture.

Au point de vue international, l'importance de cette ligne n'est pas moindre car, par elle, les riches contrées du Sud de la Russie et de la Roumanie toute entière, seraient liées, à la mer Adriatique, et de là à deux grands courants commerciaux: l'un vers les pays de la Méditerrannée et de l'Europe occidentale et l'autre vers Suez et l'Extrême Orient.

La Serbie est plus particulièrement intéressée à l'établissement de ce chemin de fer. La situation géographique et économique où elle se trouve menace son indépendance et son existence même, dont la condition sina qua non est l'issue la plus courte sur la Mer Adriatique. Et, encore, cette issue doit avoir toutes les garanties de neutralité et la liberté absolue de s'en servir.

De cinq directions où peut se diriger le commerce de la Serbie les deux premières, par le Nord vers l'Europe Centrale et le Danube, sont aux mains de l'Autriche-Hongrie; la troisième, à travers la Bulgarie, est longue et la plus coûteuse; la quatrième, vers Salonique, est la meilleure, mais dépend de l'amitié de la Turquie. Il ne nous reste donc que la cinquième et dernière, le chemin de fer du Danube à la mer Adriatique, qui serait la plus courte, la moins coûteuse, et en même temps d'une importance internationale très grande.

Dans l'avenir, le développement économique normal et la sûreté de l'existence nationale de la Serbie ne pourront être imaginés sans l'établissement de ce chemin de fer. La Serbie a tous les droits incontestables à une existence assurée et, par conséquent, les grandes Puissances devraient contribuer à la réalisation du projet de construction, au profit de la paix universelle.

La nécessité du chemin de fer du Danube à l'Adriatique était sentie en Serbie depuis plus de 25 ans. C'était l'idée générale de tous les Gouvernements et de tous les politiciens serbes, mais les évènements politiques intérieur et extérieurs ont reculé incessamment sa réalisation.

Pour la première fois en 1907, le Gouvernement serbe s'est présenté par une proposition formelle en vue de construction dudit chemin de fer auprès des Gouvernements italien, français et russe. C'était à propos de l'expose du Comte d'Aehrenthal, en 1907, par lequel il expliquait la grande nécessité économique de la construction du chemin de fer de la frontière de Bosnie-Herzégovine, par le Sandjak du Novi-Bazar, jusqu'à Mitrovitza, station extrême de la ligne de Salonique. Puisque l'importance économique du chemin de fer du Sandjak de Novi-Bazar était minime, et puisque le vrai but autrichien est de s'en servir comme moyen de "Drang nach Osten", la Serbie a compris le danger de l'encerclement autrichien et s'est empressée de le parer.

L'idée émise par la Serbie en 1907, était bien accueillie de la part de l'Italie, de la France et de la Russie, et

et la civilisation des Albanais serait un des plus puissants moyens. Plusieurs contrées riches de nature en obtiendraient un essor économique considérable, et deviendraient rapidement les centres de production et de culture.

Au point de vue international, l'importance de cette ligne n'est pas moindre car, par elle les riches contrées du Sud de la Russie et de la Roumanie toute entière, seraient liées à la mer Adriatique, et de là à deux grands courants commerciaux: l'un vers les pays de la Méditerranée et de l'Europe occidentale et l'autre vers Suez et l'Extrême Orient.

La Serbie est plus particulièrement intéressée à l'établissement de ce chemin de fer. La situation géographique et économique où elle se trouve menace son indépendance et son existence même, dont la condition sine qua non est l'issue la plus courte sur la Mer Adriatique. Et, encore, cette issue doit avoir toutes les garanties de neutralité et la liberté absolue de s'en servir.

De cinq directions où peut se diriger le commerce de la Serbie les deux premières, par le Nord vers l'Europe Centrale et le Danube, sont aux mains de l'Autriche-Hongrie;la troisième, à travers la Bulgarie, est longue et la plus coûteuse; la quatrième, vers Salonique, est la meilleure,mais dépend de l'amitié de la Turquie. Il ne nous reste donc que la cinquième et dernière, le chemin de fer du Danube à la mer Adriatique, qui serait la plus courte, la moins coûteuse, et en même temps d'une importance internationale très grande.

Dans l'avenir, le développement économique normal et la sûreté de l'existence nationale de la Serbie ne pourront être imaginés sans l'établissement de ce chemin de fer. La Serbie a tous les droits incontestables à une existence assurée et, par conséquent, les grandes Puissances devraient contribuer à la réalisation du projet de construction, au profit de la paix universelle.

La nécessité du chemin de fer du Danube à l'Adriatique était sentie en Serbie depuis plus de 25 ans. C'était l'idée générale de tous les Gouvernements et de tous les politiciens serbes, mais les événements politiques intérieur et extérieurs ont reculé incessamment sa réalisation.

Pour la première fois en 1907, le Gouvernement serbe s'est présenté par une proposition formelle en vue de construction dudit chemin de fer auprès des Gouvernements italien,français et russe. C'était à propos de l'exposé du Comte d'Aehrenthal, en 1907, par lequel il expliquait la grande nécessité économique de la construction du chemin de fer de la frontière de Bosnie-Herzégovine, par le Sandjak du Novi-Bazar, jusqu'à Mitrovitza, station extrême de la ligne de Salonique. Puisque l'importance économique du chemin de fer du Sandjak de Novi-Bazar était minime, et puisque le vrai but autrichien est de s'en servir comme moyen de "Drang nach Osten", la Serbie a compris le danger de l'encerclement autrichien et s'est empressée de le parer.

L'idée émise par la Serbie en 1907, était bien accueillie de la part de l'Italie, de la France et de la Russie,et

un syndicat international, où devait entrer la Serbie aussi, se constitua en vue d'une demande de concession de la ligne demandée par cette dernière. Les premiers commencements des projets et de la trace continuèrent lentement et avec beaucoup d'interruption à Constantinople et sur le terrain, pendant les années 1908 et 1909. Mais les résultats réels ne pouvaient pas être réalisés à cause de la révolution jeune-Turque et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

La dernière phase où se trouve la question se déroula en été dernier. Le 30 Juillet 1911, le Gouvernement turc a signé les conventions de construction de chemins de fer en Turquie sous sa propre régie, où se trouvait aussi partie de la ligne Danube-Adriatique. Les dépenses des constructions seraient couvertes par un grand emprunt pour lequel on a commencé les négociations avec un groupe financier français et la Banque Ottomane.

En même temps, après une lutte violente entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'un côté, et les autres Puissances de l'autre, le projet de chemin de fer du Sandjak de Novi-Bazar était rejeté par le Gouvernement turc.

Depuis lors, rien ne s'est produit de la part de la Turquie, qui pourrait nous donner la certitude de l'établissement du chemin de fer de la frontière serbe (Merdaré) à l'Adriatique (Saint-Jean de Médua).

En Serbie, l'idée de chemin de fer du Danube à l'Adriatique est en voie de réalisation. On a conçu depuis longtemps que si la partie de cette ligne qui traverse la Serbie avait été construite, il serait facile d'obtenir sa continuation sur le territoire turc. Cette conception trouva sa confirmation pendant la lutte économique engagée avev l'Autriche-Hongrie et après qu'on s'est aperçu que la Turquie n'était pas énergique dans cette question, et que l'Autriche-Hongrie la combattait sans trêve.

Or, pendant les deux dernières années, la construction de ladite ligne a commencée. Nous avons maintenant les travaux de la partie du Danube à Zaïtchar (plus de 70 Km) finis et la mise en exploitation est une question de jours. De Zaïtchar à Nich, la ligne est en construction, et sera fini dans deux ans: Et alors nous aurons 187 Km construits sur la longueur totale de 286 Km sur le territoire serbe. La partie de Nich jusqu'à la frontière (Merdaré) est en étude et sera exécutée prochainement. D'autre part la question du grand port serbe sur le Danube est résolue, et nous aurons déjà sa mise en construction à Prahovo, peut-être cette année-ci. En même temps, le Gouvernement serbe ne cesse de faire des démarches auprès du Gouvernement de Constantinople sur la réalisation des projets de construction sur le territoire turc.

Pour conclure, je donnerai approximativement encore quelques chiffres principaux, que j'ai empruntés à M. Iratch ingénieur, et qui se rapportent à la construction du chemin de fer du Danube à la Mer Adriatique.

La longueur totale présenterait environ 557 Km, dont

un <u>syndicat international</u>, où devait entrer la Serbie aussi, se constitua en vue d'une demande de concession de la ligne demandée par cette dernière. Les premiers commencements des projets et de la trace continuèrent lentement et avec beaucoup d'interruption à Constantinople et sur le terrain, pendant les années 1908 et 1909. Mais les résultats réels ne pouvaient pas être réalisés à cause de la révolution jeune-Turque et l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

La dernière phase où se trouve la question se déroula en été dernier. Le 30 Juillet 1911, le Gouvernement turc a signé les conventions de construction de chemins de fer en Turquie <u>sous sa propre régie</u>, où se trouvait aussi partie de la ligne Danube-Adriatique. Les dépenses des constructions seraient couvertes par un grand emprunt pour lequel on a commencé les négociations avec un groupe financier français et la Banque Ottomane.

En même temps, après une lutte violente entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne d'un côté, et les autres Puissances de l'autre, le projet de chemin de fer du Sandjak de Novi-Bazar était rejeté par le Gouvernement turc.

Depuis lors, rien ne s'est produit de la part de la Turquie, qui pourrait nous donner la certitude de l'établissement du chemin de fer de la frontière serbe (Merdaré) à l'Adriatique (Saint-Jean de Médua).

En Serbie, l'idée de chemin de fer du Danube à l'Adriatique est en voie de réalisation. On a conçu depuis longtemps que si la partie de cette ligne qui traverse la Serbie avait été construite, il serait facile d'obtenir sa continuation sur le territoire turc. Cette conception trouva sa confirmation pendant la lutte économique engagée avev l'Autriche-Hongrie et après qu'on s'est aperçu que la Turquie n'était pas énergique dans cette question, et que l'Autriche-Hongrie la combattait sans trêve.

Or, pendant les deux dernières années, la construction de ladite ligne a commencée. Nous avons maintenant les travaux de la partie du Danube à Zaïtchar (plus de 70 Km)finis et la mise en exploitation est une question de jours. De Zaïtchar à Nich, la ligne est en construction, et sera finie dans deux ans: Et alors nous aurons <u>187 Km</u> construits sur la longueur totale de <u>286 Km</u> sur le territoire serbe. La partie de Nich jusqu'à la frontière (Merdaré) est en étude et sera exécutée prochainement. D'autre part la question du grand port serbe sur le Danube est résolue, et nous aurons déjà sa mise en construction à Prahovo, peut-être cette année-ci. En me^me temps, le Gouvernement serbe ne cesse de faire des démarches auprès du Gouvernement de Constantinople sur la réalisation des projets de construction sur le territoire turc.

Pour conclure, je donnerai approximativement encore quelques chiffres principaux, que j'ai empruntés à M.Iratch ingénieur, et qui se rapportent à la construction du chemin de fer du Danube à la Mer Adriatique.

La longueur totale présenterait environ <u>557 Km</u>. dont

286 Km sur le territoire serbe et 271 Km sur le territoire turc. Le coût de la ligne serbe serait d'environ 36 à 40 000 000 de francs, et celle sur le territoire de la Turquie serait de quelques millions de plus, peut-être à cause des plus grandes difficultés techniques de construction. Donc, le coût total de la ligne entière serait d'environ 80 à 90 millions de francs.

286 Km sur le territoire serbe et 271 Km sur le territoire turc. Le coût de la ligne serbe serait d'environ 36 à 40 000 000 de francs, et celle sur le territoire de la Turquie serait de quelques millions de plus, peut-être à cause des plus grandes difficultés techniques de construction. Donc, le coût total de la ligne entière serait d'environ 80 à 90 millions de francs.

- CONCLUSION GENERALE -

La nouvelle ère dans la politique commerciale et les transformations du commerce extérieur de la Serbie depuis 1906 ont donné des résultats excellents. Le développement économique[1] se manifeste partout dans toutes les branches de la production nationale et sur tout le territoire du pays.

L'exploitation du sol et du sous-sol a obtenu un élan considérable grâce à l'essor du commerce extérieur. De nouvelles mines sont découvertes, beaucoup d'anciennes sont mises en valeur, puisque les capitaux étrangers, et en partie indigènes se prêtent facilement à cette industrie. Toutes les branches de l'agriculture sont de plus en plus rationnellement et intensivement exploitées.

La grande industrie se développe assez rapidement, bien qu'il soit encore à désirer que son développement s'accomplisse encore plus vite. Le commerce intérieur a beaucoup progressé au point de vue de l'importation et des modes variés de transaction, et aussi du nombre grandissant des articles, comme au point de vue des facilités de communication. Il y a trois causes:

1°é La diffusion des connaissances économiques et les besoins nouveaux du commerce extérieur.

2°- L'accumulation des capitaux, conséquence naturelle du développement économique général et de l'infiltration des capitaux étrangers, ou le capital français prédomine, et

3°- L'heureuse solution de la question des chemins de fer dont la longueur exploitée est actuellement de 934 Km et celle en voie de construction de 365 Km.

D'autre part, la Serbie est sortie victorieuse de la guerre douanière engagée avec l'Autriche-Hongrie: c'est celle-ci qui paye les frais de la guerre.

1- Ce développement économique dont j'ai essayé de donner les résultats dans mon étude, est étudié par M. G. Gravier sur place, et son étude parue dans les Annales de Géographie le 15 Janvier 1912, est très intéressante.

- CONCLUSION GENERALE -

La nouvelle ère dans la politique commerciale et les transformations du commerce extérieur de la Serbie depuis 1906 ont donné des résultats excellents. Le développement économique[1] se manifeste partout dans toutes les branches de la production nationale et sur tout le territoire du pays.

L'exploitation du sol et du sous-sol a obtenu un élan considérable grâce à l'essor du commerce extérieur. De nouvelles mines sont découvertes, beaucoup d'anciennes sont mises en valeur, puisque les capitaux étrangers, et en partie indigènes se prêtent facilement à cette industrie. Toutes les branches de l'agriculture sont de plus en plus rationnellement et intensivement exploitées.

La grande industrie se développe assez rapidement, bien qu'il soit encore à désirer que son développement s'accomplisse encore plus vite. Le commerce intérieur a beaucoup progressé au point de vue de l'importation et des modes variés de transaction, et aussi du nombre grandissant des articles, comme au point de vue des facilités de communication. Il y a trois causes:

1° La diffusion des connaissances économiques et les besoins nouveaux du commerce extérieur.

2°- L'accumulation des capitaux, conséquence naturelle du développement économique général et de l'infiltration des capitaux étrangers, où le capital français prédomine, et

3°- L'heureuse solution de la question des chemins de fer dont la longueur exploitée est actuellement de 934 Km et celle en voie de construction de 365 Km.

D'autre part, la Serbie est sortie victorieuse de la guerre douanière engagée avec l'Autriche-Hongrie: c'est celle-ci qui paye les frais de la guerre.

1- Ce développement économique dont j'ai essayé de donner les résultats dans mon étude, est étudié par M. G. Gravier sur place, et son étude parue dans les Annales de Géographie le 15 Janvier 1912, est très intéressante.

Mais, l'émancipation économique n'est pas toutèà-fait complète. Il nous faut encore des efforts, et peut-être des sacrifices. La direction du commerce extérieur de la Serbie est à l'avenir vers le Sud.

A ce point de vue il y a trois problèmes à résoudre:

Premièrement, consolider définitivement les liaisons commerciales nouvellement crées par les voies du Danube,de Varna et de Salonique.

Deuxièmement, travailler incessamment et énergiquement à l'établissement du chemin de fer du Danube à l'Adriatique et, enfin, réaliser l'Union douanière avec la Bulgarie.

L'essor du commerce extérieur de la Serbie sera encore plus grand. Il était déjà plus que satisfaisant dans les années de I906 à 19I0. Néanmoins les résultats de l'année 1911 dépassent toutes les espérances.

D'après les renseignements que j'ai puisés dernièrement dans les compte-rendus de la Direction des Douanes serbes, l'exportation aurait atteint 118 000 000 dinars, ce qui représenterait une augmentation d'environ 20 millions par rapport à l'année I910. Jamais l'augmentation annuelle de l'exportation ne fut aussi éclatante, puisque la moyenne de cette augmentation pendant les dernières années était d'environ 5 000 000 dinars. Tous les articles accusent une plus-value considérable dans l'exportation de I911.

Donc, les chemins vers la prospérité économique sont frayés. Il nous faut continuer la marché énergiquement, constamment. Bien armés, soucieux toujours du développement de toutes les branches de l'activité économique nationale, améliorant l'instruction des classes populaires, les Serbes auront le droit, à l'avenir, d'espérer de meilleurs jours, puisque jusqu'à maintenant ils étaient et sont restés toujours les victimes des circonstances historiques et politiques où la situation géographique a joué le rôle prépondérant.

Mais, l'émancipation économique n'est pas tout-à-fait complète. Il nous faut encore des efforts, et peut-être des sacrifices. La direction du commerce extérieur de la Serbie est à l'avenir vers le Sud.

A ce point de vue il y a trois problèmes à résoudre:

Premièrement, consolider définitivement les liaisons commerciales nouvellement crées par les voies du Danube, de Varna et de Salonique.

Deuxièmement, travailler incessamment et énergiquement à l'établissement du chemin de fer du Danube à l'Adriatique et, enfin, réaliser l'Union douanière avec la Bulgarie.

L'essor du commerce extérieur de la Serbie sera encore plus grand. Il était déjà plus que satisfaisant dans les années de 1906 à 1910. Néanmoins les résultats de l'année 1911 dépassent toutes les espérances.

D'après les renseignements que j'ai puisés dernièrement dans les comptes-rendus de la Direction des Douanes serbes, l'exportation aurait atteint 118 000 000 dinars, ce qui représenterait une augmentation d'environ 20 millions par rapport à l'année 1910. Jamais l'augmentation annuelle de l'exportation ne fut aussi éclatante, puisque la moyenne de cette augmentation pendant les dernières années était d'environ 5 000 000 dinars. Tous les articles accusent une plus-value considérable dans l'exportation de 1911.

Donc, les chemins vers la prospérité économique sont frayés. Il nous faut continuer la marche énergiquement, constamment. Bien armés, soucieux toujours du développement de toutes les branches de l'activité économique nationale, améliorant l'instruction des classes populaires, les Serbes auront le droit, à l'avenir, d'espérer de meilleurs jours, puisque jusqu'à maintenant ils étaient et sont restés toujours les victimes des circonstances historiques et politiques où la situation géographique a joué le rôle prépondérant.

